

2QP 331

A consulter en place

1.608.330 - 1

BPU NEUCHATEL



32000 001339482

M^e de Montmollin
COURS


D'HISTOIRE MODERNE,

D'APRÈS

LE MANUEL DE HEEREN.



NEUCHÂTEL,
IMPRIMERIE DE CHARLES ATTINGER.


1836.

D 1991 / 41

2QP 331

A consulter sur place



D

1992 / 3180


~~~~~

L'OUVRAGE de HEEREN, dont ce cours est tiré, présente dans le cadre le plus resserré, un tableau complet de l'histoire moderne. Révolutions religieuses, politiques et commerciales; guerres, traités, alliances, découvertes, conquêtes, établissemens coloniaux, tous les faits importants s'y trouvent retracés avec autant d'ordre et d'exactitude que de concision, judicieusement appréciés dans leurs causes et dans leurs résultats, et les hommes n'y sont pas jugés avec moins d'impartialité et de sagacité que les événemens. Ce livre a le mérite particulier d'offrir de l'aliment à la pensée comme à la mémoire, et il serait difficile d'en concevoir un plus substantiel et à la fois plus propre à l'étude philosophique de son sujet. Il est classique en Allemagne, et bien apprécié en France. MANUEL également commode pour les maîtres et pour les élèves, il fournit aux premiers tous les élémens d'un cours méthodique, et d'utiles directions pour le choix et pour l'esprit des développemens; il renferme, pour les seconds, un résumé rapide et fidèle des leçons du maître, et l'indication des sources où ils pourront puiser des notions plus détaillées.



On retrouvera dans ce cours élémentaire, tout ce qu'il y a d'essentiel dans l'ouvrage de Heeren, trop cher pour devenir à Neuchâtel un livre de collège. Il doit servir spécialement à faire gagner tout ce temps que l'on perd à écrire des cours dictés et à étudier avec dégoût sur des cahiers ordinairement pleins de fautes. Ce petit livre, rédigé avec rapidité, n'en est sans doute pas exempt. Il sera facile de faire mieux. Mais, en attendant, les élèves qui sortiront des classes avec une connaissance claire, sûre et complète de son contenu, auront certainement fait déjà de grands progrès dans l'histoire moderne, et auront fondé sur une base solide toutes les connaissances qu'ils pourront acquérir dans la suite.

---



# TABLE.

Introduction . . . . . Page 1

## PREMIÈRE PÉRIODE.

Depuis la fin du quinzième siècle jusqu'au temps de Louis XIV  
(1492—1661) . . . . . 5

### PREMIÈRE PARTIE.

Histoire des états du midi de l'Europe . . . . . —

## PREMIÈRE ÉPOQUE.

I. Histoire des affaires et des guerres d'Italie depuis 1494 jusqu'en 1515 . . . . . 6

II. Histoire de la fondation des établissemens coloniaux, depuis 1492 jusqu'en 1515 . . . . . 10

## SECONDE ÉPOQUE.

DE 1515 A 1556.

I. Histoire de la rivalité de la France et de l'Espagne pendant cette époque . . . . . 12

II. Histoire de la Réformation sous son point de vue politique, depuis son origine jusqu'à la paix de religion, de 1517 à 1555 . . . . . 16

III. Histoire du système colonial pendant cette période . . . . . 21

## TROISIÈME ÉPOQUE.

DE 1556 JUSQU'EN 1618.

Histoire de la fondation de la république des Provinces-Unies, et des conséquences de cet événement en Europe, depuis son origine jusqu'à la trêve de douze ans. 1609 . . . . . 25

Coup d'œil sur les changemens les plus importans survenus dans les autres états de l'Europe occidentale, et sur leurs résultats . . . . . 29

Histoire du système colonial, de 1558 à 1618 . . . . . 32

## QUATRIÈME ÉPOQUE.

DE 1618 A 1660.

I. Histoire de la guerre de trente ans et de ses conséquences, jusqu'aux traités de Westphalie et des Pyrénées . . . . . 35



|                                                                                                                                               |    |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| II. Coup d'œil sur les changemens les plus importans survenus dans les autres états de l'Europe occidentale, et sur leurs résultats . . . . . | 40 |
| Système colonial de l'Europe, depuis 1618 jusqu'en 1660 . . . . .                                                                             | 43 |

## SECONDE PARTIE.

|                                                                                                                                                          |    |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| Histoire des états du nord, depuis la rupture de l'union de Calmar, jusqu'aux traités d'Oliva et de Copenhague (1523—1660) . . . . .                     | 45 |
| I. Histoire des guerres de Livonie (1553—1600) . . . . .                                                                                                 | 46 |
| II. Histoire de la guerre pour la succession au trône de Suède, et de ses conséquences, jusqu'aux traités d'Oliva et de Copenhague (1600—1660) . . . . . | 47 |

## SECONDE PÉRIODE.

|                                                                                                                                      |    |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| Du commencement du siècle de Louis XIV, jusqu'à la mort du grand Frédéric, et au commencement de la révolution (1661—1786) . . . . . | 49 |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|

## PREMIÈRE ÉPOQUE.

DE 1661 A 1700.

## PREMIÈRE PARTIE.

|                                                                                                   |    |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| Histoire des états du midi de l'Europe . . . . .                                                  | 50 |
| Affaires générales (1661—1700) . . . . .                                                          | 51 |
| Coup d'œil sur les changemens importans survenus dans les états de l'Europe occidentale . . . . . | 56 |
| Système colonial depuis 1661 jusqu'en 1700 . . . . .                                              | 59 |

## SECONDE PARTIE.

|                                                  |    |
|--------------------------------------------------|----|
| Histoire des états du nord de l'Europe . . . . . | 61 |
|--------------------------------------------------|----|

## SECONDE ÉPOQUE.

DE 1700 A 1740.

## PREMIÈRE PARTIE.

|                                                                                 |    |
|---------------------------------------------------------------------------------|----|
| Histoire des états du midi de l'Europe . . . . .                                | 64 |
| I. Affaires générales de l'Europe . . . . .                                     | —  |
| II. Changemens survenus dans les divers états de l'Europe occidentale . . . . . | 71 |
| Histoire du système colonial de 1700 à 1740 . . . . .                           | 72 |

## SECONDE PARTIE.

|                                                  |    |
|--------------------------------------------------|----|
| Histoire des états du nord de l'Europe . . . . . | 74 |
|--------------------------------------------------|----|



## TROISIÈME ÉPOQUE.

DE 1740 A 1786.

## PREMIÈRE PARTIE.

|                                                                                                                            |    |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| Histoire des états du midi de l'Europe . . . . .                                                                           | 80 |
| Affaires générales de 1740 à 1786 . . . . .                                                                                | 81 |
| § I. Jusqu'à l'alliance de la France avec l'Autriche, de 1740 à 1756 . . . . .                                             | —  |
| § II. Depuis l'alliance de l'Autriche et de la France, jusqu'aux traités de Paris et de Hubertsbourg (1756—1763) . . . . . | 85 |
| § III. Depuis les traités de Paris et de Hubertsbourg, jusqu'à la mort du roi de Prusse (1763—1786) . . . . .              | 89 |
| Coup d'œil sur les changemens opérés dans les états de l'Europe occidentale . . . . .                                      | 93 |
| Histoire du système colonial, de 1740 à 1786 . . . . .                                                                     | 97 |

## SECONDE PARTIE.

|                                                                                                   |     |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| Histoire des états du nord de l'Europe . . . . .                                                  | 105 |
| De 1740 jusqu'à l'avènement de Catherine II, en 1762 . . . . .                                    | —   |
| Depuis l'avènement de Catherine II, jusqu'à son alliance avec Joseph II, de 1762 à 1787 . . . . . | 107 |

## TROISIÈME PÉRIODE.

|                                                                                                                                                                                                                            |     |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| Depuis la mort de Frédéric-le-Grand et le commencement de l'âge révolutionnaire, jusqu'à la chute du trône impérial de France, et à la restauration de la liberté du système politique de l'Europe (1786 à 1815) . . . . . | 112 |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|

## PREMIÈRE ÉPOQUE.

DE 1786 A LA PAIX DE CAMPO-FORMIO EN 1797.

## PREMIÈRE PARTIE.

|                                                     |     |
|-----------------------------------------------------|-----|
| Histoire des états du midi de l'Europe . . . . .    | 114 |
| I. Affaires politiques jusqu'en 1797 . . . . .      | —   |
| II. Histoire des colonies, de 1786 à 1804 . . . . . | 123 |

## SECONDE PARTIE.

|                                                                  |     |
|------------------------------------------------------------------|-----|
| Histoire des états du nord de l'Europe, de 1786 à 1797 . . . . . | 127 |
|------------------------------------------------------------------|-----|

## DEUXIÈME ÉPOQUE.

|                                                                                      |     |
|--------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| De la paix de Campo-Formio à l'érection de l'empire français (1797 à 1804) . . . . . | 131 |
| I. Evénemens politiques jusqu'en 1804 . . . . .                                      | —   |
| II. Histoire des colonies (voyez ci-dessus I <sup>re</sup> époque).                  |     |



## TROISIÈME ÉPOQUE.

Depuis l'érection du trône impérial en France, jusqu'au rétablissement, par sa chute, du système politique de l'Europe, et à la fondation de la liberté en Amérique (1804 à 1815) . . . . .

|                                                                |     |
|----------------------------------------------------------------|-----|
| I. Histoire du système politique de l'Europe . . . . .         | 137 |
| II. Histoire des colonies de 1804 à 1815 . . . . .             | 157 |
| III. Rétablissement du système politique de l'Europe . . . . . | 162 |
| Liste chronologique des souverains . . . . .                   | 168 |
| Tables généalogiques . . . . .                                 | 180 |



# **COURS**

## **D'HISTOIRE MODERNE**

D'APRÈS

**LE MANUEL DE HEEREN.**

---

### **INTRODUCTION.**

---

L'HISTOIRE des trois derniers siècles se désigne sous le nom d'histoire moderne, par opposition à l'histoire ancienne et à l'histoire du moyen âge. L'époque où elle commence est marquée par le concours de plusieurs grands événemens.

Ces événemens sont : 1<sup>o</sup> la prise de Constantinople et l'établissement de l'empire de Turquie en Europe (1453) ; 2<sup>o</sup> la découverte de l'Amérique par Christophe Colomb (1492) ; 3<sup>o</sup> la découverte faite par Vasco de Gama, du passage aux Indes orientales par le cap de Bonne-Espérance (1497), et, par suite de ces deux événemens, un changement dans la direction générale du commerce ; 4<sup>o</sup> les changemens apportés dans l'art de la guerre par l'usage de la poudre à canon.



L'Europe, durant cette période, a pris dans l'histoire universelle une importance qu'elle n'avait jamais eue. Des trois grands empires de l'Asie, celui des Perses sous les Sofis, celui des Indiens sous les Mogols, et l'empire de la Chine, le dernier est le seul qui se soit maintenu, bien que sous une dynastie étrangère; tandis que les Européens étendaient leur domination sur les autres parties du monde, et soumettaient la moitié de l'Asie et de l'Amérique.

L'empire des Sofis de Perse fut fondé par Ismaël Sofi (1500). Il atteignit le plus haut période de sa puissance sous Schah-Abbas (1585—1628), fut renversé par les Afghans (1722); et après le meurtre de Kouli-Chan ou Nadir-Schah, dont le règne tyrannique suivit cette invasion, il tomba dans l'anarchie (1747). L'empire des Mogols fut fondé par Sultan-Babour, descendant de Timour (Tamerlan) (1526); il comprit tout le pays situé sur l'Indus et le Gange, et la presque île en-deçà du Gange. Il fut dans sa plus haute puissance depuis le règne d'Acbar-le-Grand (1556—1605) jusqu'à la mort d'Aureng-Zeb (1707), après laquelle il se démembra et fut presque complètement dissous par la conquête de Nadir-Schah (1739) et par la politique des Européens. La révolution que produisit en Chine la conquête des Tartares Mantchoux, dont la domination dure encore, eut lieu en 1644.

La plupart des anciens états d'Europe continuèrent au contraire à subsister; et il s'établit entre eux des relations étroites et des centres d'intérêts communes : 1<sup>o</sup> les affaires de religion depuis la réformation; 2<sup>o</sup> la nécessité de la défense contre les Turcs; 3<sup>o</sup> le commerce des colonies; 4<sup>o</sup> l'invention de l'imprimerie et celle de la poste.

*Puffendorf; Burlamaqui; de Vattel*, droit des gens.



D'ailleurs le gouvernement de la plupart des peuples de l'Europe, du moins des peuples d'origine germanique, n'était qu'un développement de la féodalité; ce qui donnait à leurs diverses constitutions des traits généraux de ressemblance. La noblesse et le clergé exerçaient partout une grande influence sur les affaires de l'état. Ces deux ordres étaient exempts de la plupart des impôts, et occupaient la première place dans les assemblées de la nation. Mais à côté d'eux s'était formé dans les villes un troisième ordre, celui des bourgeois libres, dont on appelait aussi les députés aux assemblées de la nation, particulièrement afin d'en obtenir des contributions. La grande masse du peuple des campagnes n'avait point encore d'existence politique.

La puissance des souverains était donc, dans ces sortes d'états, extrêmement bornée. Ils ne pouvaient soutenir aucune guerre sans le secours de la noblesse, ni lever aucune contribution sans le consentement des villes. Mais leur domination était partout croissante. Ferdinand-le-Catholique, Louis XI et Henri VII connurent l'art de l'agrandir et de la consolider.

L'histoire de l'Europe moderne se partage en trois périodes, dont les deux premières comprennent un égal espace de temps.

La première comprend depuis la fin du quinzième siècle jusqu'au temps où Louis XIV commença à régner par lui-même (1492—1661); la seconde, depuis cette époque jusqu'à la mort de Frédéric-le-Grand (1661—1786). La première se peut nommer *politique et religieuse*; la seconde, *commerciale et militaire*. La troisième renferme les temps pendant lesquels nous avons vécu; quel nom lui convient mieux que celui de *révolutionnaire*?



Dans l'histoire des deux premières périodes, et même d'une partie de la troisième, la nature des choses demande que l'on considère séparément le système des états du Nord, et celui des états du Midi. Le premier comprend la Russie, la Suède, la Pologne et le Danemarck; le second se compose du reste des états de l'Europe; si ce n'est que la monarchie prussienne, depuis son agrandissement, formant le chaînon par lequel se réunissent les deux systèmes, appartient également à tous les deux.

---



## **PREMIÈRE PÉRIODE.**

**DEPUIS LA FIN DU QUINZIÈME SIÈCLE JUSQU'AU TEMPS  
DE LOUIS XIV (1492 — 1661).**

---

### **PREMIÈRE PARTIE.**

**HISTOIRE DES ÉTATS DU MIDI DE L'EUROPE.**

---

C'est presque au commencement de cette période qu'a éclaté la Réformation, et elle en a déterminé le caractère particulier. Les intérêts religieux se mêlèrent à la politique des princes, et ainsi les affaires et les partis religieux devinrent des affaires et des partis politiques.

L'Espagne, la France, l'Angleterre, l'Autriche, l'Allemagne, les états du Pape et ceux de la Porte, doivent être considérés comme les principaux de ceux qui composent le système méridional.

De tous ces états l'Espagne était, sous Ferdinand et Isabelle, celui auquel s'offrait le plus brillant avenir. Le mariage de ces deux souverains (1469), en préparant l'union de la Castille avec l'Aragon, jetait dans l'intérieur les fondemens de sa puissance, et la découverte de l'Amérique lui ouvrait au-dehors une carrière incommensurable : ce fut cependant la conquête de Grenade (1492) qui contribua le plus à y faire naître un esprit national; mais en même temps elle ouvrit aux rois, par l'établissement de l'Inquisition, le chemin de la puissance absolue.

La France, par le mariage de Charles VIII (1491) venait d'acquérir la Bretagne, et la politique de Louis XI, ainsi que la chute du dernier grand vassal, Charles-le-Téméraire, duc de Bourgogne (1477), y avait établi solidement la puissance royale.

En Angleterre aussi, sous Henri VII (1483—1509), la puissance royale, après les guerres de la rose rouge et de la



rose blanche, s'était fort augmentée, mais la souveraineté de l'Angleterre était encore séparée de celle de l'Ecosse; sa puissance en Irlande était peu de chose : elle n'avait point encore d'armée navale, et presque point de commerce.

La monarchie autrichienne en était à ses commencemens et ses possessions disséminées : l'Autriche depuis 1276, les Pays-Bas depuis 1477, les royaumes de Bohême et de Hongrie depuis 1527.

L'Allemagne, pleine de vie dans ses diverses parties, était faible comme ensemble. La Réformation éveilla ses forces, mais ne les employa qu'à des discordes intestines.

Le pape se montrait sous le double caractère de souverain des états ecclésiastiques et de chef de la chrétienté, avec deux intérêts entièrement séparés.

La Porte, puissance alors essentiellement conquérante, atteignit le plus haut point de sa puissance sous Soliman II (1520—1566). Redoutable par son infanterie régulière, les janissaires, elle menaçait de le devenir autant par ses forces maritimes.

Des autres états de l'Europe méridionale, le Portugal était occupé de ses découvertes et de ses conquêtes (voyez ci-après); la Suisse, d'abord redoutable par les troupes qu'elle mettait à la solde des puissances, retomba bientôt dans l'inaction, et Venise, comme une riche maison de commerce, abandonna la plupart de ses affaires pour se livrer au repos.

---

## PREMIÈRE ÉPOQUE.

---

### I. HISTOIRE DES AFFAIRES ET DES GUERRES D'ITALIE DEPUIS 1494 JUSQU'EN 1515.

*Guicciardini, Comines.*

L'Italie était, vers la fin du XV<sup>e</sup> siècle, le but de toutes les conquêtes, et, par suite, le centre de la politique de l'Europe. Elle formait un monde à part, ses différens états réunis en un système d'équilibre. Les principaux membres étaient, dans le nord, les duchés de Milan et la république



de Venise; au milieu, la république de Florence et l'état ecclésiastique; et au midi le royaume de Naples.

1<sup>o</sup> Le duché de Milan, de qui dépendaient alors Parme, Plaisance et Gênes, était un fief de l'empire; après l'extinction de la ligne masculine de la maison des Visconti (1450), il avait passé à la maison de Sforce. François Sforce, le premier duc de cette famille, mort en 1466, eut pour successeur son fils Galéas Marie, assassiné en 1475, et dont le fils, le faible Jean Galéas, régna quelque temps sous la tutelle de son oncle, l'ambitieux Louis-le-More, qui l'expulsa enfin (en 1494).

2<sup>o</sup> Venise, déjà en possession de tout ce qui lui a appartenu sur le continent.

3<sup>o</sup> Les papes nuisaient à leur agrandissement par le népotisme, préférant souvent les intérêts de leur maison à ceux du Saint-Siège. Aucun des papes de cette époque n'a surpassé en ce genre Alexandre VI (1491—1503).

4<sup>o</sup> La république de Florence, malgré sa forme démocratique, était depuis près de cent ans sous la domination des princes de la maison de Médicis, qui, depuis la mort de Laurent-le-Grand (1492), avait pour chef son fils Pierre, peu propre à maintenir l'autorité des Médicis, fondée sur des talens supérieurs.

5<sup>o</sup> Le royaume de Naples (sans la Sicile, qui appartenait à l'Aragon) était gouverné par une branche de la maison d'Aragon.

L'expédition de Charles VIII, roi de France, à Naples (1494), pour faire valoir les prétentions qu'il avait sur ce royaume du chef de son père, héritier de la maison d'Anjou, fut déterminée par les sollicitations de quelques émigrés mécontents, et les invitations de Louis-le-More, qui espérait ainsi se maintenir dans le duché de Milan.— Conquête facile et peu coûteuse de l'Italie et du royaume de Naples (septembre 1494 jusqu'en mai 1495), avec 30,000 hommes et 140 pièces de canon.

Il était encore en marche lorsqu'on commença en Italie à négocier secrètement une alliance, ayant pour objet l'expulsion des étrangers. Venise en était l'âme. Dès le mois de



mai, Charles se vit obligé de quitter Naples, et de s'ouvrir une route à main armée. Bataille et victoire de Fornoue, remportée sur les Vénitiens et leurs alliés (le 6 juillet). Le reste de l'armée demeuré à Naples, est obligé de capituler, et Ferdinand II rentre en possession de son royaume, dans lequel son oncle Frédéric lui succéda l'année suivante, une mort imprévue (7 avril 1498) l'empêche de mettre à exécution ses projets de vengeance.

Louis XII agrandit les plans de son prédécesseur. Aux prétentions de la maison de France sur le royaume de Naples, il ajoutait, du chef de sa grand'mère Valentine Visconti, des prétentions particulières sur le duché de Milan. Prise de Milan (1499), fuite de Louis-le-More, qui, après une tentative inutile pour rentrer dans Milan, est pris (le 10 avril 1500); il mourut en captivité.

La prise de Milan ouvrait la route à la conquête de Naples. Ferdinand-le-Catholique conclut en secret un traité de partage avec Louis XII (11 novembre 1500). Frédéric de Naples, trahi par son cousin Ferdinand, livre une victoire facile (il mourut captif en France); conquête du royaume de Naples (juillet 1501).

Querelles et bientôt guerre entre les vainqueurs qui veulent chacun s'emparer de tout. Gonsalve de Cordoue défait les Français près de Seminara, et sur le Garigliano (1503). Paix et mariage de Ferdinand avec Germaine de Foix, nièce de Louis XII, qui lui cède en dot ses prétentions sur le royaume de Naples (12 octobre 1505).

Jules II venait d'acheter (1503) le siège pontifical. Hardi autant qu'habile, il gouverna presque entièrement à sa volonté, pendant dix ans, les affaires de l'Europe. Son projet de réunir au saint-siège la Romagne, Bologne et Ferrare, pays composant la principauté érigée en faveur de César Borgia, et dont la plus grande partie était tombée au pouvoir de Vénitiens; amène enfin (1508) la ligue de Cambrai, traité secret conclu entre Louis XII, Maximilien, Ferdinand-le-Catholique et le pape, dont l'objet était l'abaissement de la république de Venise, et la conquête de ses possessions en terre ferme, que l'on se partageait d'avance.



Défaite des Vénitiens près d'Agnadel par l'armée de Louis XII (15 avril 1509), et perte de leurs provinces de terre ferme. Ils se réconcilient avec le pape, qui demeure en possession des villes de la Romagne (25 février 1510).

Jules II entreprend de tirer des débris de cette alliance les fondemens d'une alliance encore plus redoutable contre la France, sous le nom de *la Sainte-Ligue* (5 octobre 1511). Le pape et les Vénitiens avaient pour objet l'expulsion des Français hors de l'Italie, et Ferdinand la conquête de la Navarre espagnole. Les Suisses étaient gagnés depuis l'année précédente (1510).

Au debut, supériorité des Français, commandés par Gaston de Foix, qui termine son héroïque carrière à la bataille de Ravennes (novembre 1511—11 avril 1512). Entrée des Suisses à Milan (mai 1512). Ils en donnent la souveraineté à Maximilien Sforce, fils aîné de Louis-le-More. Tentative inutile de Louis XII pour reprendre ce qu'il a perdu. Défaite de ses troupes à Novarre (6 juin 1513). Le secours de la Sainte-Ligue et une insurrection (31 août 1512) avaient remis les Médicis en possession de Florence, où ils prirent, à compter de ce moment, une autorité qui ne laissa plus subsister que le nom de la république. La mort du pape Jules (21 février 1513) entraîna la dissolution de la Sainte-Ligue. Louis XII se réconcilia avec Léon X, de la maison de Médicis, en consentant à rejeter le concile de Pise, fait la paix avec Ferdinand, en lui laissant ce qu'il avait gagné à la guerre, le royaume de Navarre. L'amitié de l'Angleterre fut achetée par le mariage de Louis XII avec Marie, sœur de Henri VIII (celebré le 7 août 1514). Louis XII mourut bientôt après (le 1<sup>er</sup> janvier 1515).

Louis XII et son ministre, le cardinal d'Amboise, firent faire quelques progrès à l'administration intérieure, mais le but de l'administration fut toujours d'amasser de l'argent pour la guerre. L'art de la guerre ne fit pas de grands progrès, les princes n'avaient de bonne infanterie que celle qui leur était fournie par les Suisses, et continuaient d'emprunter le secours des Lansquenets allemands; d'ailleurs, aucun des princes de cette époque n'a déployé de grands talens militaires.



## II. HISTOIRE DE LA FONDATION DES ÉTABLISSEMENTS COLONIAUX, DEPUIS 1492 JUSQU'EN 1515.

Histoire des établissemens, par *Raynal*. Histoire générale, par *Halle*. Le meilleur coup d'œil universel se trouve dans l'Histoire de la Nouvelle Europe, par *Eichhorn*.

Colonies des Européens dans les autres parties du monde. Quatre classes différentes : 1<sup>o</sup> Colonies agricoles ; 2<sup>o</sup> colonies de planteurs ; 3<sup>o</sup> colonies pour l'exploitation des mines ; 4<sup>o</sup> colonies de commerce ou comptoirs.

Suites immenses des établissemens coloniaux. 1<sup>o</sup> Au commerce de terre fut substitué le commerce maritime. 2<sup>o</sup> Le commerce du monde passa, en Europe, des pays situés sur la Méditerranée aux pays occidentaux ; il tomba entre les mains des Espagnols et des Portugais, qui jusqu'alors y avaient à peine pris part. Le pape, en sa qualité de souverain seigneur, leur concéda le droit de convertir les Gentils. Bulle du pape Alexandre VI (1493), qui établit comme ligne de démarcation un méridien à 100 milles à l'ouest des Açores. Dès 1494, le traité de Tordesillas, confirmé par une bulle (1506), recula ce méridien à 375 m. dans la même direction.

Découvertes et conquêtes des Espagnols. L'or et l'argent, pour le malheur des naturels du pays, devinrent l'unique but des établissemens qu'on se proposait d'y faire. Découverte de l'Amérique par Christophe Colomb, qui, en cherchant un chemin vers les Indes orientales, découvre, le 11 octobre 1492, l'île de Saint-Salvador (Guanahaini). Dans ses trois voyages subséquens, il découvrit non-seulement l'Archipel américain (les îles sous le vent), mais encore une partie de la côte de l'Amérique continentale. Outre leur principal établissement à Hispaniola, les Espagnols (de 1508 à 1510) entreprirent d'en former d'autres à Cuba, Porto-Rico et la Jamaïque. On ne s'occupait des petites îles que pour en piller les habitans. Découverte et prise de possession du grand Océan. Première découverte du Pérou par Bilboa (1513). Le profit que le gouvernement espagnol tira de la découverte des Indes occidentales fut peu considérable durant cette époque.

Histoire d'Amérique, par *Robertson*.



Découvertes et établissemens des Portugais dans les Indes orientales, essentiellement différens de ceux des Espagnols. Ils parviennent aux Indes par une marche de progrès successifs et réguliers. Malgré toute leur tyrannie et leur avidité de conquêtes, ils ne formèrent point de grandes possessions, mais s'établirent solidement sur quelques points principaux, propres à leurs relations commerciales.

Premières expéditions maritimes des Portugais, commencées (en 1410) à l'occasion de la guerre contre les Maures d'Afrique, et dirigées (jusqu'en 1463) par le prince Henri-le-Navigateur. Découverte de Madère (1419). Navigation autour du cap Bajador (1439), du Cap-Vert (1446). Découverte des Açores (1448), des îles du Cap-Vert (1449), de Saint-Thomas et d'Annobon (1471), du Congo (1484); et par suite, voyages et découvertes de Covillan, qui se rend par terre dans l'Inde et l'Ethiopie. Barthélemi Diaz arrive au cap de Bonne-Espérance (1486). Vasco de Gama double enfin ce cap, et arrive aux Indes par Mozambique (1498), sous le règne d'Emmanuel-le-Grand. Débarquement dans le Calicut, et premier établissement à Cochin. Dès 1481, une bulle de Sixte IV avait concédé à la couronne de Portugal toutes les découvertes faites par les Portugais au-delà du cap Bajador.

La domination portugaise dans l'Inde s'étendait alors depuis la côte orientale d'Afrique jusqu'à la presqu'île de Malaca et aux îles Moluques, découvertes en 1511, par une chaîne de places fortes et de factoreries. Ce fut au génie de leurs premiers vice-rois, d'Alméida (1505—1509), et du grand Albuquerque (mort en 1515), que les Portugais durent l'établissement d'une pareille domination. Goa, résidence des vice-rois, devient (1508) le centre de leur domination.

Le commerce entre l'Europe et l'Inde se faisait tout entier par les vaisseaux du gouvernement; point de vaisseaux destinés à transporter les marchandises dans le reste de l'Europe. Les étrangers étaient obligés de venir les prendre à Lisbonne.

Les possessions des Portugais sur la côte occidentale d'Afrique, comme le Congo, etc., n'acquirent que plus



tard un grand intérêt par le commerce des esclaves. Et la côte de Brésil, découverte et occupée (dès 1500) par Cabral, n'eut d'abord d'autres colons que quelques juifs et criminels déportés, qui y établirent à peine un faible commencement de culture.

---

## SECONDE ÉPOQUE.

---

DE 1515 A 1556.

Evénemens beaucoup plus grands et plus féconds en résultats que ceux de l'époque précédente : 1<sup>o</sup> La rivalité entre la France et l'Espagne sous François I<sup>er</sup> et Charles-Quint ; 2<sup>o</sup> la Réformation, en raison de sa tendance politique. Les événemens auxquels donnèrent lieu ces deux faits contemporains, demeurèrent pour ainsi dire entièrement séparés.

### I. HISTOIRE DE LA RIVALITÉ DE LA FRANCE ET DE L'ESPAGNE PENDANT CETTE ÉPOQUE.

Histoire de Charles-Quint, par *Robertson*. Histoire de François I, par *Gaillard*. Histoire d'Italie, par *Guichardin*.

La rivalité de la France et de l'Espagne dut son origine aux passions et aux circonstances. A peine monté sur le trône, le jeune successeur de Louis XII, François I<sup>er</sup> entreprend la conquête de Milan, qu'il enleva aux Suisses et à Maximilien Sforce. Bataille décisive de Marignan (13 septembre 1515). Maximilien échange ses possessions contre une pension annuelle. Le traité conclu avec les Suisses (1516) paraît assurer l'influence des Français en Italie.

Grand changement produit dans l'état de l'Europe par la mort de Ferdinand I<sup>er</sup> (23 janvier 1516). Dans la personne de Charles-Quint, l'aîné de ses petits-fils, déjà maître des Pays-Bas, et futur cohéritier de la province d'Autriche, la maison d'Habsbourg entra en possession de toute la monarchie espagnole. Ainsi le sort de l'Europe était entre les mains de deux jeunes gens.

Brigue des deux princes pour la couronne impériale.



Après la mort de Maximilien I<sup>er</sup>, Charles-Quint l'obtint, et devint par là en Italie le suzerain de tous les fiefs de l'empire au nombre desquels se trouvait le duché de Milan. De là le développement des semences de jalousie et de haine qui germaient déjà dans le cœur des deux rivaux.

L'empire et la couronne d'Espagne, ainsi réunis sur une même tête, la maison d'Habsbourg pouvait réellement aspirer à une suprématie générale sur les états de l'Europe. Et en y regardant d'un peu haut, François I<sup>er</sup>, combattit, sans le savoir, pour l'existence et l'indépendance.

*Quelle était la véritable puissance des deux souverains?* Celle de Charles recevait quelque affaiblissement : 1<sup>o</sup> de la dispersion de ses possessions, 2<sup>o</sup> de ce que nulle part, même en Espagne, sa domination n'était absolue ; 3<sup>o</sup> de ses perpétuels embarras de finances. En France, au contraire, les forces du royaume étaient 1<sup>o</sup> concentrées ; 2<sup>o</sup> presque sans réserve entre les mains du roi ; 3<sup>o</sup> redoutables par l'établissement d'une infanterie nationale, substituée aux mercenaires.

Première guerre entre François I<sup>er</sup> et Charles-Quint (de 1521 à 1526). Prétextes de la guerre : 1<sup>o</sup> François I<sup>er</sup> demande la restitution de la Navarre espagnole ; 2<sup>o</sup> il renouvelle ses prétentions sur Naples ; 3<sup>o</sup> il prend le parti de son vassal Robert de la Mark, dans un différent sur des droits de suzeraineté. Du côté de Charles : 1<sup>o</sup> Prétentions sur Milan comme fief de l'Empire ; 2<sup>o</sup> sur le duché de Bourgogne réuni à la France par Louis XI. Alliances des deux côtés, de Charles avec Henri VIII, roi d'Angleterre et le pape ; de François I<sup>er</sup> avec Venise et les Suisses (7 mars 1521). Bataille de la Bicocque (22 avril 1522). Les Français, commandés par Lautrec et le favori Bonnivet, sont chassés d'Italie (1523). Charles, en qualité de suzerain du duché de Milan, en investit (1531) François Sforce, fils puîné de Louis-le-More. François I<sup>er</sup> passe les Alpes en personne. Siège et bataille de Pavie (25 février 1525). Défaite et captivité du roi de France, qui est conduit à Madrid. Charles semblait être devenu le maître de l'Italie et l'arbitre de l'Europe.



Traité de Madrid (14 janvier 1526). Conditions : François I<sup>er</sup> renonce, 1<sup>o</sup> à toutes ses prétentions sur l'Italie; 2<sup>o</sup> à la souveraineté de la Flandre et de l'Artois; 3<sup>o</sup> il abandonne à Charles la Bourgogne; 4<sup>o</sup> il donne ses deux fils aînés en ôtage, et épouse Eléonore, sœur de l'empereur.

Seconde guerre ensuite du refus de remettre la Bourgogne (1527—1529). Son principal siège fut en Italie, et surtout à Naples. Expédition de l'empereur contre le pape, allié du roi de France. L'armée impériale, sous Charles de Bourbon, marche sur Rome, qui est prise et épouvantablement saccagée (6 mai 1527). Le pape est assiégé au château Saint-Ange et capitule. Une armée française passe les monts sous Lautrec et envahit le royaume de Naples. Siège de Naples (avril—août 1528). La peste et la retraite de Doria obligent les Français de l'abandonner. Paix de Cambrai (5 août 1529), conforme au traité de Madrid. — Toutefois Charles promet de ne pas faire valoir pour le moment ses prétentions sur la Bourgogne.

Résultats de ces deux guerres pour l'Italie : 1<sup>o</sup> Florence érigée en duché héréditaire en faveur des Médicis; 2<sup>o</sup> révolution de Gênes, ouvrage d'André Doria, qui avait passé du parti des Français à celui de l'empereur, et qui y établit une forte aristocratie.

L'Orient vint alors prendre part aux guerres de l'Occident. Soliman II commençait à tourner vers l'Europe le système de conquête des Turcs que son prédécesseur Sélim I<sup>er</sup> avait dirigé contre la Perse et l'Egypte. Défaite et mort du roi Louis II à Mohatsch (29 août 1526). La couronne est violemment disputée par Ferdinand d'Autriche, frère de Charles-Quint et Jean de Zapolya; Soliman II se déclare pour le dernier. La Hongrie est envahie; Vienne est assiégée sans succès (1529).

Cependant l'Europe avait encore plus à craindre les forces maritimes de la Turquie, devenue en 1522 par la conquête de Rhodes maîtresse de la Méditerranée, en même temps que des peuples de corsaires s'établissaient sur la côte d'Afrique. C'est pour les combattre que l'île de Malte fut donnée en 1530, par Charles-Quint, aux chevaliers de



Saint-Jean-de-Jérusalem, puis de Rhodes, et dès lors nommés chevaliers de Malte.

Deux pirates, frères, Horue et Hayradin (Barberousse), s'étaient rendus maîtres, le premier d'Alger (1517), le second de Tunis en 1531. Un autre corsaire, Dragut, s'empara de Tripoli (1551).

Troisième guerre entre Charles et François (1535—1538), François I<sup>er</sup> ne pouvait se consoler de la perte du Milanais, et l'extinction de la maison de Sforce renouvela ses prétentions et ses espérances. L'alliance avec la Porte, négociée secrètement depuis quelques années et conduite enfin à maturité par Laforêt (1535), est alors rendue publique au grand scandale de la chrétienté.

François I<sup>er</sup> s'empara de la Savoie et du Piémont, ce qui n'empêcha pas Charles de tenter une entreprise sur la Provence (août 1536). La guerre défensive que lui opposent François I<sup>er</sup> et Montmorency, le forcent d'y renoncer. Invasion de Soliman dans la Hongrie; victoire qu'il remporte à Esseck (1537), tandis que sa flotte pille les côtes d'Italie. Entrevue de l'empereur, du roi et du pape à Nice, et conclusion d'une trêve de dix ans (18 juin 1538).

L'investiture du duché de Milan refusée au roi de France, décide une quatrième guerre (1542—1544). Elle éclate à l'occasion du meurtre commis dans la ville de Milan sur les deux envoyés se rendant, l'un à la Porte, l'autre à Venise (3 juillet 1541). François I<sup>er</sup> renouvelle son alliance avec Soliman (1543). Conquête du reste de la Hongrie, et entrée en Autriche, tandis que Nice est bombardée par les flottes turque et française réunies. Malgré la victoire remportée par les Français à Cérisoles (11 avril 1544), l'empereur entre en France par la Lorraine, en même temps que le roi d'Angleterre par Calais (juin—septembre 1544); ce plan combiné manque par la mésintelligence des deux alliés. Paix à Crespy (18 septembre 1544). Conditions : 1<sup>o</sup> le duc d'Orléans, second fils du roi, recevra l'investiture du duché de Milan en épousant une princesse du sang impérial. Cette clause ayant été rendue nulle par la mort prématurée du jeune duc, Charles investit du duché de



Milan son propre fils Philippe. 2<sup>o</sup> François renoncera à ses prétentions sur Naples, et Charles aux siennes sur la Bourgogne. La paix de Crespy termina cette série de guerres entre les deux rivaux, et la mort vint presque au même moment mettre fin aux projets de Henri VIII (28 janvier 1547) et à ceux de François I<sup>er</sup> (31 mars).

II. HISTOIRE DE LA RÉFORMATION SOUS SON POINT DE VUE POLITIQUE, DEPUIS SON ORIGINE JUSQU'A LA PAIX DE RELIGION, DE 1517 A 1555.

*Sleidani* de Statu religionis; ouvrage classique. Essai sur la Réformation, par *Ch. Villers*. Nulle part cet important sujet n'a été exposé d'une manière plus éloquente et plus complète.

La Réformation n'était pas de ces intérêts qui ne touchent que les gouvernemens, c'était aussi celui des peuples. De là son immense sphère d'activité, et l'universalité ainsi que la durée de l'orage qu'elle a excité. Comme ce fut en Allemagne que naquit et se propagea d'abord la Réformation, l'état politique de l'Allemagne à cette époque est important à connaître.

La puissance des villes, relativement à celle des princes, constitue la grande différence de l'état d'alors avec celui d'aujourd'hui. 1<sup>o</sup> Le nombre des villes, soit à moitié, soit entièrement libres, était beaucoup plus considérable. 2<sup>o</sup> Elles étaient beaucoup plus riches. 3<sup>o</sup> Elles tiraient une grande force de leurs confédérations, telles que la *Hanse* dans le Nord, et dans le Midi la *ligue de Souabe*. 4<sup>e</sup> Leurs milices bourgeoises et leurs milices soldées pouvaient être considérées comme très importantes dans un temps où, pour ainsi dire, il n'existait point encore de troupes régulières. Le pouvoir des princes, déjà très restreint par ces différentes causes, diminua encore par l'usage des partages encore subsistant à cette époque. Lors de la Réformation, les principales maisons électorales et souveraines étaient :

1<sup>o</sup> La maison de Saxe, partagée en deux branches. L'aînée, électorale ou Ernestine; la cadette, ducale ou Albertine. La première, sous l'électeur Frédéric-le-Sage (mort en 1525), possédait le cercle de Saxe avec sa capitale Wit-



temberg, presque tout le landgraviat de Thuringe. La seconde, le landgraviat de Misnie et une petite partie de la Thuringe.

2° La maison de Brandebourg. La branche électorale, possédait le Brandebourg; la branche margraviale, Culmbach et Anspach, en Franconie.

3° La maison palatine (ou branche aînée de Wittelsbach) possédait le cercle du Rhin.

4° La maison de Bavière (ou branche cadette de Wittelsbach), la Bavière.

5° La maison de Brunswick comprenait deux branches, celle de Lunebourg, et celle de Brunswick ou Wolfenbuttel.

6° La maison de Hesse, sous Philippe-le-Magnanime, n'était point partagée, et formait ainsi une des plus puissantes maisons de l'Allemagne.

7° La maison de Mecklenbourg, point partagée.

8° La maison de Wurtemberg. Elevée, en 1495, du simple comté au rang de maison ducale, ne subit point de partages.

9° La maison de Bade, non encore partagée, le fut, en 1527, en branche de Bade et de Durlach.

Au nombre des maisons considérables, on en comptait deux, aujourd'hui éteintes : la maison ducale de Poméranie, partagée en 1523. La maison de Clèves, à laquelle appartenaient Juliers, Berg et Ravensberg.

Luther, le premier prédicateur de la réforme, comparait à Worms devant la diète de l'empire (18 avril 1521), et son affaire, jusqu'alors purement ecclésiastique, se changea en une affaire d'état. Les peuples y avaient déjà pris grande part. Cette diète où le parti de l'empereur fit prononcer, par des motifs politiques, le bannissement de Luther, et où de l'autre côté il est ouvertement appuyé par son souverain l'électeur de Saxe et plusieurs autres princes, fut l'origine des divisions qui éclatèrent si violemment dans l'empire.

Les nouvelles doctrines s'étant rapidement propagées, et ayant triomphé particulièrement en Saxe et dans la Hesse



(1526), il s'éleva, par le secours de l'imprimerie, une fermentation d'idées jusqu'alors sans exemple, et dont l'importance politique se manifesta par deux événemens, la guerre des paysans et la sécularisation de la Prusse.

La guerre des paysans s'étendit (1524) de la Souabe jusque dans la Thuringe. Elle fut excitée par Thomas Munzer, et terminée par la bataille de Frankenhauseu (15 mai 1525). La même année Albert de Brandebourg, grand-maître de l'ordre Teutonique, se déclara duc héréditaire de Prusse, toutefois sous la suzeraineté de la Pologne (1525). La sécularisation d'un pays tout entier accroît les inquiétudes qu'excitait déjà la saisie des biens d'église par les princes.

Diète de Spire (1529), qui défend la propagation des nouvelles doctrines. Les évangélisans protestent contre cette décision (19 avril). De là leur nom de Protestans. Diète d'Augsbourg, où ils font leur confession de foi, le 25 juin 1530. Ils forment une ligue à Smalcalde (27 février 1531). Enfin l'empereur conclut avec eux à Nuremberg (23 juillet 1532) la paix désignée sous le nom de l'*Interim*, qui assurait, mais seulement pour les alliés de Smalcalde, la tranquillité des nouvelles opinions jusqu'au moment du concile. Ce fut peu après (1534) que les anabaptistes établirent leur domination à Munster sous la conduite de Jean de Leyde. Elle cesse par la prise de la ville (24 juin 1535).

Au milieu de ces querelles religieuses, la conduite de Charles-Quint indique un défaut absolu de plan. Et ce fut la ligue de Smalcalde qui, en se constituant opposition armée, donna pour la première fois aux idées de l'empereur une direction plus déterminée, car il vit là une rébellion. Mais la guerre n'éclata que, lorsque par la paix de Crespy, il se trouva n'avoir plus affaire qu'aux confédérés. Le concile de Trente, qui devait pacifier l'église, et qui s'ouvrit le 13 décembre 1545, mit d'abord par sa forme et ses premières décisions les protestans dans l'impossibilité de le reconnaître. La guerre commence (juillet 1546) et continue durant toute cette année sans aucun plan arrêté. — Méintelligence des confédérés. Bataille de Muhlberg, où le prince Jean-Frédéric est fait prisonnier (24 avril 1547);



la dignité électoral est transférée à Maurice, duc de Saxe. Le prince Philippe de Hesse est pris par trahison à Halle (19 juin).

Après l'entière dissolution de la ligue, l'empereur semblait demeurer absolument le maître de suivre ses desseins, mais il se trouva un homme que Charles ne connaissait pas encore, parce qu'habile à démêler les intérêts politiques des hommes, il ne savait pas deviner ce qui tenait à leur caractère. Un audacieux projet fut suggéré à Maurice par les événemens de Halle, celui de surprendre l'empereur et de le forcer ainsi à assurer la tranquillité aux opinions religieuses, et à mettre en liberté Philippe de Hesse, beau-père de Maurice. La guerre se pousse avec impétuosité (mars—juillet 1552). Le concile se sépare et l'empereur est forcé de signer la convention de Passau (2 août 1552); les conditions furent : 1<sup>o</sup> que les princes prisonniers seraient mis en liberté; 2<sup>o</sup> que l'empereur et les états catholiques laisseraient aux protestans une entière liberté de conscience.

Cependant le roi de France Henri II, avec lequel Maurice avait signé une alliance secrète déjà le 5 octobre 1551, fait une invasion en Lorraine, et prend Metz, Toul et Verdun (avril 1552). Expédition de Charles, dans l'automne de 1552 : il assiège inutilement la ville de Metz, défendue par François de Guise, et par la trêve de cinq ans, conclue à Vaucelles (5 février 1556), la France demeure en possession de ce qu'elle avait pris, tant en Lorraine qu'en Piémont, d'où le duc Charles III avait été expulsé en 1535.

C'est alors que Charles-Quint, déterminé par l'inconstance de la fortune et par la faiblesse de sa santé, exécuta le projet qu'il avait formé de se démettre de ses couronnes. Après avoir fait à Bruxelles, à son fils Philippe, l'abandon des Pays-Bas (25 octobre 1555), et de la monarchie espagnole (16 janvier 1556), il abdiqua enfin (27 août 1556) en faveur de son frère Ferdinand, roi des Romains, l'empire d'Allemagne, qu'il avait espéré un moment, mais vainement tenté de faire aussi passer à son fils. Il mourut à Val-



ladolid, dans le monastère de Saint-Just, où il s'était retiré (21 septembre 1558).

La Réformation, à cette époque, embrassait déjà la même étendue de pays qu'aujourd'hui. Hors de l'Allemagne, les nouvelles doctrines avaient étendu leur domination sur les royaumes du Nord et la plus grande partie de la Suisse. En Angleterre, la lutte durait encore, ainsi qu'en France, en Bohême, en Hongrie et en Pologne.

L'Angleterre, sous Henri VIII, se sépare du saint-siège, mais sans renoncer aux anciennes doctrines; un acte du parlement (novembre 1534) transfère au roi la suprématie de l'église. La doctrine protestante s'introduit, sous Edouard VI (1547—1553), dans l'église anglicane, mais en conservant la hiérarchie épiscopale sous l'autorité supérieure du roi.

En Ecosse, la doctrine des réformés s'était répandue dès 1525, particulièrement par les efforts de Jean Knox, disciple de Calvin.

En Suisse, la réforme avait été introduite dès 1518, par Zwingli, qui, de son côté, et indépendamment de Luther, l'avait établie à Zurich. Dès 1528 elle avait été adoptée par la plus grande partie des habitants des cantons de Zurich, Berne, Bâle, Appenzell, Glaris et Schaffhouse. L'église proprement dite *réformée* se constitua à Genève par les soins de Calvin (1535—1564). Cette ville obtient dans l'Europe une importance considérable au moyen de l'université qui y est établie, elle devient la première école de théologie de cette communion, et la seule où le français fût la langue dominante.

La compagnie de Jésus s'établit à cette époque. Ignace de Loyola, fanatique persévérant, la fonde (1534). Peu après la mort de son fondateur (1556), elle se partage en neuf provinces, comprenant toute l'Europe occidentale. Ses missions embrassèrent les autres parties du monde, en trois provinces, le Brésil, l'Ethiopie et les Indes. Quant aux formes extérieures, l'ordre est séparé du monde, mais n'a point de cloître. Sous le rapport du gouvernement, son principe est celui du despotisme le plus absolu et de l'o-



beïssance aveugle. Le chef de la société, désigné sous le titre de général (*præpositus generalis*), ne dépend que du pape et réside à Rome. Les principaux moyens d'influence étaient les missions, le confessional, l'instruction de la jeunesse. La société a fait du bien en contribuant à la propagation de la religion et de certaines parties d'instruction; mais la part du bien est de beaucoup moins considérable que celle du mal.

Histoire des Jésuites, par *P. Ph. Wolf*.

Dans cette période la politique s'agrandit, mais l'administration ne fit aucun progrès remarquable; les trésors qui refluaient d'Amérique en Espagne, contribuèrent à entretenir cette opinion, que la richesse d'un pays dépend de la quantité d'or et d'argent qu'il renferme. Cependant l'Espagne ne devint pas riche, et Charles-Quint fut toujours au-dessous de ses besoins.

L'art de la guerre fit quelques progrès; mais aucune grande idée de tactique ne pouvait entrer dans les esprits tant que la formation des troupes en colonnes profondes s'opposait à toute rapidité de mouvemens.

### III. HISTOIRE DU SYSTÈME COLONIAL PENDANT CETTE PÉRIODE.

Le système colonial des Portugais avait acquis son entier développement; l'immense édifice du système espagnol commença à s'établir. Premier établissement des Espagnols sur le continent de l'Amérique. Conquête du Mexique par Fernand Cortès (1519—1521). Conquête du Pérou, de Quito et du Chili (1529—1535), par François Pizarre et son frère. Conquête de Terre-Ferme, commencée en 1532, et de la Nouvelle-Grenade, commencée en 1536.

Constitution des colonies : 1<sup>o</sup> Un collège supérieur, le *conseil des Indes* à Madrid. 2<sup>o</sup> La cour de commerce et de justice à Séville. 3<sup>o</sup> Dans les colonies, les vice-rois (*vireyes*) du Mexique et du Pérou. 4<sup>o</sup> Les *audiencias*, tribunaux supérieurs de justice, dont on appelait au conseil des Indes, et qui servaient aussi de conseil au vice-roi. 5<sup>o</sup> Les *cabildos* ou municipalités des villes.

Il existait déjà des villes dans le Mexique et le Pérou,



mais pas ailleurs; les premières que fondèrent les nouveaux possesseurs furent des ports sur le golfe du Mexique, et ensuite sur l'Océan Pacifique. La première, Cumana, en 1520, puis Porto-Bello, Carthagène, Caraccas, Acapulco, Lima (1535), la Conception (1550). Plus tard, les villes de l'intérieur s'élèvent près des mines, et les missions ou villages des Indiens convertis, sur les bords des principaux fleuves.

L'établissement ecclésiastique, entièrement dépendant du roi, auquel le pape avait remis la nomination aux emplois ecclésiastiques. La conversion des Indiens fut d'abord abandonnée aux ordres mendiants, plus tard les jésuites s'en mêlèrent. Etablissement des universités du Mexique et de Lima (1551).

La différence des origines ne permit pas que la masse du peuple pût se fondre en une seule nation, les blancs régnèrent seuls. Profonde infériorité des hommes de couleur, comprenant 1<sup>o</sup> les Indiens, 2<sup>o</sup> les métis, nés du mélange des deux races (*metlizen*), 3<sup>o</sup> les nègres, puis 4<sup>o</sup> par le mélange avec les Européens, la classe extrêmement nombreuse des mulâtres. Ainsi s'établirent de véritables castes; celle des blancs, sorte de noblesse, se partage encore en deux classes, les Espagnols nés dans le pays (*créoles*), et ceux qui arrivaient journellement d'Europe (*chapitons*); mais les créoles étaient exclus de toutes les places du gouvernement, elles n'étaient données qu'à des Européens, qui même n'avaient pas le droit de s'établir dans le pays.

L'exploitation de ces contrées se borna presque entièrement à la recherche des métaux précieux dont le produit surpassa toute attente. Découverte des riches mines de Zacoticas dans le Mexique (1532), et du Potosé dans le Pérou (1545). Leur découverte produit annuellement 30,000,000 de piastres, dont près de la moitié vient en Europe. Le droit payé au roi originairement de vingt pour cent, a été réduit à cinq.

Ce fut pour suffire à ces travaux des mines, et pour ménager les Indiens, reconnus incapables de le supporter, que, par le conseil de Las Casas, on autorisa l'importation



des nègres d'Afrique et le monstrueux commerce des esclaves. Ce commerce, introduit en Europe, par suite des découvertes des Portugais sur la côte d'Afrique, avait précédé la découverte de l'Amérique, où il s'établit régulièrement en 1517. Charles-Quint donna à son favori, la Bressa, le monopole du transport annuel de quatre mille esclaves; celui-ci le vendit aux Gênois.

Le commerce entre la métropole et les colonies était borné, en Espagne, au seul port de Séville. Il partait tous les ans deux expéditions, les galions et la flotte; la première pour Porto-Bello, l'autre pour la Vera-Cruz.

Durant cette période, les Portugais, sous leurs rois Emmanuel-le-Grand (mort en 1521) et Jean III (mort en 1557), portèrent à sa plus grande élévation l'étonnant édifice de leur puissance dans les Indes orientales; établissement à Ceylan (1518), prise de Diu (1535), établissement à Camboïa. Des Moluques ils s'étendent sur les îles Sumatra, Java, Célèbes et Bornéo.

Première tentative (dès 1517) d'une alliance avec la Chine. Relations commencées avec le Japon (dès 1542). Mission de Xavier, l'apôtre des Indes.

Les Portugais étendirent aussi leurs possessions dans le Brésil. On n'y découvrit point, heureusement, de grandes richesses en or ou en pierres précieuses, en sorte que l'attention s'y tourna vers l'agriculture. A la culture des produits indigènes s'ajouta bientôt celle de la canne à sucre, apportée de Madère. Fondations de villes : Fernambouc, San-Salvador, Rio-Janeiro. De même que l'Espagne, le Portugal se réserva exclusivement le commerce de ses colonies d'Amérique. Traitemens barbares exercés sur les Indiens, qui, partout où on le put, furent réduits en esclavage.

Les Espagnols et les Portugais s'étant disputés l'importante possession des Moluques, sur laquelle la ligne de démarcation avait laissé de l'incertitude, ce fut à ce différent que l'on dut le premier voyage autour du monde. Le Portugais Magellan, offensé par son souverain, fait ce voyage au profit de l'Espagne (1519—1522). Découverte du détroit



de ce nom. Découverte des Philippines. Magellan y est tué (1521); mais son vaisseau amiral (la Vittoria) revient à Séville. La querelle des Moluques se termine par un arrangement (1529). Charles-Quint vend ses prétentions au Portugal 350,000 ducats.

Premier voyage autour du monde, par *Pigafetta*, un des compagnons de Magellan.

### TROISIÈME ÉPOQUE.

DEPUIS 1556 JUSQU'EN 1618.

Histoire de 1543 — 1507, de *Thou*. *Khevenhüller*, Annales de 1578 — 1637.

Epoque célèbre par les noms d'Elisabeth et de Philippe, de Guillaume de Nassau, prince d'Orange et de Henri IV. Durant son cours, la Réformation ne cessa d'exercer la plus grande influence sur la politique européenne; Philippe dirigea contre elle l'inquisition et les jésuites, qui parvinrent peu à peu à s'introduire dans presque toutes les cours d'Europe, et bientôt la rupture du concile de Trente (le 4 décembre 1563) fit disparaître les dernières espérances de réconciliation. Il y fut arrêté que ceux qui rejetaient les doctrines de l'église catholique romaine encouraient l'anathème; la dignité épiscopale fut déclarée entièrement soumise à l'autorité du saint-siège.

Histoire du concile de Trente, par *Paolo Sarpi*.

La marche de la Réformation servit au développement d'une idée qui, dans la suite, exerça la plus grande influence sur la politique pratique de l'Europe. Les partisans de la Réformation furent envisagés comme les ennemis des trônes, et les mots d'hérétiques et de rebelles comme synonymes.

Tel fut en particulier l'effet produit par l'insurrection qui éclata vers ce temps dans les Pays-Bas. Nous allons exposer les principaux caractères de cette révolution mémorable.



## FONDATION DE LA RÉPUBLIQUE DES PROVINCES-UNIES.

Historiens catholiques, *Bentivoglio* et *Strada*, histoire militaire. Protestans, *Waegenaër*, *Meteren*, *Schiller*.

Les insurgés des Pays-Bas, en secouant l'autorité du roi d'Espagne, n'eurent d'abord pour objet que de conserver leurs anciens droits; ils ne devinrent républicains que par l'impossibilité de s'arranger à l'amiable. Les dix-sept provinces belges, quoique formant alors un seul état, continuaient chacune d'avoir ses états et sa constitution. Un gouverneur-général les administrait au nom du roi d'Espagne, avec le concours de trois conseils supérieurs.

Les dix-sept provinces étaient : quatre duchés, ceux du Brabant, de Limbourg, de Luxembourg et de Gueldre; sept comtés, ceux de Flandre, d'Artois, de Haiuaut, de Hollande, de Zélande, de Namur et de Zutphen; le margraviat d'Anvers; cinq seigneuries, celles de Malines, de Frise, d'Utrecht, de Groningue, et d'Overijssel. Cambrai et la Franche-Comté étaient comptés à part.

Le peuple voyait tout son bonheur dans sa constitution, et il y trouvait sa force et la garantie de ses richesses qu'il avait acquises dans le commerce. La Réformation y avait trouvé un accès facile, surtout dans les provinces bataves; mais la prolongation du séjour de Philippe II dans les Pays-Bas, à l'occasion du renouvellement de la guerre entre l'Espagne et la France, retarda l'explosion. Les armes de la France furent malheureuses. Défaite des Français à Saint-Quentin, le 10 août 1557, et abandon de cette place. Prise de Calais par le duc de Guise, le 8 janvier 1558. Nouvelle défaite des Français à Gravelines, le 13 juillet 1558. Paix de Cateau-Cambrésis, le 3 avril 1559. Restitution réciproque des places conquises : rétablissement du duc Philibert de Savoie; double mariage entre les maisons de France, d'Espagne et de Savoie; traité secret pour l'extirpation de l'hérésie, conclu sous l'influence des Guises en France, et de Granvelle en Espagne.

Même avant le départ de Philippe, on se plaignait hautement, dans les Pays-Bas, des garnisons espagnoles, et



et des édits publiés contre les hérétiques. La nomination de Marguerite de Parme, au gouvernement général de ces provinces, sous la direction de Granvelle, accrut la défiance, et lorsque après le retour de Philippe en Espagne on vit ses édits rendus plus sévères, et les pouvoirs intermédiaires attaqués, il fut naturel de craindre l'anéantissement de la constitution par états, et les violences de l'inquisition espagnole.

Les troubles éclatèrent en 1566. Philippe prit aussitôt ses mesures pour faire passer dans les Pays-Bas les troupes espagnoles qu'il avait en Italie sous le commandement du duc d'Albe; et au mois d'août 1567, il donna à celui-ci des pouvoirs si étendus, que Marguerite de Parme se vit contrainte de lui céder la place.

Depuis 1567 jusqu'en 1573, le duc d'Albe gouverna par la terreur. Les hommes les plus considérables furent retenus en ôtage, ou immolés par le fanatisme : on créa un tribunal sanguinaire qui, sous le nom de *conseil des troubles*, fut chargé de poursuivre et de punir les rebelles et les hérétiques : les comtes d'Egmont et de Horn périrent, le 5 juin 1568, victimes de ces horribles procédures; et bientôt tout le pays fut déclaré coupable d'insurrection contre la majesté royale.

De toutes parts on fuyait pour échapper à la mort. Alors le prince Guillaume d'Orange se devoua pour sauver sa patrie, et il parvint à rassembler ceux qui fuyaient en désordre. Les premières tentatives d'affranchissement furent sans succès. Enfin, après plusieurs années de souffrances et de revers, la prise de la Brille, le 1<sup>er</sup> avril 1572, donna plus de forces à l'insurrection; elle s'établit complètement dans les provinces du nord, et les états de Hollande, de Zélande et d'Utrecht, donnèrent au prince d'Orange les titres et les fonctions de gouverneur royal.

Après le départ du duc d'Albe, en décembre 1573, et sous le gouvernement de Zuniga y Requesens, la cause de l'indépendance courut de grands dangers par suite de l'invasion qu'il fit faire dans les provinces de Hollande et de Zélande. Défaite et mort du comte Louis et de son frère Henri



de Nassau à l'affaire de Mooker, près de Nimègue, le 14 avril 1574. Déjà le prince désespérait du succès de son entreprise, lorsque diverses insurrections au sein même de l'armée espagnole, et la mort de Requesens, 5 mars 1576, vinrent lui rendre le courage, et peu de temps après, le pillage de la ville d'Anvers par une bande de soldats espagnols (4 novembre 1576) provoqua la confédération de Gand (8 novembre); cinq des provinces bataves, et six des provinces belges, se réunirent pour leur défense commune, toutefois sans rejeter formellement le joug de l'autorité royale.

Le nouveau gouverneur, don Juan d'Autriche, employa toutes sortes de manœuvres pour faire croire à son désir sincère de rétablir l'ordre et la paix. Mais Guillaume sut se défendre des pièges qu'on lui tendait, et l'union d'Utrecht fut conclue, le 23 janvier 1579, entre les provinces de Hollande, de Zélande, d'Utrecht, de Gueldre et de Groningue; on y déclara formellement le rejet de la domination espagnole. Le 11 juin suivant, les provinces de Frise et d'Overysse accédèrent à l'alliance; et plus tard plusieurs villes de la Belgique, entre autres Gand, Anvers et Breda.

Après la mort de don Juan, le duc Alexandre de Parme fut nommé gouverneur des Pays-Bas, 1<sup>er</sup> octobre 1578, et Guillaume rencontra en lui le plus redoutable de ses adversaires. Il fit rentrer les provinces wallones sous la domination de l'Espagne en 1579, et toutes les villes qui s'étaient déclarées indépendantes furent successivement reprises. Dans cette extrémité, les Provinces-Unies déférèrent l'autorité constitutionnelle et souveraine au duc François d'Anjou (1581). Mais ce chef incapable y renonça au mois de juin 1583.

Les états des provinces du nord allaient conférer à Guillaume le titre de comte de Hollande et de Zélande, lorsqu'il succomba sous les coups d'un assassin (10 juillet 1583). Maurice son fils fut alors proclamé Stathouder dans les états de Hollande et de Zélande, et reconnu bientôt après par quatre autres provinces; mais la situation des états était si précaire qu'ils durent souscrire aux conditions sous lesquelles



la reine Elisabeth consentit à leur fournir des secours en troupes, savoir : la cession de trois ports de mer et la participation du comte de Leicester à la direction des affaires ; mais le comte s'engagea maladroitement dans de longues contestations avec les états, et fut obligé de se retirer au mois de décembre 1587.

Cependant le traité entre la république naissante et l'Angleterre eut un résultat important, ce fut d'engager celle-ci dans une guerre ouverte contre l'Espagne. Irrité par l'assistance que la reine accorda aux insurgés des Pays-Bas, Philippe II se livra follement à l'espérance de conquérir l'Angleterre. Sa flotte *invincible* partit au mois de juillet 1588 ; au mois d'octobre suivant elle était détruite.

Peu après Philippe II, s'étant déterminé à soutenir les Guises contre Henri IV, se vit forcé d'envoyer le duc de Parme en France avec la plus grande partie des troupes (1590—1592). La mort de ce général et les succès du roi de France achevèrent le triomphe de la république hollandaise : Henri IV n'hésita pas à s'allier avec elle lorsqu'il déclara la guerre à l'Espagne. Sous le règne de Philippe III, successeur de Philippe II, mort le 13 novembre 1598, la guerre continua encore. Enfin, lassée de tant d'efforts inutiles, l'Espagne consentit à une trêve de douze ans (9 avril 1609), et dès ce moment l'indépendance de la république fut implicitement reconnue.

Ce fut ainsi qu'au milieu du système monarchique de l'Europe on vit se fonder une république, dès son berceau liée dans tous les intérêts de la politique générale. Sa constitution intérieure, formée suivant les nécessités des premiers momens, présentait de nombreuses défectuosités ; les Etats-généraux, créés en 1592, devinrent bien un point de ralliement pour la conduite des affaires du dehors. Mais les querelles qui s'élevèrent entre le parti de la maison d'Orange et celui des états, dont la mort violente du malheureux Olden Barneveld (13 mai 1619), l'un des fondateurs de la république, fut le résultat, constatarent chez elle un principe de destruction.



COUP D'ŒIL SUR LES CHANGEMENS LES PLUS IMPORTANS SURVENUS  
DANS LES AUTRES ÉTATS DE L'EUROPE OCCIDENTALE, ET SUR  
LEURS RÉSULTATS.

Ces changemens furent encore dus à l'influence médiate  
ou immédiate de la Réformation.

#### FRANCE.

Durant le cours de cette époque, ce malheureux pays  
fut livré pendant plus de trente ans (de 1562 à 1594) à la  
fureur des guerres civiles et religieuses.

*Davila; l'esprit de la ligue, par Anquetil.*

Les premiers élémens de ces guerres se trouvèrent dans  
la rivalité qui divisa les Bourbons, en leur qualité de prin-  
ces du sang, d'avec les principales familles de la haute no-  
blesse, et surtout les Guises. Les trois premières ne furent,  
à vrai dire, qu'une seule guerre suspendue de temps en  
temps par des armistices, et la cour se vit obligée d'accorder  
aux huguenots les conditions que le chancelier de l'Hôpital  
avait proposées déjà en 1562. Cette convention ne fut pas  
même de longue durée : le fanatisme conserva ses fureurs  
et ses projets de vengeance. La nuit du 24 août 1572 fut  
signalée par les horreurs du massacre de la Saint-Barthé-  
lemi, qui amena la quatrième guerre terminée par le traité  
de la Rochelle, le 24 juin 1573.

Le malheureux Henri III provoqua par ses faiblesses  
l'explosion d'une cinquième guerre de religion, et l'orga-  
nisation de cette fameuse ligue (mai 1576), dont les pre-  
mières fureurs commencèrent en 1577 et 1579 (sixième et  
septième guerres), qui s'établit à Paris par la faction des  
Seize (1585), et provoqua ainsi la huitième guerre civile,  
qui dura depuis cette époque jusqu'à l'entrée de Henri IV  
dans Paris (22 mars 1594). Le trône même était l'objet de  
l'ambition de son chef Henri de Guise, et bientôt par l'as-  
sassinat de Henri III, le dernier des Valois, la couronne  
fut dévolue à Henri de Bourbon son plus proche héritier,  
que les ligueurs voulaient exclure comme hérétique. Il prit  
les armes pour conquérir son trône, mais il ne pût s'y as-  
seoir qu'après son abjuration.



Henri IV ne tarda pas à gagner la confiance publique, par son habileté et son caractère ferme il comprima au-dans les partis et proclama l'édit de Nantes (13 avril 1598), destiné à assurer les droits politiques des huguenots. Au-dehors la France reprit aussi tout son ascendant sur le système de la politique européenne. Philippe II n'avait cessé, pendant le cours des guerres de religion, d'exciter la fureur des partis, aussi la France, à peine délivrée de ses agitations, se hâta de lui déclarer la guerre en 1595. Cette guerre fut terminée par le traité de Vervins, le 2 mai 1598.

Pendant que son ministre Sully rétablissait l'ordre dans toutes les parties de l'administration, le roi méditait en silence un vaste projet, celui d'organiser en Europe une association d'états, dont tous les membres égaux en droits, mais différant à leur gré pour le gouvernement intérieur, confieraient le jugement de toutes leurs querelles à l'arbitrage d'un sénat suprême. Le poignard de Ravallac vint en arrêter l'accomplissement (14 mai 1610).

La mort de ce grand roi fut l'événement le plus déplorable; la France se trouva replongée tout à coup dans la fureur des factions; sous la régence de Marie de Médicis elle perdit au dehors tout crédit et toute considération, et demeura dans cet état d'abaissement et d'oubli jusqu'au moment où le cardinal Richelieu saisit le pouvoir (1624).

#### ESPAGNE.

Le règne de Philippe II détermina le caractère politique du gouvernement de ce beau pays. Tout y fut sacrifié à la volonté inébranlable de maintenir le catholicisme dans sa pureté. La réforme n'y pénétra point; mais aussi il fut privé de tous les avantages qui se développèrent sous cette influence dans les autres états; elle fut la première cause de l'abaissement de l'Espagne; l'envahissement du Portugal et de ses colonies, après l'extinction de la famille régnante (1580), seule entreprise dans laquelle Philippe II ait réussi, fut même un véritable malheur pour son royaume. Enfin le système adopté par la faiblesse de Philippe III et de ses successeurs, de confier tout le pouvoir à un premier ministre, n'aida pas l'Espagne à se relever.

Histoire de Philippe II et de Philippe III, par *Watson*.



## ANGLETERRE.

Durant cette époque, l'Angleterre établit sa consistance politique en Europe, et ce fut le grand mérite du règne d'Elisabeth. Là, ainsi qu'en Espagne, la religion fut considérée comme la première base du gouvernement; mais cette religion fut le protestantisme. La lutte de l'Angleterre contre l'Espagne nécessita l'emploi de toutes ses forces et prépara sa grandeur, en lui assurant la libre navigation de la mer où Philippe II prétendait à une domination exclusive.

Histoires de *Humc* et de *Rapin-Thoyras*.

## ALLEMAGNE.

Aucun événement d'un intérêt général. Le caractère personnel des empereurs d'Autriche, Ferdinand I<sup>er</sup>, Maximilien II et Rodolphe II, prévint l'explosion que toute l'Europe redoutait. Cependant des deux côtés on fit des associations pour se mettre en état de défense : l'union protestante fut conclue le 4 mai 1608, sous la protection de l'électeur palatin; la ligue catholique se forma le 30 août 1609, sous l'influence de la Bavière. Bientôt la succession aux duchés de Juliers, de Clèves et de Berg, étant devenue vacante en 1609, l'Allemagne et l'Europe se virent menacées d'une guerre générale, qui ne fut suspendue que par la mort de Henri IV. Le Brandebourg et le palatinat de Neubourg se mirent toutefois en possession de cette succession, et ils la conservèrent à la suite de leur traité de partage, signé le 12 novembre 1614.

Heureusement pour l'Europe occidentale, l'esprit de conquête qui avait animé les Turcs diminua beaucoup après la mort de Soliman II (1566). Ses successeurs, élevés dans l'oisiveté du sérail, ne se montrèrent que rarement à la tête des armées. Trêve de huit ans, renouvelée plusieurs fois jusqu'en 1593. Combat naval de Lépante (7 octobre 1572), et victoire des flottes espagnole et vénitienne combinées; à la suite de cet événement, les Turcs perdirent leur prépondérance maritime. Guerre de Hongrie, depuis 1593 jusqu'en 1606; l'Autriche s'empare de presque toutes les places fortes.



La politique de cette époque se présente sous des caractères peu honorables ; conduite par le fanatisme, elle ne céda que trop souvent à ses fureurs. Elevés au-dessus de leur siècle par la force de leur esprit et de leur caractère, Henri IV, le prince d'Orange, Elisabeth, se virent sans cesse entourés de poignards. L'économie politique fixa l'attention de Sully, d'Elisabeth et des Hollandais. L'ordre et l'économie furent l'unique secret de Sully.

En Hollande, le système des impôts indirects commença à s'établir : durant le cours des longues guerres que ce pays eut à soutenir, les revenus de l'accise suffirent pour en payer tous les frais. L'état habituel de guerre contribua au perfectionnement de l'art militaire. Les talens du grand Henri, de Maurice d'Orange, du duc de Parme, hâtèrent les progrès de la tactique ; l'art de conduire les sièges fut perfectionné. Mais surtout la puissance maritime de l'Angleterre, fondée par Henri VIII et Elisabeth, et de la Hollande fut pour l'Europe un phénomène nouveau.

#### HISTOIRE DU SYSTÈME COLONIAL, DE 1558 A 1618.

La chute de la puissance portugaise aux Indes était préparée par la démoralisation des classes supérieures en Portugal, le monopole du commerce entre les mains des employés civils et militaires, une justice corrompue, un clergé avide et le zèle fanatique des inquisiteurs qui exercèrent des cruautés inouïes à Goa.

La réunion du Portugal à l'Espagne en 1581 aggrava sa situation en tournant contre lui tous les ennemis de l'Espagne. L'Espagne augmenta d'abord considérablement son commerce et sa puissance maritime, en acquérant dans les Indes orientales les possessions portugaises et les Philippines qui furent occupées en 1564, dans l'unique but d'y établir des missions. Prise de l'île de Luçon en 1572, et fondation de Manille. Commencemens d'un commerce régulier entre Acapulco et Manille, entretenu tous les ans depuis 1572 par l'envoi d'un ou deux navires désignés sous le nom de *gallions de la mer du Sud*.



Tandis que les Espagnols, devenus maîtres des colonies portugaises, prétendaient à la suprématie des deux Indes et des mers qui les séparent, l'Angleterre et la Hollande entrèrent en concurrence avec eux. Les villes hollandaises faisaient depuis long-temps un grand commerce maritime sur toutes les côtes d'Europe. Le port de Lisbonne ayant été fermé, ils se virent dans l'alternative de renoncer au commerce des marchandises des Indes, ou d'aller les chercher directement dans le pays, et Cornelius Houtman fut le premier qui réussit dans cette expédition lointaine en 1595.

Fondation de la compagnie hollandaise des Indes orientales. Le 29 mars 1602, on lui conféra le monopole du commerce hollandais au delà du cap Magellan. L'administration suprême des affaires fut confiée, en Hollande, à un conseil de dix-sept directeurs. Aux Indes, on nomma, depuis l'année 1610, un gouverneur général. — Surveillance de tous ses agens, interdiction absolue à ceux-ci de faire aucun commerce, reconnaissance pour les bons services, et exactitude scrupuleuse dans tous les paiemens, tels furent les principaux élémens du crédit et des succès de la compagnie hollandaise qui désigna Batavia pour le centre de ses opérations et de son gouvernement. Occupation d'Amboine et de Tidor en 1607. Commencement du commerce avec le Japon en 1611. Occupation de Java en 1618. Fondation de Batavia par Koen.

L'Angleterre commença aussi sous le règne d'Elisabeth à porter ses spéculations dans toutes les parties du monde. Jusqu'à la guerre de 1588, les expéditions lointaines des Anglais ne furent cependant que des tentatives de piraterie, exécutées avec audace. — Expéditions infructueuses pour découvrir un passage par la mer du Nord, sous la conduite de Forbisher, de Davis, de Hudson, depuis 1576 jusqu'en 1610. Voyage autour du monde, par Drake, de 1577 à 1580.

Histoire du commerce, par *Anderson*.

Création de la première compagnie des Indes, le 31 décembre 1600, avec le monopole du commerce au-delà du



détroit de Magellan. A l'ouest, les Anglais commencèrent aussi, durant cette époque, à fonder des établissemens sur les côtes de l'Amérique septentrionale. Premières tentatives dirigées, sous le règne d'Elisabeth, par Raleigh (depuis 1583). Deux compagnies privilégiées fondées en 1606 : celle de Londres, pour la Virginie, et celle de Plymouth, pour la Nouvelle-Angleterre (ces deux compagnies dissoutes en 1525 et 1637). Fondation de James-Town, dans la baie de Chesapeake, en 1606. Introduction de la culture du tabac dans la Virginie, en 1616. On entreprit dans le même temps l'exploitation de diverses pêcheries, et celle de la baleine, sur la côte du Groenland, prit une grande activité.

Quoique les premières expéditions fussent peu productives, du moins elles établirent le principe et le fait de la liberté des mers, que les Anglais et les Hollandais conquéraient par la force des armes, tandis que Grotius en démontrait la nécessité dans ses écrits.

*Grotii Mare liberum.*

La France fit aussi quelques établissemens coloniaux dans le Canada et l'Acadie (Nouvelle-France), protégés par la forteresse de Quebec (Quebec fut fondé en 1608).

---

## QUATRIÈME ÉPOQUE.

---

DE 1618 A 1660.

Dans cette époque de grandes guerres entre les états européens, l'Angleterre seule reste en dehors de la politique générale et absorbée dans ses divisions intérieures. — Mais tous les états du continent prennent part au grand mouvement de l'époque; d'une part l'ancienne alliance des maisons d'Espagne et d'Autriche est renouvelée par l'influence des jésuites, et de l'autre le cardinal de Richelieu ne cesse de diriger la politique européenne contre l'existence même de la maison de Habsbourg, et il fait intervenir les puissances du Nord dans les affaires de l'Europe méridionale.



Les affaires de la religion continuèrent à tenir le premier rang dans celles de la politique, et c'est encore à la réformation que l'on doit attribuer les orages et les guerres du dix-septième siècle. Tandis que dans l'époque précédente l'influence de ce grand événement s'exerça surtout dans chacun des états en particulier; durant le cours de celle-ci, la même cause excita un ébranlement dans le système général de l'organisation européenne, et produisit par cela même de plus grands résultats.

HISTOIRE DE LA GUERRE DE TRENTE ANS ET DE SES CONSÉQUENCES,  
JUSQU'AUX TRAITÉS DE WESTPHALIE ET DES PYRÉNÉES.

*Bougeant. Guerre de trente ans, par Krause. Schiller. Westenrieder.*

Cette guerre transporta en Allemagne toute la politique européenne, et fut sans cesse alimentée par de nouveaux élémens d'agitation et de vengeance; jamais on ne vit autant la confirmation de cette triste vérité que la guerre nourrit la guerre. La ligue allemande prit part à cette longue lutte; la vieille querelle entre la Hollande et l'Espagne se ranima et fit de nouveau prendre les armes à ces deux puissances (en 1621). Le Danemarck y prit part en 1625, la Suède en 1630, la France en 1635.

La guerre éclata d'abord en Bohême; le parti des protestans (appelés dans ce pays *ultraquistes*) s'était répandu promptement en Bohême, en Autriche et en Hongrie. Les premiers troubles éclatèrent à Prague: les représentans de l'empereur y furent maltraités le 23 mai 1618, et la guerre commença au mois de mars de l'année 1619. La couronne de Bohême fut donnée à l'électeur palatin Frédéric V (3 septembre 1619), chef de l'union protestante et gendre du roi d'Angleterre. L'empereur, de son côté, s'unit avec l'Espagne. Le 8 novembre 1620, Frédéric V fut battu sur la montagne Blanche par les armées impériales: il abandonna la Bohême, réduite à demander grâce.

Mais la guerre de trente ans prit un caractère révolutionnaire qui lui devint particulier, lorsque l'acte de bannissement de l'électeur palatin et de tous ses adhérens eut



été proclamé le 22 janvier 1621 et que le 25 février 1623 son électorat fut concédé à la Bavière. Dissolution de l'union protestante. Le palatinat envahi par les troupes espagnoles sous le commandement de Spinola et par le général autrichien Tilly. La Saxe étant en Allemagne le principal siège du protestantisme, les états délibérèrent d'appeler à leur secours le roi de Danemarck, Christian IV, et de le mettre à leur tête, en sa qualité de duc de Holstein.

Guerre de Danemarck, de 1625 à 1629. Défaite de Christian IV à Lutter, le 27 août 1626. Wallenstein, général en chef des armées impériales, repousse Mansfeld en Hongrie en 1626, et s'empare, en 1628, de toutes les côtes de la Baltique jusqu'à Stralsund. Traité de Lubeck; le roi recouvre toutes ses possessions, renonce à toute participation aux affaires d'Allemagne, et abandonne ses alliés (12 mai 1629). Wallenstein reçoit l'investiture du Mecklembourg, dont les ducs furent bannis de leurs états le 19 janvier 1628. Bientôt il s'arrogea le titre de général de la Baltique et son ambition ne connut plus de bornes.

Cependant Wallenstein, dans l'enivrement de ses succès, ayant offensé les états catholiques, l'empereur se vit forcé de choisir entre son lieutenant et ses alliés. Wallenstein fut renvoyé, et son armée licenciée; Tilly devint général en chef des armées de l'empereur et de la ligue.

Cependant le refus de rétablir l'électeur Frédéric V dans ses états, et la cession d'une partie du palatinat à la Bavière, excitèrent de justes méfiances chez tous les princes allemands. Enfin, les jésuites ayant arraché à l'empereur l'édit de restitution (9 mars 1629) qui ordonnait la réintégration du clergé dans les biens saisis antérieurement à la convention de Passau; cet acte provoque un ressentiment général, en même temps que les succès de la cour d'Autriche excitaient l'animosité des puissances étrangères.

Dès que le cardinal de Richelieu fut parvenu au ministère, il dirigea tous ses efforts contre l'Espagne et l'Autriche. D'abord intervention de la France dans la querelle de l'Espagne avec le pays des Grisons au sujet de la Valteline, le traité de Monçon conclu le 5 mars 1626, décida



en faveur de la France et des Grisons. — Guerre entre la France et l'Autriche, pour la succession du duc de Mantoue, revendiquée par le duc de Nevers (de 1627 à 1630); elle se termina par le traité de Chierasco (6 avril 1631), et l'Autriche demeura en possession de Mantoue. Enfin, lorsqu'en 1630 le roi de Suède Gustave-Adolphe prit parti dans la guerre d'Allemagne, ce fut encore par suite des intrigues du cardinal de Richelieu. Gustave entra en Allemagne le 24 juin 1630, et conclut une alliance avec la Saxe, la Poméranie, le Brandebourg et la Hesse, et un traité de subsides avec la France, le 13 janvier 1631.

La victoire de Leipzig (7 septembre 1631) fut décisive pour Gustave-Adolphe; la ligue catholique se trouva dissoute, et le roi de Suède maître absolu de tout le pays depuis les côtes de la Baltique jusqu'en Bavière, depuis le Rhin jusqu'à la Bohême. Il s'avance jusqu'à Munich (7 mai 1632). Le siège de la guerre est transféré en Saxe. Bataille de Lutzen et mort de Gustave-Adolphe et de Pappenheim, le 6 novembre 1632.

Cependant Bernard, duc de Saxe-Weimar, et Gustave de Horn, tous deux élèves et lieutenants du roi de Suède, poursuivirent leurs succès et continuèrent d'occuper la plus grande partie de l'Allemagne, par suite de l'inactivité de Wallenstein, qui avait été remplacé à la tête des armées impériales après la mort de Tilly. Aussi la méfiance qu'on nourrissait à Vienne contre lui s'augmentait de jour en jour. Les principaux griefs de l'empereur contre Wallenstein résultèrent des rapports d'un homme nommé Scesina, que le général avait envoyé à Vienne et qui l'accusa à la cour d'avoir entretenu une correspondance secrète avec le roi de Suède dès l'année 1630. Wallenstein meurt assassiné à Egra, le 25 février 1634.

Après la mort de Wallenstein, Ferdinand, roi de Hongrie et de Bohême, fut chargé du commandement général des armées, et la victoire de Nordlingue sur les Suédois, le 6 septembre 1634, releva les affaires de l'Autriche et amena la conclusion d'un traité de paix avec la Saxe (30 mai 1635). La France vint alors en 1635 ranimer et étendre



la guerre en se déclarant d'abord contre l'Espagne et bientôt après contre l'Autriche.

Traité de subsides entre la France et le duc de Weimar, le 27 octobre 1635. Celui-ci aspire à s'emparer de l'Alsace. Prise de Brisach (3 décembre 1638). Mort inopinée du duc (8 juillet 1639). La France s'empare de son armée. Victoire des Suédois à Wittstock, sous le commandement de Banier contre l'armée impériale et saxonne (24 septembre 1636).

Les premières espérances de paix furent amenées par un concours de circonstances particulières. La révolte du Portugal en 1640, les troubles de la Catalogne, l'avènement de Ferdinand III, moins lié avec l'Espagne, enfin le crédit en Allemagne du nouvel électeur de Brandebourg, Frédéric-Guillaume, qui détermina l'empereur à consentir (10 octobre 1641) à une réconciliation qu'il décora du nom d'amnistie générale. Bientôt les ambassadeurs des principales puissances se réunirent à Hambourg pour signer les préliminaires (25 décembre 1641); enfin les négociations s'ouvrirent à Munster et à Osnabruck (avril 1645); on employa trois ans pour parvenir à un résultat définitif, et pendant ce temps tout le midi de l'Allemagne, et surtout la Bavière, furent encore affligés par toutes les calamités de la guerre.

Campagne de Torstensohn, de 1642 à 1645, en Silésie, en Saxe (bataille et victoire de Leipzig, 23 octobre 1642), et en Bohême. Invasion dans le Holstein en 1644, et pour la seconde fois en Bohême en 1645. Au mois de novembre 1645, Torstensohn est remplacé par Wrangel, celui-ci marche avec l'armée française et Turenne, entre en Bavière en 1646, et force Maximilien I à conclure un armistice à Ulm, le 14 mars 1647. Nouvelle invasion : toute la Bavière est ravagée pendant l'année 1648. Pendant ce temps les Suédois pénétraient encore en Bohême sous le commandement du comte palatin Charles-Gustave et de Kœnigsmarck, et s'emparaient de la ville de Prague.

Enfin le congrès termina la guerre de l'Espagne et des provinces-unies des Pays-Bas dont l'indépendance fut una-



nimement reconnue. La paix d'Allemagne fut aussi conclue, à Munster entre l'empereur et la France, à Osnabruck entre l'empereur et la Suède; et ces deux traités furent encore réunis et confirmés par celui qui reçut le nom de Traité de Westphalie.

Le traité de Westphalie régla, 1<sup>o</sup> les indemnités à accorder aux puissances qui avaient pris part à la guerre, et que l'on trouva à l'aide de la sécularisation de la plus grande partie des biens ecclésiastiques situés dans les états devenus protestans. La France reçut l'Alsace; la Suède la Poméranie occidentale, l'île de Rugen, Wismar, Brême et Verden, et un siège aux diètes de l'empire; l'électeur de Brandebourg eut pour sa part les villes de Magdebourg, Halberstadt, Camin et Minden, sécularisées. 2<sup>o</sup> Quant aux affaires de religion, la paix d'Augsbourg fut confirmée, et l'on accorda l'égalité des droits à tous les réformés; quant aux biens ecclésiastiques et au libre exercice de tous les cultes, on prit pour base l'état de l'Allemagne en 1624, et ce règlement fut appelé celui de l'*annus normalis*. 3<sup>o</sup> Sous le rapport politique, on prononça une amnistie générale, et la réintégration de chaque prince dans ses états (seulement un huitième électorat fut créé pour la maison palatine, et ce qui lui avait été enlevé dans le Haut-Palatinat fut cédé à la Bavière). 4<sup>o</sup> La république des Pays-Bas-Unis et la Suisse furent déclarées entièrement indépendantes de l'empire germanique.

Conséquences principales de la guerre de trente ans et des traités de Westphalie pour le système politique de l'Europe : 1<sup>o</sup> La vaste confédération allemande reçut une organisation plus régulière et plus précise; la puissance impériale y fut resserrée dans de justes limites, et les princes devinrent les véritables chefs de leur gouvernement, et il fut reconnu que le maintien de la constitution était du plus haut intérêt pour l'Europe. 2<sup>o</sup> Les puissances du Nord entrèrent dans les intérêts et dans les affaires de l'Europe occidentale, et la Suède s'éleva au rang des premières puissances continentales, position qu'elle conserva plus de cinquante ans.



La France et l'Espagne continuent la guerre pendant onze ans encore. Victoire du prince de Condé à Lens, 20 août 1648. En 1650 et 1651, les troubles de la Fronde jettent Turenne dans le parti espagnol : Condé y passa aussi en 1652, et y demeura jusqu'en 1659. L'intervention de Cromwell, qui déclara la guerre à l'Espagne en 1655, et qui s'allia par suite avec la France, décida la question et amena la conclusion du traité des Pyrénées, le 7 novembre 1659; la France obtint le Roussillon.

COUP D'ŒIL SUR LES AUTRES ÉTATS DE L'EUROPE OCCIDENTALE.

### ESPAGNE ET PORTUGAL.

Jean de Bragance relève le trône de Portugal en 1640, et après une longue lutte il parvint à faire reconnaître son indépendance (en 1668); mais le Portugal perdit sans retour l'éclat dont il avait brillé au temps de ses beaux établissements dans les Indes orientales.

### FRANCE.

La France fut successivement gouvernée par deux prêtres, Richelieu et Mazarin. Le premier, durant une administration de dix-huit années, depuis 1624 jusqu'à 1642, au-dedans affermit le pouvoir royal, au-dehors accroît l'influence de la France; ennemi puissant et irréconciliable de l'Espagne et de l'Autriche, protecteur éclairé des arts et des sciences, son administration, souvent tyrannique, est empreinte d'un caractère de force et de grandeur. Mazarin, ministre de 1642 à 1661, a la volonté, mais non la force de suivre le système de son prédécesseur. Les grands reprirent leur audace et les troubles de la fronde éclatèrent (1648—1652), scène comique et nationale; les plus grands intérêts mis en jeu par les intrigues les plus bizarres, et livrés aux mains capricieuses des hommes et des femmes de la cour. La guerre civile commença sous la direction du grand Condé (octobre 1651), et finit avec sa fuite en Espagne en octobre 1652. Il rentra en grâce après la conclusion du traité des Pyrénées.

L'esprit de la Fronde. Mémoires de *Retz*, et de *Guy Joly*.



## ANGLETERRE.

Les grands événemens de cette époque mémorable dans les annales de l'histoire anglaise, provinrent aussi de la réforme. Mais ici ce furent les protestans eux-mêmes qui, par leur séparation en épiscopaux et en presbytériens ou puritains, créèrent les partis politiques; la lutte trouva un nouvel aliment dans la diversité des principes des Stuarts et des puritains sur l'origine et l'étendue de la puissance royale. Ainsi les rois se mirent en querelle avec la nation; cette animosité entre le pays et son gouvernement commença sous le règne de Jacques I<sup>er</sup> (1603—1625), s'aigrit sous son fils Charles I<sup>er</sup>, qui entreprit enfin de gouverner sans la participation du parlement (1630—1640). Les affaires d'Ecosse le forcent à convoquer ce long parlement qui usurpa bientôt une puissance sans bornes (1640—1653).

La guerre civile éclate; il se forma au sein même du parlement un parti composé d'hommes exaltés et farouches qui prirent le nom d'indépendans. Leurs chefs, et parmi eux Olivier Cromwell, s'emparèrent d'abord de l'armée, ensuite de la personne du roi, et le firent enfin périr sur un échafaud (29 janvier 1649); l'Angleterre érigée en république; querelle entre les chefs de l'armée et le parlement; Cromwell le fit disperser par ses troupes, et reçut de son conseil d'état le titre de protecteur de la république (20 avril 1653).

Le protecteur s'occupa avec habileté et avec succès de renouer les relations presque entièrement interrompues de l'Angleterre avec le continent; on lui doit l'acte de navigation, publié en 1655, qui eut pour objet d'assurer à l'Angleterre le commerce exclusif avec ses colonies, en n'accordant aux étrangers que la permission d'importer les marchandises de leurs produits sur leurs propres navires. Après la mort de Cromwell (3 septembre 1658), son fils Richard lui succède, abdique peu de temps après (avril 1659). Le général Monck opère la restauration (mai 1660).

Histoire de *Clarendon*.



## PROVINCES-UNIES.

On découvrait déjà des germes d'agitation et de parti : Maurice les réprima par la force ; son frère Frédéric-Henri, qui lui succéda en 1647, les contint en sachant gagner l'affection de tous les sujets de la république ; ils se manifestèrent plus vivement lorsque Guillaume II, fils de ce dernier, parvint au stathoudérat ; sa mort, survenue peu de temps après (octobre 1650), prévint une explosion. L'abolition du stathoudérat dans cinq des provinces-unies assura une grande influence au syndic des états de Hollande, Jean de Witt (grand pensionnaire), et bientôt il eut en main la direction de toutes les affaires extérieures (de 1653 à 1672).

## AUTRICHE ET PAYS ORIENTAUX.

La Bohême, dépouillée de ses privilèges, était devenue royaume héréditaire. La Hongrie fut encore long-temps agitée par les entreprises des princes de Transylvanie, entre autres par Gabriel Bethlen, qui régna depuis 1613 jusqu'en 1629, et qui avait pris déjà le titre de roi de Hongrie, et George Rakozî 1<sup>er</sup> qui s'allia en 1643 avec la France et la Suède.

## FAITS GÉNÉRAUX.

La révolution d'Angleterre éleva la grande question des droits des peuples et des rois, discutée avec chaleur par Filmer, Hobbes et Algernon Sidney. L'économie politique fit peu de progrès durant une époque de guerres dévastatrices. Parmi tant de généraux distingués, Gustave-Adolphe fut pourtant le seul dont le génie ait fait époque dans les annales de l'art militaire : il créa une tactique nouvelle, adopta un meilleur mode de campement et des armes plus légères pour les soldats ; le service de l'artillerie fut perfectionné ; ses brigades battirent les régimens impériaux, comme jadis les légions romaines avaient triomphé des phalanges macédoniennes.



## SYSTÈME COLONIAL DEPUIS 1618 JUSQU'EN 1660.

Le commerce des colonies fit de grands progrès. L'industrie manufacturière et commerçante parvint chez les Hollandais à un haut degré de prospérité. Leur compagnie des Indes, devenue puissance politique, acquit chaque jour de nouvelles forces, conquérant partout le monopole, et ne colonisant jamais par des nationaux. Les expéditions militaires partent de Batavia, et assurent la domination de la métropole sur les côtes du Malabar et de Coromandel, à Ceylan, à Malaca et dans les îles de la Sonde. Excepté Diu et Goa, les Portugais perdirent presque tous leurs établissements dans les Indes, par suite des conquêtes de la compagnie hollandaise; celui qu'elle fonda au cap de Bonne-Espérance en 1653, devint le plus ferme boulevard de ses possessions dans les Indes.

*Kolbe; Sparrmann; Barrow.*

Les succès de cette compagnie firent naître celle des Indes occidentales, créé le 3 juin 1621, mais qui déclina rapidement. Ses conquêtes au Brésil, depuis 1630 jusqu'en 1640, abandonnées quelques années après, ses établissements à Saint-Eustache en 1632, à Curaçao en 1634, à Saint-Martin en 1649.

Les pêcheries de la république, savoir, la grande pêche ou pêche du hareng; et la pêche de la baleine, n'avaient, il est vrai, aucun rapport avec le système colonial, mais elles acquirent une importance politique, par la discussion qui s'éleva entre l'Angleterre et la Hollande à l'occasion de la pêche du hareng sur les côtes de l'Ecosse; les Hollandais la conservèrent sous la condition de ne l'exercer qu'à une distance de dix milles des côtes; la pêche de la baleine devint libre pour toutes les nations après la chute de la compagnie des Indes occidentales en 1645.

La rivalité qui s'éleva bientôt entre ces deux nations au sujet du monopole des mers à laquelle chacune aspirait, occasionna les guerres qui eurent lieu sous Cromwell et sous Charles II. La compagnie anglaise des Indes orientales, chassée par les Hollandais de toutes les îles à épices, ne con-



serva que quelques factoreries sur les côtes de Malabar et de Coromandel, et parut en 1653 sur le point de se dissoudre ; mais Cromwell la releva en 1658.

Premiers établissemens des Anglais, 1<sup>o</sup> aux Indes occidentales ; occupation de la Barbade et de Saint-Christophe en 1625, de Berbude en 1628, d'Antigoa en 1632. Conquête de la Jamaïque en 1655.

Histoire des colonies, par *Bryan Edwards* ; ouvrage important.

2<sup>o</sup> Colonies du Nord de l'Amérique. Les troubles qui agitaient l'Angleterre à cette époque en firent sortir un nombre considérable d'habitans qui traversèrent les mers et vinrent se réfugier dans cette terre fertile. Fondation de l'état de Massachusset en 1621, et de la ville de Boston en 1627, par des colons anglais, fanatiques en religion aussi bien qu'en politique. Lord Baltimore crée la province de Maryland.

Les premiers établissemens français aux Indes occidentales eurent lieu en 1625, en même temps que ceux des Anglais, d'abord à Saint-Christophe ; dix ans plus tard, des négocians commencèrent à exploiter la Martinique et la Guadeloupe : tous ces établissemens demeurèrent propriété particulière.

Le Portugal, depuis les conquêtes des Hollandais dans les Indes orientales, ne conserva presque que le Brésil.





~~~~~  

PREMIÈRE PÉRIODE.


~~~~~

### SECONDE PARTIE.

  
—————

HISTOIRE DES ÉTATS DU NORD, DEPUIS LA RUPTURE DE L'UNION  
DE CALMAR JUSQU'AUX TRAITÉS D'OLIVA ET DE COPENHAGUE.  
1523—1660.

*J.-J. Schmauss*, c'est ce que nous connaissons de meilleur pour l'histoire générale de la diplomatie chez les peuples du Nord.

Le commencement du seizième siècle fut aussi pour le Nord de l'Europe l'époque des changemens importants dus à la restauration du trône de Suède par la rupture de l'union de Calmar, et à la Réformation.

Les peuples qui occupaient le Nord de l'Europe étaient d'origine moitié germanique et moitié slave. Le régime féodal s'était introduit chez les premiers, et là aussi il s'était formé une bourgeoisie. Dans les pays slaves, en Pologne et en Russie, la noblesse avait réduit le peuple à l'état de servitude.

1<sup>o</sup> *Danemarck*. Ses rois, choisis depuis 1447 dans la famille de Holstein—Oldenbourg. En 1527, la Réformation commença à pénétrer en Danemarck et en Norwège sous le règne de Frédéric I<sup>er</sup>, les deux états furent réunis en un seul royaume en 1532. L'autorité des rois électifs du Danemarck se trouva fort restreinte depuis cette époque.

2<sup>o</sup> *Suède*. Gustave-Vasa releva en 1523 le trône de Suède dont la diète, tenue à Westeræs en 1544, assure l'hérédité dans sa famille. La réforme introduite en Suède en 1527.

3<sup>o</sup> *La Pologne*, réunie au grand-duché de Lithuanie, demeura jusqu'en 1572 sous le gouvernement de la famille des Jagellons. On ne savait pas même dans ce pays si la royauté y était élective ou héréditaire.

4<sup>o</sup> *La Prusse*. D'heureuses circonstances favorisent son agrandissement. Etablissement et progrès de l'ordre Teu-



tonique (depuis 1230 jusqu'en 1283). Fondation des premières villes qui aient fait le commerce en Allemagne. La Prusse, sécularisée en 1525, sous l'autorité d'Albert de Brandebourg, devint ensuite duché héréditaire et vassal de la Pologne; enfin, en 1618, patrimoine exclusif de la famille électorale de Brandebourg.

5<sup>o</sup> *La Russie*, par l'affranchissement de la domination des Mogols et la conquête de Novogorod, sous le règne d'Ivan Basilewitsch I<sup>er</sup> (de 1462 à 1505), devint de nouveau un royaume indépendant, renfermé entre le Don et le Niéper.

#### I. HISTOIRE DES GUERRES DE LIVONIE (1553—1600).

En 1205, les chevaliers de l'Epée s'emparèrent de la Livonie et y introduisirent le christianisme. Le grand-maître, Walter de Plettenberg, suivit l'exemple de la Prusse en 1525 et parvint à séculariser son pays, mais non à y faire admettre le principe de l'hérédité. L'invasion d'Ivan Basilewitsch II dans la Livonie, en 1558, fit naître une grande guerre entre toutes les puissances du Nord. Enfin, après vingt-cinq ans de combats (1583), la Russie se vit forcée de renoncer à ses prétentions, et la Livonie fut partagée entre la Pologne et la Suède. Déjà depuis 1561, le grand-maître Gotthard Kettler avait conclu avec la Pologne un traité par lequel la Courlande et la Semigalle furent érigées pour lui en duché héréditaire.

Pendant la durée de ces guerres et peu de temps après, deux maisons régnantes s'éteignirent dans deux empires du Nord. En Russie, la race des Ruriks prit fin dans le fils d'Ivan Basilewitsch II, le czar Fédor I<sup>er</sup> (1598), et ce ne fut qu'après une anarchie de quinze ans et l'apparition successive de six prétendants, entre lesquels deux faux Démétrius, nom d'un frère cadet de Fédor, que la maison de Romanoff parvint à occuper le trône, en la personne de Michel Fédorowitsch, élu solennellement le 13 fév. 1613. Dès l'année 1572, la famille des Jagellons avait cessé de fournir des rois à la Pologne. L'extinction de cette race fut le signal des troubles qui n'ont cessé d'agiter ce pays depuis qu'il fut devenu royaume électif.



II. HISTOIRE DE LA GUERRE POUR LA SUCCESSION AU TRÔNE DE SUÈDE, ET DE SES CONSÉQUENCES, JUSQU'AUX TRAITÉS D'OLIVA ET DE COPENHAGUE (1600—1660).

Une guerre de succession, qu'entretenrent pendant cinquante ans la différence des opinions religieuses et les manœuvres de la politique, fut le premier fruit du système électif adopté en Pologne : en 1587, cette nation choisit pour son roi le prince Sigismond, héritier présomptif de la couronne de Suède, et zélé catholique. Après la mort de son père Jean III, en 1592, Sigismond se prépara à prendre possession de son trône ; mais les Suédois craignant pour leur religion, ne se fièrent point à ses promesses ; lui et ses descendans furent déclarés exclus du trône de Suède, et son oncle reconnu, roi en 1600, sous le nom de Charles IX. Ces deux princes et leurs successeurs furent en querelle jusqu'à la conclusion des traités d'Oliva et de Copenhague, qui affermirent la domination suédoise dans la famille de Charles IX, père du grand Gustave-Adolphe.

Cependant l'anarchie qui régnait en Russie suspendit pendant quelques années les effets de l'inimitié des couronnes de Suède et de Pologne, chacune de ces deux puissances espérant placer un de ses princes sur le trône. Par les traités de Stolbowa et de Moscou, elles renoncèrent à leurs prétentions en retenant la Suède, l'Ingrie et la Carélie ; la Pologne, Smolensk.

D'un autre côté la jalousie que le Danemarck ne cessait de nourrir contre la Suède, établit entre ces deux nations une inimitié qui éclata plusieurs fois en guerres violentes, dont le résultat fut pour le Danemarck de perdre pour toujours, en 1645, par la paix de Bromsbroë, les provinces de Jemteland et de Herjedalen, et les îles de Gothland et d'Oesel. Ce traité et celui de Westphalie assurèrent la prépondérance de la Suède ; aussi les peuples du Nord eurent sujet de s'alarmer, lorsque la reine Christine eut déposé la couronne entre les mains de son parent Charles-Gustave. Ambitieux et plein d'activité, le nouveau roi porta sur le trône le projet de faire une vaste monarchie des trois royaumes du Nord.



En 1655, il entra en Pologne et s'empara de Varsovie. Arrêté par le czar Alexis et l'empereur d'Autriche, il porte en 1657 la guerre en Danemarck, et par la paix de Roschild, le 26 février 1658, il se fit céder par la Suède, les provinces de Halland et de Scanie, Bleckingue, Bahus, Drontheim et l'île de Bornholm. Au mois d'août de la même année, le roi de Suède, tourmenté par son ambition, fit une nouvelle invasion dans la Zélande. Arrêté de nouveau par la Hollande, l'Autriche, la Pologne et le Brandebourg, les Suédois levèrent le siège de Copenhague, et Charles-Gustave mourut subitement le 23 février 1660.

Rien ne s'opposa plus à la conclusion d'une *paix définitive*. Le traité de Copenhague, conclu le 27 mai 1660 entre la Suède et le Danemarck, fut une confirmation de la paix de Roschild; seulement Drontheim fut rendu au Danemarck. Par le traité qui fut signé à Oliva entre la Suède et la Pologne, le 23 avril 1660, le roi Jean-Casimir renonça pour lui et ses desceudans à ses prétentions sur la couronne de Suède; la Pologne céda la Livonie, l'Estonie, et l'île d'Oesel. La paix de la Suède avec la Russie fut signée à Cardis, le 21 juin 1661; les conquêtes furent rendues.

*Puffendorffii de rebus gestis Caroli. Mémoires de Terlon.*

La Prusse recueillait de cette guerre des fruits importants. L'électeur Frédéric-Guillaume profita des circonstances avec beaucoup d'habileté pour affranchir son pays de la souveraineté de la Pologne, par les traités de Welau et d'Oliva.

En Danemarck, les guerres qui venaient d'être terminées amenèrent une révolution par laquelle la couronne fut déclarée héréditaire dans la famille du prince régnant, Frédéric III, et le roi souverain absolu. C'est ce qui fut statué le 10 janvier 1661, par l'*acte de souveraineté* et la *loi royale*: dès ce moment le roi de Danemarck se trouva le souverain le plus absolu de toute l'Europe.

---



## SECONDE PÉRIODE.

DU COMMENCEMENT DU SIÈCLE DE LOUIS XIV JUSQU'A  
LA MORT DU GRAND FRÉDÉRIC ET AU COMMENCEMENT  
DE LA RÉVOLUTION (1661 A 1786).

---

L'intervention de la religion dans la politique avait déterminé le caractère et les grands événemens du seizième siècle et de la première moitié du dix-septième. La seconde période de l'histoire moderne fut soumise à une nouvelle influence, celle des intérêts du commerce considéré comme source de la richesse nationale, et par conséquent de la force des états. Mais les gouvernemens méconnurent longtemps les principes de cette prospérité et s'égarèrent dans de fausses routes.

On reconnaît maintenant que la principale richesse d'une nation consiste dans le plus ou moins de valeur de ses propriétés territoriales ; on croyait alors qu'elle était exclusivement renfermée dans la plus grande somme d'argent possible ; de là une série d'erreurs et de fausses mesures ; de là les fabriques privilégiées, les tarifs de douanes, les interdictions d'entrée ou de sortie, la folle prétention de chaque état de se suffire à lui-même, ou, en d'autres termes, de ne point acheter et de vendre. Ce fut donc malgré les efforts de plusieurs gouvernemens, sinon malgré leurs volontés, que le commerce en général acquit un plus grand développement. Pendant la paix, méfiance continuelle, jalousie croissante contre la puissance qui faisait de plus grandes affaires, rivalité mal entendue qui amena souvent des guerres longues et sanglantes. Durant ces guerres on employa tous les moyens pour détruire le commerce de ses ennemis ; et ce fut là l'origine de la piraterie.

On avait déjà des armées permanentes ; mais cet état des nations entre elles amenant des relations plus compliquées,



les armées devinrent plus nécessaires. C'est par cette institution des armées permanentes que l'esprit militaire est devenu, comme l'esprit mercantile, un des caractères qui signalent le plus cette période. Enfin l'organisation régulière du système des ambassades, introduit déjà par Ferdinand-le-Catholique, mais généralisé par Richelieu, contribua puissamment à déterminer les formes de la politique extérieure.

---

## PREMIÈRE ÉPOQUE.

---

DE 1661 A 1700.

---

### PREMIÈRE PARTIE.

HISTOIRE DES ÉTATS DU MIDI DE L'EUROPE.

Cette époque, qui fut pour la France l'âge d'or du règne de Louis XIV, a pris en Europe le nom de ce souverain, preuve que pendant sa durée la France exerça la prépondérance. Cette autorité, fondée en partie sur le succès des armes, doit être encore plus justement attribuée à la supériorité de la civilisation, à laquelle la nation française dut des conquêtes pacifiques qui sont demeurées impérissables.

Siècle de Louis XIV, par *Voltaire*. Cours de littérature, de *La Harpe*.

A cette époque, la population, l'étendue et la situation de la France, l'état de l'administration, l'agrandissement de l'autorité royale, tout concourait à faire de ce royaume le plus puissant état de l'Europe. En même temps la situation intérieure des états voisins, l'Espagne, l'Angleterre, les Pays-Bas et l'Allemagne, servit encore à assurer la prépondérance de ce pays.

1<sup>o</sup> L'Espagne, après la mort de Philippe IV, et sous le règne de Charles II, sembla ne prendre aucune part aux affaires de l'Europe; faiblesse et incapacité du gouverne-



ment, toutes les propriétés territoriales dans les mains du clergé et de la noblesse, qui dédaignaient les soins de l'économie; défaut de circulation empêchant la formation d'aucun capital, toute la richesse mobilière consistant en argenterie, la misère devenue générale.

2° Sous le règne de Charles II, l'Angleterre fut entièrement livrée à l'influence des étrangers, et n'eut aucun caractère politique. L'antipathie qui régna constamment entre la maison des Stuarts et la nation, amena enfin la révolution de 1688.

3° Dans les Provinces-Unies, le parti des états, dirigé par Jean de Witt (depuis 1653 jusqu'en 1672), avait intérêt à agrandir la puissance maritime de la Hollande, au préjudice de sa force continentale.

4° L'Autriche était tout occupée des affaires de Hongrie et de sa guerre contre les Turcs. Le chef de l'état, ses ministres et ses généraux également incapables, et les jésuites tout-puissans.

5° L'empire d'Allemagne ne pouvait dissimuler sa faiblesse, et il fallut l'influence que le grand électeur (Frédéric-Guillaume de Brandebourg) sut acquérir dans les affaires de l'Europe pour montrer que l'empire pouvait à lui seul faire respecter son indépendance.

#### AFFAIRES GÉNÉRALES DE 1661 A 1700.

Histoire de Louis XIV, par *la Martinière*; ouvrage précieux. — Œuvres de *Saint-Simon*.

Le génie d'un homme suffit pour rétablir les finances de la France, et pour créer bientôt après un commerce, des manufactures, des colonies, des ports, des canaux, une puissante marine. Colbert porta la France au rang des premières puissances commerçantes. Louvois, ministre de la guerre, secondait puissamment ses entreprises en servant l'ambition de Louis XIV. Le roi eut d'abord le projet de s'emparer des Pays-Bas espagnols; de là son alliance intime avec la république hollandaise.

La France ne prit cependant pas une part active à la guerre qui éclata entre l'Angleterre et la Hollande en 1664



et qui fut due à la rivalité de ces nations autant qu'à la haine de Charles II pour la république. Au mois de juin 1667, Ruyter pénétra jusque dans la Tamise, où il brûla la flotte anglaise, et le 31 juillet suivant, la paix de Breda fut signée.

Mais avant que ce traité fût conclu, et immédiatement après la mort de son beau-père Philippe IV, Louis XIV avait repris les armes pour soutenir ses injustes prétentions sur les Pays-Bas espagnols; une entreprise aussi contraire au droit de propriété parut une offense à l'Europe entière; et le chevalier Temple profita habilement de cette disposition pour conclure à la Haye la triple alliance de l'Angleterre, de la Hollande et de la Suède. Louis XIV, forcé de signer le traité d'Aix-la-Chapelle le 2 mai 1668, conserva douze places fortes sur la frontière des Pays-Bas, entre autres Douai, Tournai et Lille. Cependant Louis XIV, profondément blessé des procédés du gouvernement hollandais, se préparait à en tirer une vengeance éclatante. Son premier soin fut de rompre la triple alliance, et il y réussit si bien que les puissances qui y renonçaient se réunirent à la France. Le 1<sup>er</sup> juin 1670, l'Angleterre conclut une alliance secrète avec elle, et cette alliance eut pour objet l'anéantissement de la république hollandaise, et même celui de la constitution du royaume d'Angleterre; le 14 avril 1672, la France s'unit aussi avec la Suède, comme pour la protéger en cas de besoin.

Dans l'empire germanique, le roi négocia isolément avec chaque état; aucun prince d'Allemagne (à l'exception du grand électeur), ne se trouvait en état de résister aux propositions de neutralité, d'alliance avec subsides, ou de mariage qui lui étaient faites. L'Autriche même et l'Espagne furent réduites au silence, et cependant le grand pensionnaire de Hollande demeure en sécurité. Jamais la politique n'avait déployé plus de ressorts. Au mois de mai 1672, la France attaque la république hollandaise par terre et par mer; son armée de terre conquiert quatre provinces dans les mois de juin et de juillet. La ville d'Amsterdam ne fut garantie que par une inondation. Révolution à la Haye, les



frères de Witt sont massacrés par le peuple le 20 août. Guillaume III est reconnu Stathouder par cinq provinces, et cette dignité est déclarée héréditaire dans sa famille.

Cependant le danger de la république hollandaise éveilla l'attention de l'Europe, et créa une confédération entre l'Autriche, l'Espagne (30 août 1673), l'Allemagne (31 mars 1674), et le Brandebourg; et le 19 février 1674, le roi d'Angleterre lui-même, forcé par le parlement, qui lui refusa des subsides, signa un traité particulier avec la Hollande. Dans les Pays-Bas espagnols, le prince de Condé et le prince d'Orange commandaient les armées. Bataille de Senef, livrée le 11 août 1674. De son côté, Turenne attaqua les impériaux sur le Haut-Rhin. Combat de Sinsheim le 16 juin, d'Ensisheim le 4 octobre, de Mulhouse le 29 décembre. Turenne demeure vainqueur. En 1675, les Suédois firent une invasion dans le Brandebourg, et perdirent le 28 juin la bataille de Fehrbellin. Turenne et Montécuculli sont en présence sur le Haut-Rhin. Le premier est tué à Salsbach le 27 juillet 1675. En 1676 et 1677, le maréchal de Luxembourg et le prince d'Orange tiennent campagne dans les Pays-Bas. Combat de Mont-Cassel.

On négocie pendant deux ans à Nimègue pour la paix. La France parvint encore à dissoudre l'alliance, en concluant un traité particulier avec la république hollandaise, malgré le Stathouder, le 10 août 1678; la Hollande recouvra ce qu'elle avait perdu, et promit une neutralité absolue.

Par le traité du 17 septembre suivant, l'Espagne céda à la France la Franche-Comté, et douze places fortes des Pays-Bas, Valenciennes, Condé, Cambrai, Yprès, etc.

La paix de la France avec Autriche et l'empire fut signée le 5 février 1679; la France y gagna Fribourg.

Louis XIV se faisait un point d'honneur de n'abandonner aucun de ses alliés, et ce fut sous sa médiation que la Suède signa la paix avec l'électeur de Brandebourg et le Danemarck, à Saint-Germain, le 29 juin 1679; le Danemarck restitua toutes ses conquêtes, l'électeur de Brandebourg n'en garda que fort peu.

La France avait profité de tous ses avantages contre des



ennemis divisés. Ils reconnurent trop tard le danger qui les menaçait : le prince d'Orange seul avait signalé dans le temps la nécessité de ne pas conclure des traités particuliers ; il voulut défendre les intérêts de l'Europe, et ne fut point écouté.

Peu de temps après cette paix, le roi de France poursuivit son plan d'envahissement ; en 1680, il créa les chambres dites de Réunion, à Metz, à Brisach, à Tournai et à Besançon. Le 30 septembre 1681, il fit prendre possession de Strasbourg et de Casal, qui étaient comme les clefs de la haute Allemagne et de la Lombardie. En 1683, il établit une armée dans les Pays-Bas espagnols, et s'empara de Luxembourg et de Trèves. La Lorraine continua d'être occupée par les troupes françaises ; et Gênes, amie de l'Espagne, éprouva aussi la colère de Louis XIV.

Charles II favorisait en secret les usurpation de la France ; en Hollande, le parti des états tenait pour la paix ; l'Autriche avait besoin de toutes ses forces pour résister à l'invasion formidable des Turcs ; il semblait impossible d'opposer une digue à la France. Le prince d'Orange ne se découragea point ; à force de constance il parvint à former une nouvelle confédération des quatre puissances le 6 février 1683, et Louis XIV consentit à la trêve de vingt ans, le 15 août 1684, en conservant presque toutes ses acquisitions et en parlant de sa générosité.

Divers événemens contribuèrent à exciter de nouveau les ressentimens de l'Europe contre Louis XIV. Les persécutions organisées contre les protestans, la révocation de l'édit de Nantes en 1685, achevèrent de le brouiller avec les puissances protestantes, et il fut facile au prince d'Orange de négocier une nouvelle alliance pour assurer le maintien de la trêve de Ratisbonne. Cette alliance fut signée à Augsbourg le 29 juillet 1686, entre l'empereur, l'Espagne, la Suède, l'électeur de Bavière. Enfin en 1688 le pape ayant nommé le prince Clément de Bavière à l'archevêché de Cologne, quoique la majorité des voix du chapitre eût été pour le prince de Furstemberg, que Louis XIV protégeait, cette election décida la rupture de la trêve ;



la guerre fut déclarée contre l'empereur et l'empire le 24 septembre 1688.

Immédiatement après cette déclaration de guerre survint en Angleterre un grand événement qui seul eût suffi pour la décider, l'expulsion du roi Jacques II et l'occupation du trône par Guillaume III son gendre (janvier 1689). Louis XIV reçut dans sa cour le roi détrôné, et le traita en frère et en ami. Dès lors il n'y eut plus dans toute l'Europe occidentale aucun état qui pût maintenir sa neutralité, et Louvois, demeuré seul ministre influent depuis la mort de Colbert en 1683, s'appliqua sans relâche à les exciter au combat.

Dans cette guerre de neuf ans, Luxembourg et Catinat soutinrent l'honneur des armes françaises; mais en 1688 et 1689, les horribles dévastations du Palatinat, que Louvois ordonna dans l'intention de couvrir les frontières de la France, annonçaient déjà le sentiment de la faiblesse : le principal théâtre de la guerre fut porté dans les Pays-Bas : le 1<sup>er</sup> juillet 1690, le maréchal de Luxembourg remporta la victoire de Fleurus : le 3 août 1692, il battit Guillaume III à Steinkerque, et le 29 juillet 1693, à Nervinde. Le prince d'Orange, souvent vaincu, jamais abattu, continua de tenir la campagne. En Italie, le maréchal de Catinat gagna la bataille de Staffarde le 18 août 1690, contre Victor-Amédée II, occupa la Savoie, et en 1691 une partie du Piémont. Victoire de Marsaille, le 4 octobre 1693. En Catalogne, la guerre se termina en 1697 par la prise de Barcelone. Descente en Irlande qui échoua par la victoire que remporta Guillaume III sur la Boyne, le 11 juillet 1690. Victoire des Anglais au combat de la Hogue (29 mai 1692), et dès ce moment ils reprirent tout l'avantage sur mer.

La France, fidèle à sa politique, entreprit de détacher le duc de Savoie de la coalition, et elle y réussit par le traité de Turin, du 29 août 1696. L'année suivante la paix général fut signé au château de Ryswick, en Hollande, sur la base de la restitution réciproque de toutes les conquêtes faites durant la guerre.



C'est à cette époque que l'on doit rapporter l'origine du système de politique continentale qui a été suivi par l'Angleterre, jalouse du commerce de la France, mais trop faible pour lui résister comme puissance de terre.

De grands événemens se passaient aussi dans l'orient. Jamais la puissance des Turcs n'avait été aussi menaçante pour l'Autriche; la querelle pour l'élection d'un prince de Transylvanie fit naître la guerre; elle dure depuis 1661 jusqu'en 1664. — L'empereur obtint des secours de l'empire et même de la France. Le 22 juillet 1664, Montécuculli remporta la victoire du Saint-Gothard sur Achmet-Kupruli. Trêve de vingt ans.

La seconde guerre qui commença en 1622, deux ans avant l'expiration de cette trêve, ne finit qu'avec le siècle. Les Turcs pénétrèrent en Autriche, et mirent le siège devant Vienne le 22 juillet 1683. L'armée alliée des Allemands et des Polonais sous la conduite du duc de Lorraine et de Jean Sobieski, fit lever le siège le 2 septembre. Les Turcs battus à Mohatz le 7 août 1687; le vizir Kupruli meurt en héros à la bataille de Salankemen, le 19 août 1691. Mustapha II se mit lui-même à la tête de ses armées (1695); la guerre recommença plus vivement. En 1697, le prince Eugène prit le commandement des troupes alliées, et la bataille de Zenthe décida enfin cette longue querelle, et amena le traité qui fut conclu à Carlowitz le 26 janvier 1699. L'Autriche conserva la Transylvanie, et la Porte Temeswar. Venise y gagna la Morée.

#### COUP D'ŒIL SUR LES CHANGEMENS IMPORTANS SURVENUS DANS LES ÉTATS DE L'EUROPE OCCIDENTALE.

##### ESPAGNE ET PORTUGAL.

La nation portugaise gagna peu à recouvrer son indépendance. Toutefois elle se trouva dans un état plus prospère que l'Espagne où l'on vit se développer tant de principes d'anarchie et de dissolution.

##### FRANCE.

L'éclat du règne de Louis XIV flattait l'orgueil national, et quoique le peuple l'expiât par les vexations qu'il endu-



rait, l'influence politique et morale de la nation fit de grands progrès, et l'expulsion des protestans contribua à faire connaître partout la langue et les mœurs de la France.

Vers le même temps, d'autres discussions religieuses préparaient lentement des résultats de la plus haute importance. Le jansénisme, en sa qualité d'adversaire du jésuitisme, provoqua, dès sa naissance, la liberté de la pensée et l'esprit d'investigation, et acquit plus tard un caractère politique. Son origine se rapporte à la condamnation des cinq propositions du livre de Jansénius, évêque d'Ypres, prononcée en 1656 par le pape.

#### ANGLETERRE.

Nul état n'éprouva des changemens aussi importants. L'élévation de Guillaume III au trône rétablit la concorde entre le peuple et son gouvernement, et assura la suprématie du protestantisme et la liberté constitutionnelle, que le *bill des droits* sanctionna solennellement.

L'ancienne forme du gouvernement fut conservée, mais on détermina plus exactement tous les droits et les devoirs, et cette révolution consista principalement dans l'autorité et l'influence pratique qu'elle assura au parlement et surtout à la chambre des communes. Nul état de l'Europe ne parut dans la suite animé d'autant de vie et de force nationale, et c'est à juste titre que l'Angleterre a été admirée pendant le cours du siècle dernier comme le véritable modèle d'une monarchie constitutionnelle.

*Delolme. Schmalz.*

#### PROVINCES-UNIES.

L'hérédité au stadhoudérat, ouvrage de la nécessité, aurait eu de grandes conséquences, si Guillaume III avait laissé des enfans. Homme d'état plus que guerrier, admirable par sa constance dans les revers, il fonda une école de diplomates habiles : Heinsius, Fagel et d'autres persistèrent dans son système d'opposition constante à la France.

#### EMPIRE D'ALLEMAGNE.

La méfiance entre les sectes religieuses avait amené en 1653 la création du *corpus evangelicorum*, et la variété d'in-



térêts créés par le traité de Westphalie, la fondation des *diètes permanentes* en 1663; la politique de Louis XIV ayant été de traiter en particulier avec chacun des membres du corps germanique, ils acquirent individuellement une plus grande autorité. Cependant les guerres contre les Turcs et les fréquentes hostilités de la France servirent à resserrer l'attachement à la commune patrie.

#### AUTRICHE ET AUTRES PAYS A L'ORIENT DE L'EUROPE.

Les troubles de Hongrie prirent naissance dans les persécutions des protestans, et dans les efforts de l'Autriche pour y établir une monarchie héréditaire et absolue. Ces troubles éclatèrent principalement pendant la trêve de vingt ans, et le comte Tekely, fuyant la persécution, excita la nouvelle guerre de Turquie. En 1687, l'Autriche, victorieuse des Turcs, en profita pour déclarer le royaume de Hongrie héréditaire dans sa maison, et elle y réunit la Transylvanie après l'abdication du prince Michel Abaffi II en 1699, par suite du traité de Carlowitz. Dès lors l'empire turc cessa de lui être redoutable.

#### FAITS GÉNÉRAUX.

Dans les affaires générales, les intérêts religieux cessèrent d'occuper la première place; l'intérêt commercial établit promptement son nouvel empire; l'on crut avoir découvert le secret de la *balance du commerce*, et l'on admit à cette opinion erronée que l'argent monnoyé est la seule mesure de la richesse nationale. Les formes de l'administration intérieure sont perfectionnées par la répartition des affaires en un certain nombre de départemens d'abord en France, puis ailleurs à son exemple, et l'économie politique se rattacha par tous les points au nouveau système de Colbert pour augmenter la richesse nationale par le commerce, par l'industrie ou par l'exploitation des colonies. Il en avait donné le premier exemple, et ne laissa pas même en France un successeur digne de lui. Le premier aussi il fonda un système d'emprunt sur la base du crédit national.

Le système financier de l'Angleterre prit aussi naissance



vers la fin de cette époque, par la fondation des intérêts servis par l'état pour des emprunts dont le capital, non exigible, fut déclaré transférable à des tiers; cette fondation ne fut point l'ouvrage d'un homme, mais le résultat du nouvel état de la société. Dans d'autres états on créa des fonds d'amortissement par la réduction des intérêts; le premier en Hollande en 1655; le pape Innocent XI suivit cet exemple en 1685; l'intérêt réduit en Hollande de 5 à 4 pour cent, dans les états romains de 4 à 3.

L'art de la guerre se trouva changé en Europe par l'usage devenu général de tenir de grandes armées sur pied, même en temps de paix. Turenne et les autres grands généraux de ce siècle le créèrent et le mirent en pratique, en ce qui touche aux expéditions et aux combats; Letellier, et Louvois, son fils, en tout ce qui se rapporte à l'organisation des armées. Henri IV eut en temps de paix 14,000 hommes sous les armes; après le traité de Nimègue, Louis XIV en entretenait constamment 140,000.

Progrès de la marine; son influence politique se fonde d'une manière irrésistible. La France au premier rang des puissances maritimes jusqu'à la bataille de la Hogue en 1692.

#### SYSTÈME COLONIAL DEPUIS 1661 JUSQU'EN 1700.

Les établissemens français et anglais se développèrent avec beaucoup de succès; les autres nations européennes demeurèrent stationnaires. Les îles de la Martinique, de la Guadeloupe, de Sainte-Lucie, de Grenade et des Grenadilles, les petites îles de Marie-Galande, Saint-Martin, Saint-Christophe, Saint-Barthelemy, Sainte-Croix et de la Tortue, avaient été d'abord vendues par les fondateurs de ces colonies, les premières à des particuliers, les cinq dernières aux Maltais; Colbert les racheta toutes pour moins d'un million pour le compte du gouvernement.

*Raynal*, histoire philosophique.

La France s'empara aussi, vers le même temps, d'une portion de l'île de Saint-Domingue. La tyrannie qu'y exerçaient les Espagnols avait obligé ceux qui cherchaient des



établissements à les conquérir par la piraterie et par la force des armes. Telle fut l'origine de ces fameux flibustiers et boucaniers, premiers fondateurs de la colonie française de Saint-Domingue. En 1664, la France les prit sous sa protection.

*Oxmelin, Archenholz, Bryan Edwards.*

La première compagnie privilégiée pour le commerce des Indes occidentales fut établie en 1664 par Colbert, et obligée de se dissoudre en 1674 à cause de la contrebande.

Voyage de *Labat*.

Le Canada, auquel la France joignit l'Acadie, doit être considéré comme une colonie agricole; au commencement, le commerce des peaux et les pêcheries de Terre-Neuve furent la principale richesse de cette colonie. Une compagnie des Indes orientales fut aussi créée par Colbert en 1664 avec un privilège de quinze ans, la propriété exclusive des conquêtes qu'elle pourrait faire, et un secours de quinze millions, et en 1675 un comptoir à Surate; Pondichéry, fondé en 1679, devint bientôt le centre des opérations; mais les mesures désastreuses adoptées par le gouvernement français après la mort de Colbert, détruisirent toutes les espérances de cette compagnie. Ainsi pour assurer le succès des fabriques françaises, il se décida à interdire l'importation des produits industriels de l'Inde.

Le succès des colonies anglaises dépendait de la volonté nationale, beaucoup plus que des caprices du gouvernement, et fut, par conséquent, bien mieux assuré. Dans l'Amérique septentrionale, les colons prirent possession de toutes les côtes depuis le Canada jusqu'en Géorgie. Les établissements hollandais des rives de la Delaware furent cédées à l'Angleterre par la paix de Breda; ce fut ainsi que se formèrent les états de New-York et de New-Jersey en 1665. En 1663, Charles II accorda à huit lords anglais la propriété des pays qui formèrent depuis la Caroline; le philosophe Locke rédigea sa constitution. En 1682, Guillaume Penn, fils de l'amiral de ce nom, ayant reçu en toute propriété le pays situé entre les 40° et 42° degrés, en compensation d'une créance, il y fonda la province de



Pensylvanie; la liberté des opinions religieuses, inconnue dans toute l'Europe. Aux Indes orientales, le mariage du roi Charles II valut à l'Angleterre Bombay, la compagnie fonda des comptoirs à Hugly et à Calcutta, et fit une guerre très vive contre l'empereur Aureng-Zeb.

La Hollande, qui avait la possession exclusive des îles à épices, trouvait dans ce commerce la principale source de ses richesses, tandis que les Anglais et les Français s'étaient principalement attachés à l'exploitation des fabriques et des autres produits industriels. Aux Indes occidentales ils s'emparèrent de Surinam, dont la paix de Bréda leur garantit la propriété.

Dans les colonies espagnoles, les missionnaires jésuites faisaient de rapides progrès sur les rives du Paraguai et du Maragnon; mais l'Europe n'y donnait aucune attention.

Au Brésil, les missionnaires jésuites poussèrent leurs recherches sur les rives du Maragnon jusqu'à ce qu'ils se rencontrèrent avec ceux de l'Espagne. Les mines de Geraes ne furent découvertes qu'en 1696.

---

---

## PREMIÈRE ÉPOQUE.

DE 1661 A 1700.

---

### SECONDE PARTIE.

HISTOIRE DES ÉTATS DU NORD DE L'EUROPE.

*Schmaus*, Einleitung.

Ce qu'étaient pour les peuples du midi de l'Europe les traités de Munster, d'Aix-la-Chapelle, de Nimègue et de Ryswick; ceux d'Oliva, de Roschild, de Copenhague et de Cardis, le furent pour les puissances du Nord.

Depuis que le trône de Pologne était devenu électif, et que l'unanimité dans les diètes était une condition de rigueur, ce pays ne put goûter aucune tranquillité. La nomination des rois était en quelque sorte mise à l'enchère; cependant la nation conservait la vigueur des Sarmates,



dont elle tirait son origine : dans les combats comme au conseil, il n'était pas rare de trouver chez ce peuple des caractères dignes de l'ancienne Rome.

La Suède était alors la première puissance du Nord, et sous Charles XI la puissance royale devint presque illimitée.

Ce fut l'électeur Frédéric-Guillaume qui assura le premier l'indépendance politique de la Prusse ; à l'intérieur, l'état de guerre servit à fonder l'autorité absolue du gouvernement.

La Russie manquait d'une organisation intérieure régulière ; l'occupation d'Azof et de l'Ukraine annoncent cependant la force de cet empire. — Règles du Czar Alexis (1676) et de son fils Fédor (1682) ; en 1682, la princesse Sophie excita une insurrection dans la milice des Strélitz, et se fit remettre l'autorité pour gouverner au nom de son frère Ivan, qui en était incapable ; en 1689, Pierre, né d'un second mariage du czar Alexis, dépouilla sa sœur de tout pouvoir, et devint maître absolu en Russie.

En Danemarck, l'autocratie avait donné une grande force au gouvernement ; mais la querelle entre la branche régnante et la branche ducale de Holstein-Gottorp au sujet de la suzeraineté de Sleswic, entretenait de longues agitations.

Les querelles survenues entre les puissances du Nord au sujet des Cosaques, furent, durant cette époque, la seule affaire d'un intérêt puissant et général. La nation Cosaque était formée de peuplades russes, polonaises et tartares, qui s'étaient établies dans la Podolie et la Volhynie (l'Ukraine), sur les deux rives du Niéper, et qui, depuis le quinzième siècle, s'étaient mises sous la protection de la Pologne. Irrités des vexations des seigneurs polonais, les Cosaques se mirent sous la protection de la Russie, le 6 juin 1654. C'est ainsi que la Pologne se trouva engagée dans une guerre contre la Russie, tandis qu'elle avait à soutenir d'un autre côté l'invasion du roi de Suède ; et comme une portion des Cosaques se soumit vers le même temps à la Porte, la Pologne fut menacée d'un nouvel ennemi. Dans ce danger pressant, elle fut obligée de sous-



crir la trêve d'Andrussow, le 30 janvier 1667, convertie en paix définitive, par le traité de Moscou de 1686. Par ce traité, la Pologne partagea avec la Russie la domination des Cosaques; elle conserva une partie de ses possessions sur les deux rives du Niéper; la Russie acquit Smolensk et une portion considérable de territoire sur la rive orientale du Niéper. Plusieurs grands généraux polonais, entre autres Jean Sobieski, firent leur éducation militaire durant ces hostilités.

De l'origine des Cosaques, par *Müller*.

Pendant ce temps, la Pologne continuait à être en proie aux agitations intérieures. Après l'abdication de Jean Casimir, le 17 septembre 1668, six étrangers se disputèrent le trône, qui fut enfin dévolu à Michel Wisnowicki. Les Cosaques se soulevèrent de nouveau et s'allièrent avec les Turcs en 1672. Ceux-ci, ayant pénétré jusque dans le centre de la Pologne, Jean Sobieski remporta sur eux une grande victoire à Choczim, le 11 novembre 1672, et le roi qui avait signé un traité humiliant, mourut la veille même de cette bataille et au moment où il allait être déposé.

L'élection de Jean Sobieski (le 19 mai 1674) parut un événement important pour la Pologne et pour tout le nord de l'Europe. Grand guerrier, habile général, il se montra toutefois peu capable de gouverner. La guerre contre les Turcs fut terminée par le traité de Zurawno du 16 octobre 1676; les Turcs conservèrent un tiers de l'Ukraine, mais les Russes leur enlevèrent cette conquête, et la retinrent par la trêve de Radzin, en 1680.

La Pologne et la Russie s'allièrent avec l'Autriche contre les Turcs, et la délivrance de Vienne (1683) fut le jour le plus glorieux de la vie de Sobieski; mais il ne vit point la fin de cette guerre, dont la Russie recueillit les principaux avantages. Pierre I<sup>er</sup> prit Azoff en 1696, et par la trêve de 1698 le conserva et obtint la liberté de commerce sur la mer Noire.

Tandis que la Pologne et la Russie se disputaient le pays des Cosaques, la France avait engagé la Suède dans les guerres de Hollande et d'Allemagne, en la faisant déclarer



contre l'électeur de Brandebourg. Elle perdit par là ses possessions sur la Baltique, et jusqu'à sa réputation militaire, par la malheureuse bataille de Fehrbellin, livrée le 28 juin 1675. La France lui fit rendre ses propriétés ; mais il fallut le règne de Charles XII pour rétablir l'honneur de ses armes.

C'est vers la fin du 17<sup>e</sup> siècle que l'on vit s'élever sur les trônes du Nord les deux hommes extraordinaires que l'on vient de nommer, qui devaient rivaliser de gloire et fixer l'admiration de l'Europe.

---

## SECONDE ÉPOQUE.

DE 1700 A 1740.

---

### PREMIÈRE PARTIE.

HISTOIRE DES ÉTATS DU MIDI DE L'EUROPE.

Cette période commence par une guerre longue et sanglante, qui fut entreprise dans l'intérêt de la balance politique de l'Europe, et tandis que les états du Nord se trouvèrent aussi engagés dans une lutte non moins terrible, mais tout à fait distincte de celle qui agitait l'Occident.

L'intérêt mercantile continua à dominer, et prit même un plus grand développement dès que les denrées coloniales, telles que le café, le sucre et le thé, furent entrées dans la consommation des peuples d'Europe.—Les guerres du siècle précédent avaient appauvri tous les états, de là naquit l'usage du papier-monnaie.

#### I. AFFAIRES GÉNÉRALES DE L'EUROPE.

Recueil de *Rousset* ; Mémoires de *Lamberty*, écrits avec une grande impartialité. Mémoires de *Torcy*. Tableau de l'histoire, par *Haberlin*.

L'extinction de la branche cadette d'Autriche dans la personne de Charles II, roi d'Espagne, provoqua une guerre générale pour sa succession. Louis XIV y préten-



daît comme époux de Marie-Thérèse, sœur aînée de Charles II; Léopold I, empereur d'Autriche, comme époux de Marguerite-Thérèse, sa sœur cadette, et le prince électoral de Bavière, en sa qualité de petit-fils de Marguerite-Thérèse. Le droit de première descendance appartenait, sans contestation, au dauphin de France; mais on lui opposait les renonciations solennelles de sa mère.

Voilà quant au droit; quant à la politique, celle des puissances maritimes étant principalement de maintenir l'équilibre, elles craignaient également que l'Espagne et les Pays-Bas passassent sous la domination de l'Autriche ou sous celle de la France. Aussi Louis XIV, qui savait combien leur assentiment était nécessaire, s'était-il entendu avec elles pour proposer, le 11 octobre 1698, un projet de partage, suivant lequel le prince de Bavière aurait l'Espagne et les colonies, et les autres compétiteurs se seraient partagé l'Italie et les Pays-Bas. La mort du prince de Bavière, survenue le 6 février 1699, en empêcha l'exécution.

Le 2 mars 1700, la France et les puissances maritimes signèrent un nouveau traité de partage; mais l'empereur d'Autriche refusa d'y accéder, et d'autre part le roi d'Espagne et la nation espagnole se prononcèrent contre tout morcellement comme fatal à la monarchie.

Enfin la mort s'approchant, le cardinal Portocarrero détermina le roi Charles II à faire un testament (le 2 octobre 1700), dans lequel Philippe d'Anjou fut institué héritier sans partage de la monarchie, avec clause de substitution en faveur de l'archiduc Charles d'Autriche, en cas de non acceptation de la part de la France. Le roi mourut le 1<sup>er</sup> novembre 1700. Après avoir hésité quelques momens, Louis XIV se décida pour l'acceptation, et Philippe V fut aussitôt reconnu roi en Espagne.

Des deux côtés on se prépara aussitôt à la guerre, et l'on chercha des alliances. La France s'assura de l'Italie en mariant le roi d'Espagne à la fille cadette du duc de Savoie. Elle excita en Hongrie une insurrection et attira dans son parti l'électeur de Bavière, et son frère, l'électeur de Cologne. L'Autriche trouva des alliés dans le nou-



veau roi de Prusse et dans tout l'empire germanique, et les puissances maritimes se déclarèrent contre la France, lorsque Louis XIV eut reconnu le fils de Jacques II pour roi d'Angleterre (16 septembre 1701) après la mort de son père. Guillaume III mourut lui-même le 19 mars 1702, mais sa politique lui survécut, et le Portugal, à qui l'on promit des subsides, et le duc de Savoie, mécontent de la France, accédèrent aussi à l'alliance en 1703.

Cette confédération, en apparence peu solide, fut cependant maintenue par les rares talens des trois hommes qui furent chargés de la conduire, le prince Eugène, Marlborough et Heinsius. Le prince Eugène était général en chef et président du conseil de guerre à Vienne, Heinsius, grand-pensionnaire des Etats-Généraux de Hollande, à défaut d'un Stathouder, et Marlborough, diplomate habile, guerrier illustre, mais homme peu estimable, était le chef du parti wigh alors au pouvoir en Angleterre.

L'Autriche commença la guerre en faisant entrer le prince Eugène en Italie, au mois de juillet 1701. Après la défaite et la prise du maréchal de Villeroi, le 1<sup>er</sup> février 1702, Eugène trouva dans le duc de Vendôme un adversaire plus digne de lui. Bataille de Luzzara, le 16 août de la même année. La guerre commença sur le Rhin 1702, en 1703 sur tous les points à la fois. La grande victoire des Impériaux sur les Français à Höchstet ou Blenheim, le 13 août 1704, leur valut l'occupation de la Bavière et l'évacuation de l'Allemagne. Le 4 août, les Anglais prirent possession de Gibraltar. L'empereur Léopold 1<sup>er</sup> étant mort le 5 mai 1705, Joseph 1<sup>er</sup> lui succéda et continua la guerre. La campagne de 1706 fut surtout heureuse pour les alliés : Marlborough gagna, le 23 mai, la bataille de Ramillies, qui lui assura la conquête des Pays-Bas ; et, le 7 septembre, le prince Eugène remporta à Turin une grande victoire, qui obligea les Français à évacuer la Lombardie. Au mois de mai 1707, Naples fut prise et la flotte des alliés fit une tentative sur Toulon. En 1708, Marlborough gagna la bataille d'Oudenarde le 11 juillet, et la ville de Lille fut prise le 23 octobre.



De telles défaites, jointes à d'autres calamités intérieures, réduisirent la France à la plus déplorable situation; mais Louis XIV eut la gloire de supporter l'adversité avec un courage inébranlable. Les négociations de La Haye et de Gertruidenberg, entamées au mois de mai 1709, peuvent fournir les plus utiles leçons aux princes que poursuit une mauvaise fortune. Louis XIV consentit à renoncer à toute la monarchie espagnole et à ce que tout fût remis en Allemagne sur le pied du traité de Munster. Mais lorsqu'on exigea de lui qu'il travaillât seul au détronement de son petit-fils, les négociations furent rompues.

Cependant la France n'avait pas épuisé son malheur. A la bataille de Malplaquet (11 septembre 1709) Marlborough et le prince Eugène furent encore vainqueurs. Mais cette grande querelle devait être terminée autrement que par les armes. La chute du ministère anglais, qui entraîna celle de Marlborough, et la mort de l'empereur Joseph, survenue le 19 avril 1711, changèrent bientôt la face des affaires. Joseph I<sup>er</sup> étant mort, son frère et son successeur Charles VI se trouvait le dernier de la maison de Habsbourg; les puissances maritimes ne se soucièrent pas de laisser réunir sur une seule tête la couronne impériale, celle de Hongrie et de Bohême, et cette vaste monarchie espagnole.

Les préliminaires de la paix entre la France et l'Angleterre furent signés le 11 octobre 1711, Marlborough fut rappelé au mois de janvier 1712, et, le 24 juillet suivant, le maréchal de Villars remporta la grande victoire de Denain, qui rétablit l'honneur des armées françaises.

La rupture de la confédération rendit possible la conclusion d'un traité tel, que la France n'était pas en droit de l'attendre deux ans plus tôt; on choisit la ville d'Utrecht pour le lieu des conférences. Les Anglais eurent la prépondérance dans les négociations, dont la base fut que la maison d'Anjou et les princes français renonceraient réciproquement aux couronnes de France et d'Espagne, et, le 11 août 1713, la France conclut ses divers traités définitifs.



Avec l'Angleterre : La France reconnut la succession protestante dans la maison de Hanovre, et consentit à éloigner le prétendant, céda Terre-Neuve, l'Acadie et la baie d'Hudson à l'Angleterre.

Avec la Hollande : Celle-ci reçut en dépôt les Pays-Bas espagnols, à la condition de les remettre à l'Autriche, après s'être assuré une barrière contre la France.

Avec la Savoie : Le duc reçut l'île de Sicile avec la dignité royale.

Avec la Prusse : Le roi de Prusse fut reconnu par la France comme roi de Prusse et comme souverain de Neuchâtel ; il céda à celle-ci ses droits héréditaires sur la principauté d'Orange.

De son côté, l'Espagne conclut deux traités avec l'Angleterre et la Savoie, le 13 juillet 1713.

Avec l'Angleterre : Elle céda à celle-ci Gibraltar et l'île de Minorque ; et, en conséquence d'un traité conclu à Madrid avec la compagnie de l'Assiento des Nègres, lui accorda un privilège de trente ans, pour importer annuellement 4,800 nègres en Amérique, et de plus, la permission d'expédier tous les ans un navire de 500 tonneaux à Portobello.

Avec la Savoie : L'Espagne lui céda la Sicile.

Lettres de *Bolingbroke*.

L'empereur et l'empire n'ayant pas adhéré à ces traités, la guerre continua sur le Rhin au détriment de l'Autriche. Le maréchal de Villars s'empara de Landau et de Fribourg (1713). Enfin la paix fut signée à Rastadt au mois de mars 1714. L'Autriche consentit à ne prendre possession des provinces espagnoles des Pays-Bas qu'après avoir déterminé les frontières de la Hollande. Elle reçut en Italie, Naples, la Sardaigne, Milan et les *Stati degli présidi* ; souscrivit à la réintégration des électeurs de Bavière et de Cologne, et reconnut l'électorat de Hanovre.

Ainsi, la séparation des provinces espagnoles d'avec leur métropole, et leur réunion à l'Autriche, furent les seuls résultats matériels de cette longue querelle. Mais elle en eut d'autres fort importants ; le premier : de faire disparaître cette ancienne rivalité de la France et de l'Espagne qui



avait agité l'Europe ; le second : d'établir l'influence prépondérante de l'Angleterre sur les affaires de l'Europe.

Pendant la guerre, la politique avait uni le Portugal à l'Angleterre ; le traité conclu en 1703 par Methuen, assura à celle-ci de grands avantages, le Portugal s'engagea à recevoir les étoffes de laine anglaises, à condition que les vins de Portugal paieraient en Angleterre les deux tiers seulement des droits que paiaient les vins de France. Ce traité porta le plus grand préjudice à l'industrie manufacturière des Portugais.

Louis XIV ne survécut que deux ans au traité d'Utrecht, et le premier septembre 1715 il laissa la couronne à son arrière-petit-fils Louis XV, enfant de cinq ans. Philippe d'Orléans, son neveu, obtint la régence et fut investi de tout le pouvoir souverain, jusqu'en 1723.

*Mémoires de Saint-Simon.*

En Angleterre, la reine Anne étant morte sans enfans, le 12 août 1714, la couronne passa à la maison de Hanovre, dans la personne de George I<sup>er</sup>. Mais rien ne fut changé dans le pays que la dynastie.

La guerre avait coûté à la Hollande plus de 350 millions de florins, et ce fut le prix du traité de la Barrière, conclu à Anvers avec l'Autriche le 15 novembre 1715, et par lequel elle obtint le droit de mettre garnison exclusive dans les villes de Namur, Tournay, Menin, Yprès, Warneton et le fort Knocke, et d'occuper Ruremonde en commun avec les Autrichiens.

Pendant que toutes les négociations diplomatiques de ce temps avaient pour objet principal d'assurer le maintien du traité d'Utrecht, l'Espagne ne pouvait se consoler de la perte de ses possessions sur le continent ; le cardinal Alberoni, son premier ministre, résolut d'abord de reprendre tout ce qu'elle avait perdu en Italie, et comme l'Autriche se trouvait engagée (en 1716) dans une guerre contre les Turcs, pour la défense de la république de Venise, Alberoni en conçut l'espoir de réussir plus facilement.

Le prince Eugène remporta le 5 août 1716 la fameuse victoire de Peterwaradin, et battit le grand-vizir le 16 août



1717. En 1718 on conclut le traité de Passarowitz, par lequel l'Autriche conserva Belgrade, Témesswar, et les portions de la Servie et de la Valachie qui s'étendent jusqu'à la rivière d'Aluta, et Venise retint les places qu'elle avait prises dans la Dalmatie, en cédant à la Porte la Morée et l'île de Cérigo.

Cependant les armées espagnoles s'emparèrent de la Sardaigne au mois d'août 1717, prirent la Sicile en 1718, et se disposèrent à de nouvelles conquêtes. Mais l'Angleterre, décidée à maintenir le traité d'Utrecht, forma le 2 août 1718, avec la France, la Hollande et l'Autriche une nouvelle confédération, connue sous le nom de la quadruple alliance. Il y fut convenu que l'empereur devait renoncer à l'Espagne et aux Indes, comme le roi d'Espagne à l'Italie et aux Pays-Bas; que l'infant don Carlos, fils aîné de la seconde femme de Philippe, aurait les duchés de la Toscane, de Parme et de Plaisance, après la mort des souverains qui les gouvernaient; enfin que l'Autriche recevrait la Sicile en échange de la Sardaigne.

La Savoie ne se décida qu'avec peine à ce traité, Alberoni le rejeta, et la France et l'Angleterre déclarèrent la guerre à l'Espagne, le 9 janvier. Alberoni fut renvoyé, et l'Espagne accepta, le 5 décembre 1719, les conventions de la quadruple alliance.

Dans ce temps de la prépondérance de l'Angleterre, l'Europe eut le bonheur de voir arriver à la tête du ministère anglais, 1721, et y demeurer pendant vingt et un ans, sous le règne de deux rois, un homme sincère et véritablement ami de la paix. Robert Walpole sut mériter la confiance et l'estime universelles, et mit la bonne foi au premier rang des vertus politiques; tandis qu'Alberoni et le cardinal Dubois déshonoraient les hautes fonctions dont ils étaient revêtus en Espagne et en France. Le cardinal de Fleury succéda à Dubois en 1726; pendant son ministère de dix-sept ans, il entretenait soigneusement avec Walpole des relations d'amitié, et leur bonne intelligence aplanit un grand nombre de difficultés.

Mémoires de *Robert* et d'*Horace Walpole*.



Mais après la mort de Frédéric-Auguste, roi de Pologne, l'élection de son successeur suscita une guerre dans le nord de l'Europe, 1733. La Russie et l'Autriche se déclarèrent pour l'électeur de Saxe; la France mit en avant le roi déjà détrôné, Stanislas Leczinski, dont Louis XV avait épousé la fille en 1725, et de concert avec l'Espagne elle attaqua l'Italie. Les Français entrèrent dans le duché de Milan; les Espagnols s'emparent de Naples en 1733, et de la Sicile en 1734. L'Autriche, hors d'état de se défendre depuis la perte du prince Eugène, se hâta de conclure avec la France des préliminaires de paix, signés à Vienne le 3 octobre 1733. Il fut convenu que l'Autriche céderait à l'infant don Carlos, Naples, la Sicile, l'île d'Elbe, et les *Stati degli présidi*; que les duchés de Bar et de Lorraine appartiendraient au roi Stanislas, et à la France après la mort de celui-ci; que le duc de Lorraine aurait l'expectative du grand-duché de Toscane (il devint vacant le 9 juillet 1737 par la mort de Jean Gaston, dernier duc de la maison de Médicis); que l'empereur recevrait en compensation les duchés de Parme et de Plaisance; que la France garantirait solennellement la *pragmatique sanction*, par laquelle l'empereur Charles VI, qui n'avait que des filles, avait réglé sa succession. Ces diverses conventions ne furent converties en traité de paix définitif que le 31 décembre 1738.

Ainsi, les projets du cardinal Alberoni se trouvèrent à peu près accomplis.

## II. CHANGEMENS SURVENUS DANS LES DIVERS ÉTATS DE L'EUROPE OCCIDENTALE.

Cette époque ne fut remarquable par aucun de ces grands événemens qui influent sur la destinée des empires.

Cependant en France les billets de la banque, fondés à Paris en 1716 par l'Ecossais Law, et la compagnie du Mississipi, dont la fondation fut liée au nouveau système de finances, ne tardèrent pas d'amener un immense désastre, dont la France, durant tout le cours du siècle dernier, ressentit les déplorables effets. Plusieurs milliers de familles furent entièrement ruinées, et le gouvernement,



perdit tout son crédit en Europe. Dès ce moment, il lui fut impossible de créer aucun papier de confiance.

L'Angleterre, fortifiée depuis 1707 par la réunion de l'Ecosse, ressentait cependant le poids de ses dettes, et là, comme en France, on donna accès à la folle présomption qu'il était facile d'éteindre promptement la dette. La *compagnie de la mer du Sud*, n'eut pas plus de succès que celle du Mississippi; mais en Angleterre du moins, le gouvernement n'osant prendre aucune mesure arbitraire, parvint à maintenir son crédit, et le parlement créa un fonds d'amortissement, en réduisant les intérêts de 6 à 5 pour 100 en 1717, et de 5 à 4 pour 100 en 1727.

En Autriche, la force militaire se trouvait comme anéantie; et dans l'intérieur, on observait les mêmes principes de décadence, soit dans le système de finance, soit dans toutes les branches de l'administration publique.

La Prusse, en revanche, se distinguait dans les développemens du système des armées permanentes et donnait une puissante impulsion au perfectionnement de la tactique militaire.

La conduite des affaires publiques prit, dans les mains des ministres de cette époque et de leurs principaux agens, ce caractère d'intrigue qu'on a depuis appelé politique de cabinet. Jamais on ne vit en Europe autant de négociations. Un congrès, convoqué à Cambray en 1719, fut dissout en 1725 sans avoir rien résolu. Un congrès, convoqué à Soissons en 1728, fut encore rompu en 1729.

#### HISTOIRE DU SYSTÈME COLONIAL, DE 1700 A 1740.

Le calme de cette époque fut favorable à la prospérité intérieure des colonies, et de plus en plus les états s'accoutumèrent à les considérer comme la première source de la richesse et de la force publique.

Vers l'an 1732, les colons anglais introduisirent dans leurs possessions la culture du café, qui resta toutefois fort inférieure à celle du sucre; la culture du riz, importée en 1702 de Madagascar dans les deux Carolines, fut pour celles-ci une source de richesses. La Nouvelle-Ecosse n'était



encore qu'un vaste desert. Les possessions anglaises aux Indes orientales ne se composaient encore que de Bombay, Madras, le fort William dans le Bengale, et de Bencoulen à Sumatra.

Le 22 juillet 1702, les deux compagnies anglaises se réunirent en une seule qui s'appela : *Compagnie unie des négocians anglais, faisant le commerce dans les Indes orientales*. Chacune versa dans le fonds commun un million de livres sterlings. Insensiblement, et surtout depuis l'avènement de la maison de Hanovre, le gouvernement anglais renonça au système d'exclusion ; les privilèges de monopoles, autres que ceux de la compagnie des Indes, furent successivement abolis.

La France conserva, durant le cours de cette période, le rang que le génie de Colbert lui avait fait prendre parmi les puissances coloniales. Ce fut surtout aux Indes occidentales et dans les îles de la Martinique, de la Guadeloupe et de Saint-Domingue que le commerce français se développa avec succès. La prospérité de ces îles dépassa bientôt celle de tous les autres pays environnans.— Sur le continent, la France conservait le Canada et la Louisiane ; malheureusement les premières tentatives, faites pour garnir de quelques forts les frontières des colonies anglaises, ne tardèrent pas à faire naître les méfiances et les craintes qui amenèrent plus tard une longue guerre.

Dans les Indes orientales, Pondichéry était, à cette époque, la seule place vraiment importante que la France possédât ; mais dans les eaux de l'Afrique, l'île de France et l'île de Bourbon ayant été abandonnées par les Hollandais, elles furent occupées par la France en 1720, et leur propriété lui devint chaque jour plus précieuse, tant à cause de la fertilité de leur sol que par leur situation comme postes militaires.

Les Hollandais conservèrent leur supériorité aux Indes orientales, et nulle puissance européenne n'essayait encore de les troubler dans leurs possessions lointaines.

Durant la guerre de la succession, les colonies espagnoles, fait remarquable, étaient demeurées en paix ; mais vers la



fin de l'époque que nous parcourons, elles devinrent, pour la première fois, la cause immédiate d'une guerre entre deux grandes puissances de l'Europe. Les concessions que l'Espagne avait faites à l'Angleterre, par le traité de l'Asiento, firent naître un commerce de contrebande fort actif; l'Espagne prétendait avoir le droit de visiter les vaisseaux anglais en pleine mer, l'Angleterre ne voulait pas le souffrir, les deux puissances se mirent en état de défense, et la guerre éclata enfin en 1739, avant l'expiration du terme de trente ans qui avait été fixé par le traité; plus tard cette guerre se confondit avec celle qui eut lieu pour la succession d'Autriche.

Le Brésil acquérait chaque jour plus d'importance pour le Portugal, par la découverte de nombreuses mines d'or et par le commerce des diamans.

Le Danemarck conserva Tranquebar dans les Indes orientales, et y fonda des missions évangéliques en 1705.

---

## SECONDE ÉPOQUE.

DE 1700 A 1740.

---

### SECONDE PARTIE.

HISTOIRE DES ÉTATS DU NORD DE L'EUROPE.

*Lamberty.* Biographies de Pierre-le-Grand et de Charles XII.

Ici commence la plus grande époque de l'histoire des peuples du Nord. La Suède et la Russie exerçaient alors dans ces contrées une prépondérance marquée. Deux souverains, d'une valeur et d'une énergie peu communes, se trouvèrent en présence; mais le czar employait toute la force de son caractère au profit de la raison, et le roi de Suède semblait user la sienne pour l'unique plaisir de satisfaire une passion dominante.

1<sup>o</sup> Pierre-le-Grand monta sur le trône en 1689: la Russie était déjà, à cette époque, le plus grand empire de l'Europe, et s'étendait depuis Archangel jusqu'à la mer d'Azof.



Ses habitans étaient barbares, mais ils étaient unis et formaient bien un corps de nation. Après la suppression des Strélitz, Pierre-le-Grand eut à ses ordres une armée toute nouvelle et bien disciplinée.

2<sup>o</sup> En Suède, Charles XII parvint à la couronne en 1697, n'étant encore âgé que de quinze ans. Il trouva un royaume bien réglé, le premier et le plus puissant parmi ceux du Nord, un trésor bien pourvu, une flotte et une armée bien entretenus. Mais la Suède même ne comptait pas trois millions d'habitans, et sa grandeur politique était intimement attachée à la possession des provinces situées au-delà de la mer Baltique.

3<sup>o</sup> Depuis 1696 la Pologne était gouvernée par Auguste II, électeur de Saxe. Ce prince, en introduisant des mœurs nouvelles, ne cessa d'exciter les méfiances et altéra ce caractère énergique que les Polonais avaient hérité des Sarmates.

4<sup>o</sup> La Prusse fut érigée en royaume en 1701, sous le règne de Frédéric I<sup>er</sup>, électeur de Brandebourg, et dès ce moment cette maison ne cessa d'employer tous ses efforts pour élever le pays qu'elle gouvernait au niveau des autres puissances continentales.

5<sup>o</sup> Frédéric IV, devenu roi de Danemarck en 1700, gouverna ce pays jusqu'en 1730.

Telle était la situation des états du Nord, lorsqu'au commencement du dix-huitième siècle diverses causes y firent éclater cette terrible guerre de vingt ans.

Pierre-le-Grand avait formé le projet d'étendre les frontières de la Russie jusqu'à la mer Baltique, et il ne le pouvait qu'aux dépens de la Suède. D'un autre côté, le roi de Pologne voulut s'emparer de la Livonie, et Frédéric IV ranima la querelle de sa famille avec la branche cadette de Holstein-Gottorp.

Le 11 novembre 1699, alliance secrète des trois souverains contre la Suède. En 1700, invasion du Holstein et de la Livonie. Charles XII, attaqué ainsi injustement, commença sa carrière de victoires. Il débarqua au mois de juillet dans l'île de Zélande, et força le roi de Danemarck à



signer, le 18 août de la même année, la paix de Travendal, et à rétablir le duc de Holstein.

Charles XII marcha ensuite contre le czar qui assiégeait Narva et remporta une grande victoire le 30 novembre, et le 18 juillet 1701 il battit encore les Saxons qui avaient mis le siège devant Riga. Après l'évacuation de la Livonie, Charles XII eut à choisir entre le czar et le roi de Pologne. Cédant à un sentiment de haine personnelle, il marcha contre Auguste II, qui sollicitait la paix, et laissa au czar le temps de se remettre. Son entreprise de détrôner Auguste II et de faire nommer un autre roi, fut une résolution funeste pour lui et qui prépara la chute de la puissance suédoise. Il perdit cinq années à poursuivre de vains projets. Charles XII vainquit les Polonais à Klissow le 19 juillet 1702, et à Pultusk le 1<sup>er</sup> mai 1703, fit élire pour roi de Pologne Stanislas Leczinski, palatin de Posnanie, défit l'armée saxonne à Fraustadt, le 16 février 1706, entra en Saxe, et força le roi à signer le traité d'Altranstadt, le 24 septembre. Auguste renonça à la couronne de Pologne et à son alliance avec le czar.

Pendant ce temps, Pierre-le-Grand avait établi sa puissance sur la mer Baltique. En 1701 et 1702, il défit les corps d'armée suédois que Charles XII avait laissés dans la Livonie et dans l'Ingrie, s'empara de Schlüsselbourg le 11 octobre 1702, en 1703 il jeta les fondemens de la ville de Saint-Petersbourg; en 1704 il prit définitivement possession de la Livonie et occupa Narva.

Enfin Charles XII se détermina à attaquer son ennemi au centre de son empire; il partit de Saxe au mois de septembre 1707, et il marcha d'abord vers la capitale de la Russie, puis, cédant aux propositions qui lui furent faites de la part de l'hetman des cosaques Mazeppa, il changea de route, et se dirigea vers l'Ukraine; au mois de mai 1709 il mit le siège devant Pultawa; le czar se hâta de marcher sur lui.

Bataille de Pultawa (8 juillet 1709), qui décida du sort du nord de l'Europe. Nulle autre dans les temps modernes n'eut de plus graves conséquences; elle consolida d'une part



tous les travaux entrepris par Pierre-le-Grand, d'autre part elle renversa en un instant la puissance colossale de Charles XII. — Aussitôt le Danemarck rompit le traité de Travendal, la Saxe celui d'Altranstadt; Auguste reprit possession du trône de Pologne.

Cependant Charles s'était réfugié en Turquie, où il avait été reçu avec les plus grands honneurs, il s'établit à Bender au mois de septembre 1709, et y resta jusqu'au 10 février 1713, et réussit, à force de persévérance, à faire déclarer la guerre aux Russes par la Turquie en décembre 1710; alors il reprit courage; mais ses illusions ne tardèrent pas à être détruites. Au moment où le czar, enfermé avec toute son armée dans la Moldavie, semblait n'avoir plus aucune ressource, l'habileté d'une femme et l'avidité du grand-vizir le sauvèrent. Heureusement pour lui, Charles parti en toute hâte de Bender, arriva trop tard.

Catherine proposa au czar d'entamer une négociation qu'elle conduisit elle-même, et qui amena le traité du Pruth, du 24 juillet 1711; les principales conditions furent : qu'Azof serait restitué à la Turquie; Taganrok rasé, et que le roi de Suède aurait libre passage pour retourner dans ses états.

Pendant le séjour du roi à Bender, une convention avait été signée à La Haye le 31 mars 1710, pour déclarer neutres les provinces suédoises en Allemagne. Charles XII refusa de la ratifier, et ces provinces furent envahies par les Danois, les Saxons et les Prussiens. Le roi de Danemarck se hâta de tirer parti de ses conquêtes, il vendit à l'électeur de Hanovre les villes de Brême et de Verden, le 26 juin 1715. La ville de Stralsund, qui restait seule au roi de Suède de tout ce qu'il avait possédé hors de son royaume, et où il s'était rendu pour tenter un dernier effort, fut aussi obligée de se rendre, le 12 décembre 1715, et le roi de Suède rentra dans ses états entièrement dépouillé et dénué de toute ressource.

Dans une situation aussi désespérée, Charles eut encore le bonheur de trouver l'ami et le conseiller dont il avait besoin pour la conduite de ses affaires dans la personne du



baron de Goertz ; le roi l'écouta, le mit à la tête du gouvernement. En peu de temps Goertz trouva moyen de rétablir le crédit de la Suède ; il se menageait des relations dans toutes les cours de l'Europe, et conseilla au roi de laisser le czar jouir en paix de ses conquêtes, et de commencer par ceux de ses ennemis qui seraient le moins en état de lui résister.

Mais le 11 décembre 1718, Charles XII périt dans la tranchée de Frédérickshall ; deux mois après, les ennemis de Goertz le firent mourir sur l'échafaud, et la Suède obtint la paix en cédant au Hanovre Brême et Verden, à la Prusse Stettin et une portion de la Poméranie, et au Danemarck la franchise de péage dans le Sund. La paix avec la Russie fut encore bien plus chèrement achetée, et le traité conclu à Nystadt le 10 septembre 1721 acheva l'œuvre entreprise par le czar Pierre depuis plus de vingt ans. La Suède céda à la Russie la Livonie, l'Estonie, l'Ingrie, la Carélie, une partie du territoire de Wiborg, les îles d'Oesel, Dagoé et Moen, et toutes les autres depuis la frontière de Courlande jusqu'à Wiborg.

La Russie devint ainsi la première de toutes les puissances dans l'Europe orientale, et le czar put avec honneur poser sur sa tête la couronne impériale en 1721 dans la nouvelle résidence de Pétersbourg, création de son génie.

La Suède, pauvre et dépouillée, avait encore d'autres épreuves à subir. La sœur cadette de Charles XII, Ulrique-Eléonore, fut nommée reine le 21 février 1719. On publia une nouvelle constitution, la souveraineté absolue fut abolie et la diète associée au gouvernement ; alors l'aristocratie s'empara de toute l'autorité.

La Pologne présentait un spectacle encore plus triste que la Suède, et la paix n'y amena que de nouvelles calamités. C'est à cette époque que les dissidens se virent contraints, par les persécutions, à se constituer en parti politique. Les cruautés qu'ils essuyèrent à Thorn en 1724, furent sur le point d'amener une guerre entre la Pologne et la Russie. En 1733 ils furent solennellement exclus des diètes et de toutes les places élevées et des starosties.



Cependant la monarchie prussienne s'agrandissait, et prenait chaque jour plus de consistance, grâce à la persévérance du roi dans le système de la plus sévère économie. Les principaux revenus de l'état consistaient dans les produits de ses domaines; les baux emphytéotiques furent résiliés; le roi créa en 1713 les chambres des domaines; en 1723, il les soumit à la surveillance d'un directoire central, et posa ainsi les premiers principes du régime administratif en Prusse. Il avait toutefois les goûts et les habitudes militaires, et déjà, à l'époque dont il s'agit, les autres puissances continentales trouvèrent dans l'organisation militaire de la Prusse d'utiles leçons. — C'est aussi le moment où la situation géographique de la Prusse la força à prendre part aux affaires de l'Europe tant à l'orient qu'à l'occident.

Après la mort de Pierre-le-Grand, et sous le règne de Catherine I<sup>re</sup> (morte le 16 mai 1727) et de Pierre II, on s'occupa peu en Russie de la politique extérieure et des affaires de l'Europe; Menzikoff et Dolgorouki, qui gouvernèrent successivement l'empire, bornèrent tous leurs soins à satisfaire leur ambition et celle de leur famille. Au mois de février 1730, la nièce de Pierre-le-Grand, Anne, veuve du duc de Courlande, monta sur le trône. Durant son règne de dix années les efforts des grands de l'empire, pour diminuer la puissance absolue du souverain, précipitèrent leur chute, et firent passer le pouvoir dans les mains des étrangers. Munich et Ostermann, élèves de Pierre-le-Grand, et Biren, favori de l'impératrice et maître absolu du gouvernement, travaillèrent par des motifs divers à relever au-dehors la considération de la Russie.

Mémoires de *Manstein*.

Le duché de Courlande fut d'abord l'objet des intrigues du cabinet de Russie. Relevant de la Pologne, cette province devait lui être réunie à l'extinction de la maison ducale de Kettler; mais les états de Courlande, voulant prévenir cette réunion, avaient élu en 1726 le comte Maurice de Saxe pour successeur du duc Ferdinand; celui-ci étant mort en 1737, la Russie détermina l'élection de Biren qui,



après de grandes vicissitudes, fut enfin reconnu duc de Courlande en 1763.

Auguste II, roi de Pologne, étant mort en 1733, la nation nomma, pour la seconde fois, Stanislas Leczinski, beau-père de Louis XV, mais une armée russe décida en faveur d'Auguste III, fils d'Auguste II, et Stanislas, assiégé dans Dantzick par le comte de Munich en 1734, ne s'échappa qu'à l'aide d'un déguisement. Le règne d'Auguste III parut n'être que la continuation de celui de son père, en sorte que les germes d'anarchie et de dissolution se développèrent sans obstacle.

A cette époque la cour de Pétersbourg crut que le moment était venu d'effacer la honte du traité du Pruth, et l'on commença la guerre contre les Turcs. Les campagnes du maréchal Munich, depuis 1735 jusqu'en 1739, furent brillantes, mais peu fructueuses. En 1736 il prit Azof, en 1737 Ocsacow, et en 1739 il gagna la bataille de Stavut-schane, et s'empara de Choczim et de toute la Moldavie.

Mais l'Autriche, alliée de la Russie dans cette guerre, fut très malheureuse, et après quatre campagnes l'empereur Charles VI signa, le 18 septembre 1739, un traité honteux par lequel il céda à la Porte Belgrade, Orsowa, la Servie et la Valachie autrichienne. La Russie conclut sa paix peu de temps après en restituant toutes ses conquêtes.

---

---

## TROISIÈME ÉPOQUE.

DE 1740 A 1786.

---

### PREMIÈRE PARTIE.

HISTOIRE DES ÉTATS DU MIDI DE L'EUROPE.

Voici l'époque la plus intéressante de l'histoire moderne et aussi la plus difficile. La civilisation européenne tend chaque jour à détruire les caractères distinctifs des peuples. La connaissance réciproque de leurs langues établit entre eux une espèce de communauté dans les idées et les opi-



nions, et la différence des cultes religieux est devenue sans importance aux yeux des gouvernemens et des peuples.

En administration et en économie politique les préjugés disparaissent, et l'esprit du temps se signale surtout par un zèle extrême à fonder des théories; la méthode investigatrice devint le caractère de l'époque. Delà le grand crédit des écrivains, leur autorité dans le monde. Les classes éclairées de la société se rapprochent; la distance entre les bourgeois et la noblesse disparaît. Paris donne l'exemple de ce grand changement.

Dans plusieurs cours de l'Europe on vit des hommes d'état, des rois même devenir écrivains et passer leur vie dans la société des gens de lettres; insensiblement il s'opéra un changement plus important encore: les idées et les sentimens religieux s'affaiblissent chaque jour chez les grands et chez les peuples, et sous ces diverses influences l'Europe préluda à la révolution morale et politique qui s'accomplit en ce moment.

#### AFFAIRES GÉNÉRALES DE 1740 A 1786.

##### §. I. *Jusqu'à l'alliance de la France avec l'Autriche, de 1740 à 1756.*

Histoire du dix-huitième siècle, par Voss. — Adelung, histoire de l'Europe. — Les ouvrages du grand Frédéric.

Le commencement de l'époque dont nous nous occupons est signalée par l'extinction de la maison de Habsbourg. L'empereur Charles VI mourut le 20 octobre 1740. Il ne laissa qu'une fille, Marie-Thérèse (née en 1717), instituée héritière de tous les états autrichiens, par la Pragmatique Sanction, et qui avait épousé François-Etienne, d'abord duc de Lorraine, et en 1737 grand-duc de Toscane. Le frère de Charles VI, l'empereur Joseph I, n'avait laissé également que deux filles, l'aînée mariée à Auguste III, roi de Pologne et électeur de Saxe; la cadette, mariée à Charles-Albert, électeur de Bavière.

La même année Frédéric II avalt succédé à son père (31 mai 1740). Il monta sur le trône avec le désir d'élever la Prusse au rang des premières puissances continentales;



des réclamations qu'il avait à faire valoir sur une petite portion de la Silésie lui servirent de titre pour s'emparer de toute cette province. Au mois de décembre 1740 il l'occupa sans efforts, et gagna au mois d'avril 1741 la bataille de Molwitz.

Le succès de cette entreprise décida la cour de France à exécuter un projet bien autrement considérable, conçu par le maréchal de Belle-Isle et par son frère, celui de détruire la monarchie autrichienne. — Ne pouvant alléguer nul prétexte, puisqu'elle avait reconnu et garanti même la Pragmatique Sanction, la France se mit à chercher des alliés dont elle eût du moins à soutenir quelques prétentions, et elle les trouva sans peine.

L'électeur de Bavière se laissa persuader aisément que la monarchie autrichienne lui devait être dévolue en vertu d'un testament de l'empereur Ferdinand I<sup>er</sup>. L'Espagne éleva les mêmes prétentions en alleguant certaines transactions entre les deux branches de la maison d'Autriche. Bientôt après l'électeur de Saxe pensa qu'il avait les droits les plus certains par sa femme, fille aînée de Joseph I<sup>er</sup>. En peu de temps, l'Europe vit le singulier spectacle de trois puissances prétendant exclusivement à la possession de ce magnifique héritage, et s'alliant avec la France pour s'en emparer. — Traités des 18 mai et 1<sup>er</sup> novembre 1741.

La Prusse aussi entra dans la confédération, et pour la première fois elle devint l'alliée de la France.

Marie-Thérèse vit alors plus d'une moitié de l'Europe liguée contre elle, et nul espoir d'obtenir des secours de l'étranger; tout semblait annoncer la perte certaine de la fille de Charles VI.

Au mois de septembre 1741, l'armée française, commandée par le maréchal de Belle-Isle, fit sa jonction avec l'armée de Bavière, pénétra en Bohême, et s'empara de Prague, où, le 19 décembre, l'électeur de Bavière se fit proclamer roi de Bohême. Le 24 janvier 1742 il fut également proclamé empereur sous le nom de Charles VII.

Mais avant la fin de cette année, l'alliance commença à se dissoudre par la retraite du roi de Prusse; la victoire



qu'il remporta à Czaslau le 17 mai 1742 ayant ôté à l'Autriche tout espoir de reprendre la Silésie, Marie-Thérèse se résolut à la lui céder par le traité de Breslau, le 11 juin.

Alors l'Autriche se trouvant délivrée d'un de ses plus redoutables ennemis, la Bohême fut reprise, la Bavière envahie, l'empereur Charles VII contraint de fuir, et le gain de la bataille de Dettingue, 27 juin 1743, rejeta les Français au-delà du Rhin. Le cardinal de Fleury étant mort le 29 janvier 1743, la France se disposa à déclarer la guerre pour son propre compte à l'Angleterre et à l'Autriche, et le roi de Prusse qui craignait pour la Silésie, renouvela ses alliances avec la France et dans l'empire en 1744.

La guerre recommença, mais bientôt la mort de Charles VII, survenue le 20 janvier 1745, changea la face des affaires; son fils Maximilien renonça sans peine à la couronne impériale, à la condition qu'on lui restituerait la Bavière, et Marie-Thérèse parvint à faire proclamer empereur son époux François I<sup>er</sup> (13 septembre 1745). Trois victoires du roi de Prusse à Friedberg, à Sore et à Kesselsdorf arrachèrent de nouveau à l'Autriche un consentement à la cession de la Silésie, et la paix fut signée à Dresde le 25 décembre.

Mais la France poussa la guerre dans les Pays-Bas et en Italie; le 11 mai 1745 le maréchal de Saxe remporta la fameuse victoire de Fontenoy contre le duc de Cumberland; il s'empara de Bruxelles au mois de février 1746. Cependant les succès du prétendant Charles Edouard qui avait fait une descente en Ecosse, forcèrent le duc de Cumberland de retourner en Angleterre avec ses meilleures troupes; la bataille de Culloden, que ce jeune prince gagna le 29 avril suivant, renversa toutes les espérances du prince Edouard. Le maréchal de Saxe poursuivit ses conquêtes dans les Pays-Bas; le 11 octobre 1746 il gagna la bataille de Raucoux contre les alliés, et le 2 juillet 1747 celle de Laufeld contre le duc de Cumberland.

L'Italie fut aussi, durant cette guerre, le théâtre de plusieurs campagnes. En 1745 les armées de France et d'Espagne réunies s'emparèrent de la Lombardie, qu'elles



furent contraintes d'abandonner ; mais bientôt la France eut à craindre un nouvel et puissant adversaire ; l'Autriche réussit à engager la Russie dans la querelle (12 juin 1747) et l'on vit, pour la première fois, un corps de troupes russes sur les bords du Rhin.

Cette nouvelle combinaison amena la paix d'Aix-la-Chapelle, signée le 18 octobre 1748. Par ce traité, l'Autriche perdit définitivement la Silésie, garantie au roi de Prusse par toutes les puissances, les duchés de Parme et de Plaisance furent cédés à l'infant d'Espagne, don Philippe, et une petite partie du Milanais au roi de Sardaigne.

La plus importante de toutes les conséquences de cette guerre fut l'élévation de la Prusse au rang des premières puissances. Une si haute fortune devait exciter le mécontentement et la jalousie de ses voisins. La France éprouvait un profond sentiment d'amertume en reconnaissant que le roi de Prusse était devenu l'arbitre de l'Europe ; tandis que la perte de la Silésie était pour l'Autriche un véritable sujet d'humiliation, dont elle se croyait engagée d'honneur à tirer vengeance. Aussi l'état de paix fut-il précaire, et l'Europe demeura sous les armes. Cependant on reconnut en Autriche qu'il était impossible d'entreprendre le renversement de la Prusse, sans s'être assuré du concours de puissans alliés, et que c'était la France qu'il importait surtout de s'attacher.

Il y avait alors à la cour de Vienne un homme qui s'empara de ce projet avec ardeur, c'était le prince de Kaunitz. Il gouvernait la monarchie. Affectant la mollesse et l'oïveté, cachant sous l'indolence un esprit vaste et capable des plus grands projets, il connaissait mieux que personne tous les ressorts de la politique, et il avait pour principe de tenter toujours tout ce qui était humainement possible.

L'état de la cour de France où les femmes disposaient de tout, le décida à tenter une telle entreprise ; Kaunitz se fit d'abord nommer ambassadeur extraordinaire à Paris ; il s'y rendit au mois de décembre 1750 pour mesurer son terrain ; puis, retournant à Vienne il chargea Stahrenberg de suivre les négociations. Il fit donc proposer à la cour



de France de concourir au renversement du roi de Prusse, et de partager ensuite entre les deux monarchies la domination de l'Europe.

Le premier traité d'*alliance défensive* entre la France et l'Autriche fut conclu le 1<sup>er</sup> mai 1756 par les soins de l'abbé de Bernis. La grande faute de la France en cette occasion ne fut pas tant de souscrire à un traité dans lequel on ne lui laissait que les charges, que de consentir à donner un démenti public au rôle politique qu'elle avait adopté depuis plus de deux siècles.

§. II. *Depuis l'alliance de l'Autriche et de la France jusqu'aux traités de Paris et de Hubertsbourg. 1756 — 1763.*

Un tel événement aurait suffi pour exciter une guerre générale; une querelle entre la France et l'Angleterre pour leurs possessions d'outre-mer la fit éclater.

1<sup>o</sup> Quoique les limites de la Nouvelle-Ecosse eussent été convenues dans le traité d'Utrecht, l'Angleterre prétendit plus tard à la possession du Nouveau-Brunswick; 2<sup>o</sup> elle ne voulait pas se dessaisir de plusieurs forts qui avaient été construits sur l'Ohio pour réunir la Louisiane et le Canada; 3<sup>o</sup> elle contestait à la France l'occupation de quelques îles situées dans l'Archipel des Antilles; 4<sup>o</sup> il y avait une rivalité de commerce entre les deux nations sur la côte de Coromandel. L'Angleterre déclara la guerre à la France le 15 mai 1756. Attaque de la France contre l'île de Minorque et prise de Port-Mahon le 29 juillet suivant, par le maréchal de Richelieu.

Au moment où cette guerre maritime éclata, les négociations pour l'anéantissement de la Prusse étaient à peu près terminées, l'Autriche ayant rompu ses engagements avec l'Angleterre, celle-ci devint l'alliée naturelle de la Prusse. Le premier traité fut signé à Whitehall le 15 janvier 1756; le 11 janvier 1757, l'Angleterre promit un million de subsides à la Prusse. Cette alliance présenta ce caractère très singulier que ces deux puissances étroitement unies n'agissaient cependant point de concert. Guillaume Pitt et le roi de Prusse suivaient chacun leur marche,



d'après leurs convenances et leurs opinions. Le ministère de Guillaume Pitt, nommé depuis lord Chatham, dura du 20 octobre 1756 au 5 octobre 1761. Ce grand homme contribua puissamment à élever la fortune de l'Angleterre.

La guerre continentale commença au mois d'août 1756 par l'invasion du roi de Prusse dans la Saxe. Dans cette guerre, appelée la guerre de sept ans, le roi entra le premier en campagne, mais il ne fut pas l'agresseur et il trouva à Dresde les preuves certaines des projets de ses ennemis. — Un traité de partage des états prussiens, signé le 18 mai 1745, et confirmé après la paix de Dresde, avait servi de base aux négociations secrètes entre les cours de Vienne, de Saxe et de Russie, et il paraît que le plan général d'attaque avait été préparé à Pétersbourg vers la fin de 1755.

Blocus de l'armée saxonne dans Pirna au mois de septembre. Victoire du roi de Prusse contre les Autrichiens à Lowositz le 1<sup>er</sup> octobre suivant, et capitulation des Saxons le 15 du même mois. — L'empire déclara la guerre à la Prusse le 17 janvier 1757, et, le 21 mai suivant la Suède s'engagea dans la querelle sous la promesse qu'on lui restituerait la Poméranie.

L'histoire des campagnes de Frédéric pendant le cours de la guerre de sept ans est l'une des plus intéressantes et des plus instructives pour l'homme de lettres et le tacticien. Un grand spectacle fixa l'attention de l'Europe, celui d'un souverain luttant presque seul contre toutes les autres puissances, supportant les revers avec fermeté et ne négligeant aucune occasion de s'emparer de la victoire.

En 1757, Frédéric entre en Bohême et gagna la bataille de Prague contre Charles de Lorraine, le 6 mai. Siège de Prague. Après la défaite de Collin (18 juin), il se retire de Bohême, attaque les armées française et impériale, et les bat à la fameuse journée de Rosbach le 5 novembre; puis il reprend la Silésie en remportant la victoire de Leuthen le 5 décembre. — Le 30 août de la même année, les Russes, sous les ordres du général Apraxin, battent un corps d'armée prussien, près du Grand-Jägerndorf, mais il ne surent pas profiter de leur succès. En 1758, bataille de Zorndorf



le 25 août. L'armée du roi de Prusse est défaite à Hochkirchen le 14 octobre. En 1759, les armées russe et autrichienne, conduites par le général Laudon, attaquent et battent les Prussiens à Kunersdorf le 12 août. En 1760, siège de Dresde au mois de juillet. Combat de Liegnitz au mois d'août; les Prussiens reprennent la Silésie. Combat de Torgau. Le 3 novembre le roi de Prusse occupe la Saxe. En 1761, guerre défensive contre les armées alliées, etc.

Cependant une seconde guerre se poursuivait simultanément dans l'Allemagne occidentale. Dès l'année 1757, la France s'était déterminée à attaquer l'Angleterre dans le Hanovre; le 26 juillet 1757, le comte d'Estrée remporta la victoire de Hastenbeck contre le duc de Cumberland. — Convention de Kloster-Seven, conclue le 8 septembre suivant par le duc de Richelieu, et rompue le 26 du même mois. — Le duc Ferdinand de Brunswick nommé alors au commandement des troupes de Hanovre, Hesse et Brunswick, alliés zélés de la Prusse, tint la campagne tout l'hiver et chassa les Français du Hanovre; en 1758 il passa le Rhin, gagna la bataille de Créfeld le 23 juin, et fit sa jonction avec l'armée anglaise. Le 1<sup>er</sup> août 1759, il remporta la victoire de Minden contre le maréchal de Contades. En 1760 et 1761, il maintint constamment sa supériorité.

Cependant la guerre s'étendit dans les deux Indes. Le 13 septembre 1759 le général anglais Wolf gagna contre les Français la grande bataille de Quebec, dont le résultat est la conquête immédiate du Canada; les Anglais s'emparèrent encore de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Grenade, Sainte-Lucie et Saint-Vincent; aux Indes orientales de Pondichéry 1761; sur les côtes d'Afrique du Sénégal, et de Gorée en 1758.

Le roi d'Angleterre, George II, mourut le 25 octobre 1760; mais sa mort n'apporta aucun changement à la marche de la guerre. Il n'en fut pas de même de celle de l'impératrice Elisabeth, survenue le 5 janvier 1762; elle avait été l'ennemie la plus déclarée et la plus violente du roi de Prusse; son neveu et son successeur Pierre III devint au contraire son plus zélé admirateur, et l'Europe vit pour



la première fois, le spectacle singulier d'une armée quittant les rangs de ses alliés pour passer chez ceux contre lesquels elle avait d'abord combattu.

Pierre III ne vécut pas long-temps; Catherine, qui lui succéda, conserva la neutralité. Les victoires des Prussiens durant toute cette campagne, du roi à Burkersdorf, le 21 juillet 1762, et du prince Henri à Freyberg, le 29 octobre suivant, amenèrent enfin le résultat désiré depuis long-temps. L'Angleterre, de son côté, avait atteint son but; la puissance maritime de la France était détruite, presque toutes ses colonies conquises, et les Anglais voyaient avec inquiétude l'augmentation rapide de leur dette publique; aussi dès que Pitt fut sorti du ministère, les premières propositions de la France furent accueillies avec empressement. Le 3 novembre 1762, on signa à Fontainebleau les préliminaires de la paix entre l'Angleterre d'une part, et d'autre part la France et l'Espagne, qui depuis quelques mois s'était, ainsi que le Portugal, engagée dans la guerre, et la paix définitive à Paris le 10 février 1763.— La France céda le Canada, la Grenade et le Sénégal à l'Angleterre, lui rendit l'île de Minorque, et abandonna la Louisiane à l'Espagne en dédommagement des Florides qu'elle cédait à l'Angleterre. Le Mississipi fut déterminé pour limite entre les colonies anglaises et la Louisiane.

Cinq jours après le traité de Paris, le 15 février 1763, la paix fut aussi signée à Hubertsbourg entre la Prusse, l'Autriche et la Saxe. Frédéric eut la gloire de la conclure sans rien abandonner de ses précédentes conquêtes.

Le changement de la politique de l'Espagne, devenue puissance belligérante en 1762, datait de l'année 1759, époque de la mort de Ferdinand VI, sous le règne duquel elle avait maintenu sa neutralité. Charles III son frère, mais fils de la reine Elisabeth, ayant quitté le trône de Naples pour venir occuper celui d'Espagne, la France dès ce moment acquit une autorité sans bornes à la cour de Madrid; elle s'en servit pour entreprendre de former une confédération générale de toutes les branches de la maison de Bourbon. C'est l'alliance connue sous le nom de *pacte*



*de famille*, et qui fut signé le 15 août 1761; mais l'expérience montra bientôt l'inefficacité de cette alliance.

§. III. *Depuis les traités de Paris et de Hubertsbourg jusqu'à la mort du roi de Prusse. 1763—1786.*

Les guerres qui venaient de finir avaient développé une activité qui ne pouvait s'éteindre. Les armées permanentes se trouvèrent augmentées; de là la maxime que l'augmentation des revenus de l'état devait être le but le plus important de l'économie politique; de là ensuite cette autre maxime que la bonté d'une grande administration consistait dans cette régularité d'action qui caractérise dans l'ordre industriel le jeu d'une machine bien construite; idée qui favorisa le développement de la théorie suivant laquelle le bonheur et la prospérité des états se fondent surtout sur les formes de leur gouvernement intérieur.

De là naquit encore pour tous les états ce besoin d'agrandissement, et la prétention commune à tous de se donner des limites plus régulières, et l'opinion que l'étendue du territoire et la population étaient les premiers élémens du bonheur et de la prospérité publique; tout fut soumis au calcul de la statistique.

L'esprit de raisonnement s'était emparé de tous les sujets, et chaque jour il produisit de nouvelles théories. D'abord elles ne furent considérées que comme un jeu innocent de l'esprit; mais comme en dernière analyse toutes les institutions humaines reposent toujours sur un certain nombre d'idées predominantes, le changement de celles-ci amène nécessairement une révolution dans l'état de la société.

Les principes constitutifs des gouvernemens et de la législation furent les premiers objets de ces recherches; Montesquieu s'y livra avec succès; il apprit à penser, mais du moins sans égarer l'opinion publique. Il n'en fut pas de même de Rousseau, le plus habile et le plus éloquent des sophistes, qui entreprit de fonder le gouvernement sur un principe qui ne se retrouve dans aucune société organisée, qui ne peut servir de base à aucune constitution



future; car, en pratique, les idées de souveraineté du peuple et de gouvernement impliquent contradiction, puisqu'il est évident qu'un état ne commence que lorsque la souveraineté du peuple a cessé d'être.

Esprit des lois, par *Montesquieu*. Le contrat social, par *J.-J. Rousseau*.

L'étude de l'économie politique acquit une grande faveur; les économistes propagèrent d'utiles et d'importantes vérités, ils ne négligèrent rien pour mettre en honneur l'agriculture, ils recommandèrent une sage liberté dans l'exercice de l'industrie et du commerce, leurs écrits formèrent d'autres penseurs; le plus distingué de tous, Adam Smith lui-même, y puisa de bonnes notions; mais leur système, fondé sur des sophismes, ne peut être d'aucune utilité dans la pratique; Quesnay leur chef forma une secte de théoriciens, mais non une école de gens propres aux affaires.

Cette activité des esprits et des travaux se développa dans Paris, ville qui était considérée alors en Europe comme le centre des lumières et du bon goût; son caractère particulier fut d'introduire dans les classes supérieures de la société européenne les hommes qui prenaient la plus vive part à cette activité, et de leur fournir tous les moyens d'y exercer la domination.

Aussi l'opinion publique, dirigée par les gens de lettres, acquit à cette époque une importance qu'elle n'avait point encore obtenue, et les institutions contre lesquelles elle se déclara ne conservèrent plus qu'une existence précaire. La société des jésuites en fournit le premier exemple. Diverses causes préparaient depuis long-temps sa chute; la longue querelle que les jésuites eurent à soutenir contre les jansénistes, les lettres provinciales, publiées en 1652, leur enseignement devenu insuffisant pour les besoins du temps; leur morale relâchée, l'entreprise de quelques-uns d'excuser ou même de justifier le régicide. Leur expulsion fut prononcée en Portugal sous le ministère du marquis de Pombal, le 3 septembre 1759; la France, l'Espagne, Naples, Parme, ne tardèrent pas de suivre cet exemple; en huit années la société des jésuites fut entièrement expulsée de ces divers



pays. Enfin le pape Clément XIV se vit contraint de céder aux instances des princes de la maison de Bourbon, et la bulle *Dominus et Redemptor noster*, publiée le 16 août 1773, prononça la dissolution de la société des jésuites.

Cet événement fut considéré comme un triomphe de l'esprit philosophique. Mais la destruction des jésuites, poursuivie avec acharnement et violence, laissa tout à coup un grand vide dans l'enseignement de la jeunesse, et l'on peut douter si la commotion qui résulta de leur chute ne fut pas plus nuisible à l'Europe que n'eût pu l'être la prolongation de leur existence, renfermée dans de justes limites.

Bientôt le système d'agrandissement et de régularisation des frontières se produisit au grand jour. La configuration irrégulière de la monarchie prussienne fournit le premier prétexte à ce système, et la Pologne en fut la première victime.

On en vit bientôt une nouvelle application, lorsque Joseph II eut été associé par sa mère au gouvernement. Véritable enfant du siècle, l'empereur Joseph II en fut aussi l'un des plus fidèles représentans. Dévoré du désir de savoir, doué d'une activité infatigable, enclin à toutes les innovations, il se montra sans respect pour les droits les plus légitimement établis.

Déjà l'Autriche s'était fait donner par la Russie la province de Bukowine conquise sur les Turcs; elle méditait de semblables entreprises sur l'Italie; mais la Bavière surtout était bien propre à exciter ses desirs. La branche électorale de Bavière s'éteignit dans la personne de Maximilien-Joseph, mort le 30 décembre 1777. L'électeur palatin, Charles-Théodore, se trouvait son héritier naturel, en sa qualité de chef de la branche aînée de Wittelsbach. L'Autriche conclut avec ce prince un traité de partage qui fut signé à Vienne le 3 janvier 1778; et immédiatement après, elle fit occuper la Basse-Bavière par ses troupes.

Le partage de l'électorat de Bavière entraînait le renversement du système politique que Frédéric avait élevé à grands frais. Il fut donc forcé de prendre les armes pour défendre la Bavière, son propre pays, et l'édifice qu'il avait





construit. Le duc de Deux-Ponts, en sa qualité de premier agnat, héritier immédiat de l'électeur palatin, protesta contre le traité de Vienne; Frédéric le soutint et entra en Bohême avec son armée. Mais bientôt Marie-Thérèse fit des ouvertures pour la paix, et elle fut signée à Teschen le 13 mai 1779. L'Autriche conserva la portion de la Basse-Bavière située entre l'Inn, le Danube et la Salze.

La mort de Marie-Thérèse, survenue le 29 novembre 1780, plaça sur le trône Joseph II, qui au-dedans opéra aussitôt de grands changemens dans l'administration du pays, surtout dans les affaires de l'église, malgré les représentations du pape Pie VI qui fit un voyage à Vienne au mois de mars 1782; au-dehors il se montra peu soucieux d'observer les traités les mieux garantis; en 1781 il suspendit l'exécution du traité de la Barrière; plus tard, il demanda l'ouverture de l'Escaut et la cession de Maëstricht et de douze autres places. On négocia long-temps; enfin l'empereur renonça à ses prétentions en 1785, puis croyant que le moment était venu de poursuivre une seconde fois l'accomplissement de ses projets sur la Bavière, il fit proposer à l'électeur de lui assigner la plus grande partie des Pays-Bas autrichiens, en échange de la Bavière et du haut Palatinat.

Alors, près de descendre au tombeau, le grand Frédéric eut une nouvelle occasion de craindre le renversement de son système; ne pouvant plus prendre les armes pour le défendre, il recueillit du moins toutes les forces de son esprit, et cette dernière négociation répandit un nouvel éclat sur la fin de sa brillante carrière; jamais on ne l'avait vu déployer tant de talent et d'énergie pour plaider la cause de l'Allemagne; et, pour montrer combien le maintien de cette grande confédération était lié à tous les intérêts de l'Europe, il réussit, d'accord avec son successeur, à renouer cette ligue des princes allemands, unis par des liens et des besoins communs; ce fut son dernier ouvrage; rassuré sur le sort du royaume qu'il avait en quelque sorte créé, il mourut le 17 août 1786.



COUP D'ŒIL SUR LES CHANGEMENS OPÉRÉS DANS LES ÉTATS DE  
L'EUROPE OCCIDENTALE.

## ESPAGNE ET PORTUGAL.

Après la mort de Jean V, son fils Joseph-Emmanuel monta sur le trône (1750), et remit la conduite des affaires au comte d'Oeyras Carvalho, marquis de Pombal. Nul ministre peut-être n'a entrepris une réforme aussi complète et ne l'a conduite avec autant de vigueur. Industrie, commerce, état militaire, éducation publique, toutes les institutions en général furent soumises à l'humeur innovatrice du premier ministre; tout ce qui se rencontra sur son chemin, jésuites et noblesse, fut brisé sans ménagement. Après sa mort tous ses travaux, durant vingt-sept ans, furent détruits, et maintenant on ne trouve plus aucune trace de ces nombreuses réformes introduites par la violence et renversées plus tard par les mêmes moyens.

En Espagne le règne de Charles III fut signalé par le ministère de plusieurs hommes éclairés, Aranda, Campomanès, Florida Blanca; mais la nation demeura fidèle à son caractère indolent et à ses vieilles habitudes.

## FRANCE.

Un concours singulier de circonstances hâta les progrès de la désorganisation intérieure de ce royaume. — La fermentation qu'avaient créée le jansénisme et la bulle *Unigenitus*, continuait et amena une scission dans l'église catholique de France; nouvelle cause d'agitation dans l'état.

Cette agitation fut aussi excitée par les parlemens. Depuis que l'on avait cessé de convoquer les états-généraux, la nation les considérait comme les seuls protecteurs de la liberté publique; leur résistance poussait sans cesse le gouvernement à prendre contre eux des mesures violentes, et lorsque enfin ils succombèrent, vaincus après une longue lutte, leur défaite fut considérée comme un acte de despotisme.

L'alliance de la France avec l'Autriche, resserrée encore par le mariage du dauphin avec l'archiduchesse Marie-Antoinette (16 mai 1770), contribua aussi à répandre



le mécontentement, en blessant l'orgueil national, qui repoussait une association contraire aux véritables intérêts du pays.

Enfin les finances étaient dans un désordre absolu, et le mal si profond, qu'il ne pouvait être guéri que par l'abolition des privilèges; mais là, aussi, se trouvait une révolution.

#### ANGLETERRE.

Tandis que l'état acquérait au-dehors plus de force et de puissance, à l'intérieur le pouvoir de la couronne par une conséquence naturelle s'accroissait dans la même proportion. L'administration de Robert Walpole fut remarquable en ce qu'elle montra pour la première fois un ministre conservant pendant vingt ans la direction des affaires publiques, à l'aide d'une majorité constante dans le parlement. On l'accuse d'y avoir introduit la corruption.

Cependant l'accroissement de l'influence de la couronne conduisait insensiblement à l'idée d'une réforme, laquelle paraissait devoir consister dans l'organisation plus régulière de la représentation nationale. Les deux Pitt avaient d'abord cru pouvoir l'essayer, et y renoncèrent lorsqu'ils furent parvenus au gouvernement. Ainsi, dans les temps tranquilles, la crainte des agitations fit ajourner cette grande entreprise, et plus tard on se vit obligé aussi de tout sacrifier au besoin du repos.

Chaque jour le système des emprunts prenait une plus grande extension; la dette publique qui en 1739 était de 54 millions sterling, montait après la guerre d'Amérique à 257 millions. Plus d'une fois on avait eu lieu de craindre pour le crédit du gouvernement; une nouvelle invention due au génie du second Pitt rassura les esprits, ce fut d'établir pour chaque nouvel emprunt un fonds spécial d'amortissement qui fut fixé à un pour cent.

En même temps on voyait l'état acquérir de plus en plus une force et une consistance réelles, et les progrès de la richesse publique paraissaient d'autant mieux garantis, que chaque jour ils tendaient à s'établir sur le perfectionnement de l'agriculture, de l'industrie et du commerce in-



térieur ; à la suite de la guerre de sept ans , on ouvrit dans le pays une grande quantité de canaux merveilleusement favorables à l'emploi le plus actif de toutes les ressources industrielles.

#### PROVINCES-UNIES.

La république avait éprouvé un changement considérable par le rétablissement du stathoudérat héréditaire. Comme les armées françaises menaçaient sans cesse le Brabant , une révolution populaire fit rétablir au mois d'avril 1747 , le stathoudérat en faveur de Guillaume IV , déjà stathouder des provinces de Frise , de Groningue et de Gueldre , issu d'une branche cadette de la maison d'Orange.

Par là un parti remporta la victoire , l'autre fut opprimé , mais non anéanti. L'état jouissait d'une prospérité apparente , mais il était travaillé de maux intérieurs. Après la mort de Guillaume IV , en 1751 , son fils Guillaume V , ayant épousé une princesse prussienne , engagea son pays dans de nouvelles relations.

#### EMPIRE D'ALLEMAGNE.

La Prusse , en se constituant l'adversaire de l'Autriche , avait détruit par le fait l'unité de l'empire germanique , et les efforts que l'on parut faire pour la rétablir ne furent jamais qu'illusoire. Cependant , après la paix de 1763 , il jouit d'un calme et d'une prospérité qu'il n'avait pas connus depuis long-temps , et qu'il dut d'abord à l'alliance de l'Autriche avec la France , et ensuite à ce que l'intérêt de Frédéric fut toujours de maintenir la constitution de l'empire. Pendant les trente années qui suivirent la paix de 1763 , la civilisation allemande fit les progrès les plus rapides ; les lettres et surtout les sciences furent cultivées avec succès dans toutes les classes de la société. Mais tandis que les progrès de la langue et de la littérature tendaient à faire du corps germanique une nation plus unie et plus homogène , les liens politiques , seuls capables de compléter cette œuvre , se relâchaient chaque jour ; partout on sentait le besoin des réformes et des améliorations dans les institutions politiques.



## PRUSSE.

La monarchie prussienne avait presque doublé en étendue et en population ; mais l'organisation intérieure était demeurée telle à peu près que l'avait faite le premier Frédéric. La constitution de la Prusse était une pure autocratie ; toutefois le pouvoir absolu y était soumis lui-même à des conditions restrictives, et l'administration, dirigée dans la plupart des provinces par des collèges, se trouvait ainsi à l'abri des désordres de l'arbitraire.

Le grand Frédéric se montra fidèle aux leçons de son père, en continuant de prélever tous les ans une certaine somme sur les revenus de l'état, pour en faire un fonds de réserve ; cette méthode fut un obstacle à la fondation de grands établissemens. Mais la législation, l'administration de la justice, l'agriculture reçurent d'importantes améliorations. La liberté de la parole et de la presse y fut aussi entière qu'on pouvait le désirer, et la Prusse a été la première à donner cet exemple aux états du continent.

Le roi était le point central où venait aboutir toute l'administration publique. Constamment maître de lui-même, on ne le vit jamais manquer à aucun de ses devoirs, et les affaires de l'état se trouvaient souvent expédiées lorsque le jour était à peine commencé. On ne saurait contempler sans un sentiment profond d'admiration, la vie de ce grand homme, qui, pendant près d'un demi-siècle, dominant les affaires de l'Europe, se montra si constamment scrupuleux dans l'accomplissement de ses hautes fonctions.

Au reste, Frédéric ne sympathisa jamais complètement avec son peuple. Dévoué à ses intérêts comme souverain, il s'en tint éloigné dans les habitudes de la vie privée, et passa son temps au milieu d'un petit cercle d'hommes étrangers au pays ; cette séparation absolue fut un malheur pour le roi et pour la nation.

Pensant que la force d'un état résidait tout entière dans son armée et dans son trésor, Frédéric chercha à réaliser l'idéal d'une armée permanente, en s'occupant de donner à son organisation toute la perfection d'une machine. Le même principe, appliqué à l'administration civile, eut des



conséquences encore plus fâcheuses ; les ministres n'étaient que des premiers commis, et il était impossible aux hommes les plus studieux, de se former à la pratique des affaires.

Ainsi, le sort de l'état dépendait presque exclusivement de la personne du souverain. Frédéric, se suffisant à lui-même, ne voulut jamais organiser de conseil d'état, et se priva par là de l'un des moyens les plus efficaces dans une monarchie héréditaire et absolue, de conserver et de transmettre à ses successeurs l'esprit et la pratique d'un système de gouvernement.

De la Monarchie prussienne, par *Mirabeau*.

#### AUTRICHE.

L'avénement de la maison de Lorraine n'apporta pas des changemens essentiels dans les principes constitutifs de la monarchie. La Hongrie continua d'être traitée comme une province conquise, et le mauvais état des finances fut encore aggravé en Autriche par l'abus fréquent du papier-monnaie.

#### TURQUIE.

La Porte, réduite à la défensive, avait perdu son importance politique dans les affaires de l'Occident.

Mémoires de *Tott*.

#### HISTOIRE DU SYSTÈME COLONIAL, DE 1740 A 1786.

L'exploitation de toutes les colonies semblait parvenue à son plus grand développement, et l'Angleterre était redevable à sa puissance maritime de l'immense avantage d'occuper aussi le premier rang parmi les états européens, exploitant des colonies.

Les possessions anglaises dans l'Amérique septentrionale s'étendaient depuis le Mississipi jusqu'au fleuve Saint-Laurent, et dans l'intérieur jusqu'aux monts Alleghanis ; le traité de 1763 y avait encore ajouté le Canada et les Florides.

Mais il est de la nature des colonies agricoles de tendre à l'indépendance. De plus, les constitutions de la plupart des provinces américaines contenaient en elles des principes



de démocratie. Cependant ce ne fut pas pour se défendre d'une oppression dangereuse que l'Amérique engagea la querelle; on commença par examiner de quel droit le parlement anglais prélevait des impôts sur le pays, puisque le peuple américain n'avait aucune part à la représentation nationale?

Ces discussions commencèrent à l'occasion de l'acte du timbre, publié 1765, et déjà rapporté 1766. Dès ce moment une opposition régulière fut organisée sous la direction des hommes les plus distingués, entre autres l'illustre Franklin; cependant on connaissait si peu en Angleterre l'état de ce pays, qu'en 1767 on crut pouvoir substituer au système des impôts existans, le régime des contributions indirectes sur le thé, le papier, les verres. La résistance ne tarda pas à se renouveler et principalement dans l'état de Massachussets, où la ville de Boston devint le foyer de l'opposition. On convint unanimement de ne plus se servir de marchandises anglaises.

Tous les impôts indirects furent supprimés, excepté celui sur le thé, 1770, mais en rappelant formellement les droits du parlement sur les colonies, et ces demi-concessions ne servirent qu'à exciter de plus en plus la méfiance des Américains. Bientôt on refusa d'acheter le thé au prix où le portaient les impôts, et le 26 décembre 1773 un navire qui en était chargé, et qui venait de débarquer à Boston, fut pillé par le peuple et coulé à fond.

Histoire par *Ramsay*; *Fréd. Gentz*.

L'insurrection de Boston détermina l'emploi de moyens rigoureux. Le port de cette ville fut fermé, et les lettres de franchise dont jouissait l'état de Massachussets lui furent retirées. Cette dernière disposition provoqua le soulèvement général des provinces, et la convocation d'un congrès général qui fut ouvert à Philadelphie le 5 septembre 1774. On y arrêta la suspension de tout commerce avec l'Angleterre.

Ainsi la métropole se trouva forcée d'abandonner ses prétentions, ou d'entreprendre la guerre. Plusieurs hommes marquans élevèrent la voix pour demander des me-



sures conciliatrices ; l'éloquence de lord Chatham et de Burke échoua contre l'obstination des ministres, et les habitans des provinces américaines furent déclarés rebelles. Commencement des hostilités par le combat de Lexington, 19 avril 1775. Les Américains commencèrent par faire une tentative hardie sur le Canada ; elle fut repoussée par Carleton, et le siège de Quebec levé en mai 1776. En revanche, le 17 mars précédent, Howe s'était vu forcé d'évacuer Boston, et la ville de New-York devint peu après le principal théâtre des hostilités.

Cependant, les journalistes et les hommes d'état s'occupaient à répandre dans la nation le projet de la séparation totale d'avec la métropole ; et la guerre augmentant l'animosité générale, l'indépendance des treize Etats-Unis fut déclarée solennellement le 4 juillet 1776. Afin de donner du poids en Europe à une telle résolution, il fallait un grand succès. — Les Anglais, sous la conduite du générale Burgoyne, ayant traversé le Canada et essayé d'attaquer les troupes américaines sur leurs derrières, le général Gates marche à leur rencontre, et les force de capituler à Saratoga le 16 octobre 1777.

Peu de temps après, et par suite des négociations que Franklin avait entreprises, la France reconnut le 6 février 1778 l'indépendance de l'Amérique, et la guerre fut déclarée entre elle et l'Angleterre le 24 mars suivant. Bientôt l'Espagne et la Hollande y prirent part ; de tous côtés on saisit cette occasion de porter un échec à la puissance navale des Anglais. — Combat d'Ouessant, 27 juillet. Au mois de septembre, l'amiral d'Estaing commence la guerre maritime sur les côtes de l'Amérique. Les hostilités éclatent dans les Indes orientales entre l'amiral Suffren et l'amiral Hughes. Les Espagnols s'emparent de Minorque le 5 février 1782, mais échouent devant Gibraltar, défendu avec vigueur par Elliot. Combat naval de Doggersbank, 5 août 1781. Les Hollandais perdent Négapatam, Trincomale et Saint-Eustache.

Ainsi l'Angleterre balançait toutes les forces maritimes de l'Europe occidentale, et lorsque l'amiral Rodney eut fait



un si brillant essai de sa nouvelle tactique dans le fameux combat naval de la Guadeloupe (12 avril 1782), on peut dire qu'elle reprit enfin la prépondérance. Mais déjà le sort de l'Amérique venait de se décider sur le continent. Dans la guerre défensive soutenue depuis 1775, Washington s'était montré l'égal des plus grands capitaines, et il lui était réservé de remporter lui-même la bataille qui devait mettre un terme à la guerre. Lord Cornwallis, renfermé dans Yorcktown, fut obligé de capituler le 19 octobre 1781.

Enfin toute l'Angleterre reconnaît l'absolue nécessité de la paix, dont les préliminaires furent signés à Versailles, avec l'Amérique le 30 novembre 1782, avec la France et l'Espagne le 20 janvier 1783. L'indépendance des treize Etats-Unis est reconnue, les pêcheries de Terre-Neuve et la navigation du Mississipi déclarées communes. La France recouvre le Sénégal; l'Espagne reste en possession de Minorque et des Florides; les Anglais acquièrent la libre navigation sur toutes les mers des Indes.

Mais le grand résultat de cette guerre fut sans doute la fondation d'une nouvelle puissance au-delà des mers. — La nouvelle république se fonda sans révolutions dans chacun des états qui la composaient, et dont l'intérêt commun dicta le premier pacte. Ce pacte réformé en 1789 donna aux états de l'Union toute la consistance dont est susceptible un gouvernement fédératif : le pouvoir législatif devint l'attribut de deux chambres, le sénat et la chambre des représentans. Le pouvoir exécutif fut remis à un président; comme premier président des Etats-Unis, Washington soutint honorablement la gloire de son nom et rendit à sa patrie d'éminens services.

La nouvelle république prit promptement part au commerce du monde, et bientôt, chose inattendue, le commerce libre de ce pays avec l'Angleterre surpassa de beaucoup ce qu'il avait été sous le régime de la contrainte, et l'Angleterre trouva dans l'indépendance de l'Amérique une nouvelle cause de prospérité.

Un autre événement de la plus haute importance, le traité appelé de la *Neutralité armée*, fut encore le résultat de la



guerre d'Amérique. La première déclaration de la Neutralité armée fut faite par la Russie en février 1780; elle portait que les vaisseaux neutres doivent naviguer librement d'un port à un autre et sur les côtes des puissances belligérantes, et que les propriétés des nations ennemies sont garanties sur les vaisseaux neutres, sauf toutefois celles qui seraient de contrebande de guerre. Le Danemarck, la Suède, le Portugal, la Prusse, l'Espagne et la France accédèrent successivement à cette déclaration. Le ministère anglais ne voulut pas s'expliquer.

Mémoires par *Gœrtz*.

La possession du Sénégal par l'Angleterre pendant une vingtaine d'années, avait donné à la traite des nègres un grand accroissement, et la suppression de diverses entraves produisit aussi dans ce trafic honteux le déplorable effet de lui donner plus d'activité. Cependant l'émancipation de l'Amérique ne tarda pas à devenir le signal de la fondation d'une colonie libre à Sierra-Leone en 1786, uniquement occupée par des nègres.

La seconde moitié du 18<sup>e</sup> siècle, époque où l'Angleterre perdit sa domination aux Indes occidentales, fut celle où elle en établit une plus puissante aux Indes orientales. Les négocians anglais y fondèrent un royaume dont l'étendue et la population surpassaient de beaucoup celles de la métropole.

Cette grande révolution dans les Indes avait été préparée par la chute de l'empire du Mogol. Tant qu'il conserva sa puissance, les Européens ne purent se montrer sur le continent que comme de simples négocians; après la mort du fameux Aureng-Zeb (1707), ce vaste royaume ne cessa d'être déchiré par les factions, et les gouverneurs des provinces, entre lesquels le Soubab du Décan et les Nababs du Bengale et d'Oude, étaient les plus considérables, se rendirent indépendans de la couronne, et les peuples soumis à cet empire, les Patanes, les Marattes, les Seiks, secouèrent successivement leurs chaînes.

Les Français parurent d'abord destinés à profiter des avantages qu'offrait la dissolution de l'empire Mogol. Si



leurs généraux La Bourdonnaye et Dupleix eussent pu s'entendre à l'époque de la guerre de 1740, nul autre peuple n'eût osé leur disputer la victoire; mais une fatale mésintelligence paralysa les talens de ces deux illustres chefs. La prise de Madras par La Bourdonnaye (1746) fut l'occasion de la rupture; peu après La Bourdonnaye fut rappelé et Madras rendu aux Anglais par le traité d'Aix-la-Chapelle.

Les projets de conquêtes qu'avait conçus Dupleix ranimèrent la jalousie de l'Angleterre; chacune des deux nations se fit la protectrice de l'un des rivaux qui se disputaient le Décan et le Carnatic.

Ce fut pendant la durée de la guerre de sept ans que la compagnie anglaise parvint à établir sa puissance aux Indes. Après le rappel de Dupleix et l'arrivée de l'infortuné Lally, les Anglais eurent constamment l'avantage dans tout le Coromandel; ils s'emparèrent en 1760 de Masulipatan, et de Pondichéry le 16 janvier 1761. — Dans le même temps les victoires de lord Clive, 1757-1765, lui soumettaient le Bengale. Il le gouverna d'abord sous le nom des Nababs, qu'il établissait et déposait à son gré, et dont le dernier fut mis à la pension.

Enfin par le traité, signé à Allahabad le 12 août 1765, entre lord Clive et le grand Mogol, comme souverain du pays, il fut stipulé que la compagnie percevrait à l'avenir les revenus des provinces du Bengale, de Bahar et d'Orissa, et qu'elle paierait annuellement une pension de douze laes de roupies. Mais le sort du Bengale fut loin d'être amélioré; il se trouva livré à toutes les calamités qui peuvent affliger un pays, d'une part, aux exactions d'une administration avide et tyrannique; d'autre part, à toutes les gênes du monopole le plus rigoureux.

Il parut alors nécessaire de donner une nouvelle organisation à la compagnie, soit pour garantir plus de force et d'unité à son administration, soit pour la mettre dans une dépendance plus immédiate du gouvernement. En 1774 le gouverneur du Bengale reçut le titre et les fonctions de gouverneur-général de toutes les possessions britanniques



aux Grandes-Indes, et à côté de lui on plaça un conseil suprême. Le droit de faire la paix et la guerre et de traiter avec les princes indigènes, ne put être exercé que par le gouverneur-général et le conseil suprême réunis. On créa une cour souveraine de justice à la nomination de la couronne; enfin il fut arrêté que la correspondance sur les affaires civiles et militaires serait toujours communiquée à un ministre secrétaire d'état. Warren Hastings fut le premier gouverneur-général, et exerça ces fonctions depuis 1774 jusqu'en 1784.

Cependant l'oppression faisait naître les résistances, et les résistances la guerre; chacune de ces guerres amenait des dépenses considérables qu'il fallait racheter par de nouvelles exactions; et bientôt la compagnie se vit forcée d'entretenir des armées permanentes, et d'entreprendre sans cesse de nouvelles conquêtes. La première guerre des Marattes éclata en 1774; une marche forcée que fit le général Goddard, depuis Calcutta jusqu'à Surate, les intimida; en 1779, ils formèrent alliance avec Hyder-Aly, sultan de Mysore, qui pénétra dans le Carnatic en 1780, et s'y maintint pendant deux ans.

La compagnie parvint cependant à conclure la paix avec les Marattes le 17 mai 1782, et Hyder-Aly resta seul pour soutenir la guerre; elle fut continuée par son successeur Tippoo-Saïb jusqu'au traité de Mangalore, conclu le 11 mars 1784. Le procès criminel qui fut intenté dans la suite à Hastings, mit au jour toutes les exactions qui s'étaient commises sous son gouvernement pendant dix années.

On avait déjà reconnu en Angleterre qu'il était indispensable de mettre la compagnie sous la dépendance immédiate du gouvernement, et tous les partis se réunirent dans cette opinion. Le 18 novembre 1783, Fox, alors à la tête du ministère, présenta au parlement un projet qu'il eût été impossible de mettre à exécution. Le 4 août 1784, Pitt présenta et fit sanctionner un bill qui plaçait la compagnie sous la surveillance et les ordres immédiats d'une commission du gouvernement (*board of control*); en ce qui concernait les affaires politiques et militaires. Le choix du



gouverneur-général fut exclusivement réservé à la couronne, et il n'eut plus que la seconde place dans le conseil suprême. Les trois présidens de province furent complètement subordonnés au gouvernement de Calcutta, et celui-ci ne put plus entreprendre aucune guerre sans l'autorisation royale.

Le soin des affaires commerciales fut seul abandonné aux actionnaires, auxquels le commerce du thé avec la Chine ouvrit une nouvelle branche d'industrie. Par suite d'un accroissement prodigieux, la consommation du thé s'élevait alors en Europe à plus de vingt millions de livres pesant, dont les deux tiers ne tardèrent pas à être introduits en fraude. L'*acte de commutation*, du mois de juillet 1784, changea l'impôt sur le thé en une taxe sur les maisons, et détruisit ainsi le bénéfice qu'exploitait la contrebande.

Si les mesures politiques proposées par Pitt eurent une influence vitale pour le salut de la compagnie, il est juste aussi de reconnaître qu'elle dut en partie sa restauration à l'administration sage et habile de lord Cornwallis, le premier gouverneur-général qui fut envoyé par le roi.

A cette époque les vaisseaux anglais répandus sur toutes les mers, atteignirent de tous côtés aux limites que la nature seule pouvait imposer à leur infatigable activité. Les trois voyages exécutés par le capitaine Cook depuis 1768 jusqu'en 1780 ranimèrent le goût des découvertes et des navigations hasardeuses, autant que l'avait fait dans le principe le génie infatigable de Colomb. — Ces voyages firent naître le projet, exécuté quelques années plus tard, de former des établissemens agricoles sur le vaste continent, désigné depuis sous le nom de *Terres australes*.

L'histoire des colonies françaises durant le cours de cette époque est renfermée en bonne partie dans l'histoire qu'on vient de lire de la rivalité entre la France et l'Angleterre.

La marine et les colonies hollandaises dépérissaient chaque jour.

Les colonies espagnoles souffrirent moins que les autres des rivalités et des guerres maritimes, et après la paix d'Aix-la-Chapelle, qui delivra l'Espagne des conditions



onéreuses du traité de l'Assiento, les entraves au commerce de ses colonies purent être adoucies ou supprimées. — En 1765 la liberté du commerce fut accordée entre les ports d'Espagne et toutes les îles de l'Amérique espagnole, et en 1774 entre toutes les colonies américaines. Aux Philippines, le port de Manille fut déclaré franc, et on lui accorda toute liberté de commerce avec l'Asie.

Parmi les colonies portugaises, le Brésil et l'île de Madère étaient les seules auxquelles le gouvernement attachât de l'importance.

Le Danemarck conserva Tranquebar, et les ports danois servirent souvent d'entrepôt général aux puissances européennes, au milieu des guerres qui les divisaient.

En Suède, la compagnie fondée à Gothenbourg, 1731, suivit avec succès ses opérations commerciales dans l'Iude et plus encore dans la Chine. Aux Indes occidentales elle acquit de la France la petite île de Saint-Barthélemi.

La Russie continua aussi d'entretenir avec la Chine son commerce de caravane, et elle parvint, en 1787, à fonder une compagnie pour le commerce de pelleterie dans l'Amérique septentrionale.

---

## TROISIÈME ÉPOQUE.

DE 1740 A 1786.

---

### SECONDE PARTIE.

HISTOIRE DES ÉTATS DU NORD DE L'EUROPE.

Histoire de Pologne, par *Rulhière*. — Œuvres de *Frédéric II*.

DE 1740 JUSQU'À L'AVÈNEMENT DE CATHERINE II EN 1762.

L'histoire du Nord ne présente durant cette époque aucun personnage éminent, ni sur le trône, ni dans le cabinet, ni dans les armées. De petits intérêts, de petites passions souvent odieuses, sont les seuls mobiles des affaires publiques.



Après le règne court et orageux du jeune Iwan III (du 28 octobre 1740 au 6 décembre 1741), Elisabeth, fille cadette de Pierre-le-Grand, parvint au trône par une révolution. Les étrangers sont expulsés. Sous la misérable administration de deux favoris, Lestoc et Bestuchef, le gouvernement fut l'objet constant du mépris des étrangers ainsi que de la haine des nationaux.

Sous le règne de Frédéric de Hesse, mort en 1751, et plus encore sous celui de son successeur Adolphe-Frédéric de Holstein, la Suède fut gouvernée par l'aristocratie beaucoup plus que par son monarque. Les diverses factions de la noblesse s'arrachent successivement le pouvoir. Les partis de Gylleuborg et de Horn, qui s'appelaient dans le pays les partis des *Chapeaux* et des *Bonnets*, qui prétendaient eux-mêmes plus noblement avoir pour principal objet, le premier de faire la guerre, le second de maintenir la paix, n'étaient dans la réalité que les partis français et anti-français.

Ecrits de *Lynar*.

La Pologne, sous le règne d'Auguste III et le ministère du comte de Bruhl, était livrée à une anarchie plus calme du moins que celle de la Suède; aussi était-il facile à des hommes tels que les Czartorinsky et les Branicky, de suivre leurs projets ambitieux et de former des liaisons de parti. Le jeune Poniatowski, beau-frère des Czartorinsky, introduit à la cour de la grande-duchesse Catherine, prépara les voies à l'asservissement et à la destruction de sa patrie.

Depuis l'abaissement de la Suède, le Danemarck fut heureux et tranquille.

Avant la mort de l'impératrice Anne, une nouvelle guerre éclata entre la Suède et la Russie, 1741; l'armée suédoise est battue à Willemstrand; en 1742, la Suède perd toute la Finlande, et les généraux Léwenhaupt et Buddenbrock sont condamnés à mort et exécutés. — Le traité conclu le 17 août à Abo déterminait le Kymen pour limite aux deux empires, et le prince Adolphe-Frédéric de Holstein-Gottorp fut, d'après le vœu de l'impératrice Elisabeth, reconnu héritier présomptif de la couronne de Suède.



Peu après son avènement, en 1741, l'impératrice Elisabeth avait déjà désigné pour son successeur au trône de Russie, son neveu le jeune duc de Holstein-Gottorp. Tandis que ces brillantes destinées se préparaient pour la branche cadette de la maison de Holstein, la branche aînée, qui occupait déjà le trône de Danemarck, avait de justes motifs de craindre les ressentimens de ceux qu'elle avait si long-temps offensés.

Dès que le duc de Holstein fut monté sur le trône de Russie, sous le nom de Pierre III, il conclut aussitôt une alliance avec le roi de Prusse, dont il était admirateur enthousiaste, et il se préparait à suivre ses projets de vengeance contre le Danemarck. Mais, après six mois de règne, une révolution le précipita du trône dans le tombeau, et le 9 juillet de la même année, l'impératrice Catherine II commença un règne qui devait créer une ère nouvelle pour la Russie.

*Rulhière.*

DEPUIS L'AVÈNEMENT DE CATHERINE II JUSQU'A SON  
ALLIANCE AVEC JOSEPH II.

DE 1762 A 1787.

*Histoire de Castéra.*

Peut-être la grande réputation de cette princesse n'est-elle pas en tout point fondée, et cependant on ne saurait contester qu'elle a considérablement augmenté la gloire et la force de son empire. — Le comte de Panin, homme indolent et cependant nécessaire, fut son principal ministre jusqu'en 1781; mais le crédit du comte Grégoire Orloff balançait souvent celui du premier ministre.

L'ambition d'une princesse douée d'un caractère ferme et actif devait être singulièrement excitée par l'état d'anarchie qui désolait toutes les puissances voisines. La Suède, la Pologne et la Porte semblaient épuisées de fatigue. Ce fut sur la Pologne qu'elle arrêta ses desseins. Auguste III étant mort le 5 octobre 1763, l'impératrice résolut de donner un roi à ce pays; le rusé Kayserling prépara les voies, l'audacieux Repnin précipita les événemens par la



violence, et l'ancien favori de Catherine, Stanislas Poniatowski, fut proclamé roi le 7 septembre 1764.

La Prusse semblait plus intéressée que toute autre puissance à prendre parti dans ces démêlés. Mais Frédéric, n'ayant encore aucune alliance et voyant l'Autriche toujours prête à agir contre lui, se décida à sacrifier la Pologne pour acquérir l'amitié de la Russie. L'histoire ne saurait l'excuser. Le traité d'alliance entre la Russie et la Prusse fut conclu le 11 avril 1764.

Bientôt l'affaire des dissidens présenta à la Russie un nouveau prétexte d'étendre son bras de fer. D'abord elle prétendit n'être armée que pour faire respecter les principes sacrés de la tolérance; puis démentant ses propres paroles, elle demanda pour eux l'égalité politique. Les propositions de la Russie furent refusées, 1766; mais en 1767 les dissidens et d'autres mécontents, ayant mis à leur tête le prince de Radziwil, formèrent une confédération générale à Radom, et dans la diète de Varsovie, octobre 1767, la force arracha aux députés l'acceptation des nouvelles lois qui furent proposées et entre autres la reconnaissance des droits des dissidens.

Le désespoir amena des résistances inattendues. D'un côté la confédération de Bar, formée au mois de février 1768 par les Pulawsky et le comte Potocky, s'occupa sans relâche du soin d'organiser la confédération générale, pour parvenir à la déposition du roi, considéré comme le premier ennemi de ses sujets, et d'un autre côté la Turquie, fidèle à son ancienne maxime de ne jamais souffrir d'armée russe sur le territoire polonais, dont elle réclamait depuis longtemps l'évacuation, déclara la guerre à la Russie, le 30 octobre 1768.

La campagne de 1769 eut peu de résultats; en 1770 le comte Romanzoff succéda au prince Gallitzin : il s'empara de la Moldavie après la victoire du Pruth (18 juillet), et de la Valachie après la victoire de Cahoul (1<sup>er</sup> août). Dans le même temps, la flotte russe, conduite par Alexis Orloff, entra dans l'Archipel, gagna le combat de Scio le 5 juillet, et incendia la flotte turque à Tschesmé le 16 du même mois.



Les campagnes suivantes n'eurent pas des résultats marquans. En 1773 l'attention de Catherine fut détournée par l'insurrection d'un cosaque obscur, nommé Pugatschew, qui entreprit de se faire passer pour Pierre III.

En Suède, deux monarques avaient fléchi successivement sous le joug honteux des deux partis qui divisaient la noblesse; mais il restait encore les bourgeois et les paysans, qui formaient deux classes libres, et dont l'intervention pouvait faire espérer le salut de la patrie. Le roi Adolphe-Frédéric étant mort le 12 février 1771, Gustave III monta sur le trône; il semblait tenir de son oncle le grand Frédéric la plupart de ces qualités de l'esprit qui font les hommes supérieurs; mais il lui manquait le calme et l'aplomb, sans lesquels les meilleures combinaisons sont constamment déjouées. Un homme d'un tel caractère ne pouvait consentir à rester dans la situation que ses prédécesseurs avaient endurée. Une révolution s'opéra à Stockholm le 19 août 1772, pour la restauration de l'autorité royale, mais le nouvel acte constitutionnel conserva tous les anciens droits des états, dont le consentement fut en outre reconnu nécessaire pour toute déclaration de guerre.

Histoire par *Sheridan*.

C'est pendant un séjour du prince Henri de Prusse à la cour de Russie, en 1771, qu'on vit paraître les premiers symptômes du projet de partage de la Pologne, dont Frédéric se montra le plus zélé partisan, et fut très probablement aussi le premier auteur. L'opinion publique a depuis long-temps caractérisé cet acte déplorable. — Le traité de partage, du 5 août 1772, assura à la Russie tout le pays entre la Dwina et le Niéper; à l'Autriche, la Galicie et la Ludomirie; à la Prusse, la Pologne prussienne (à l'exception de Dantzic et de Thorn) et une partie de la grande Pologne, jusqu'à la Netze. Chacune des puissances occupa militairement son lot; puis on arracha à la nation un prétendu consentement dans la diète tenue à Varsovie, au mois d'avril 1773. Un tel événement semblait menacer tous les états européens, dont la stabilité ne reposait donc plus sur le maintien des maximes de la justice et de la morale.



Ce premier partage et les succès de la campagne de 1774 facilitèrent entre la Russie et la Porte la conclusion du traité de Kainardgé, le 22 juillet : les Tartares de Crimée sont reconnus indépendans ; la Russie rend la Moldavie et la Valachie aux princes désignés par la Porte ; elle obtient aussi la libre navigation sur la mer Noire et sur toutes les mers de Turquie.

Vers le même temps, on vit un nouveau favori s'élever à la cour de Russie à la place de la famille aventureuse des Orloff. Avidé, intéressé, jaloux de l'autorité, Potemkin sut flatter la passion de la souveraine pour les conceptions hardies, et gagna une influence qu'il conserva avec habileté ; depuis 1778 jusqu'à sa mort en 1791, il eut la direction des affaires étrangères.

Excitée par ses succès, Catherine parut s'attacher chaque jour davantage au projet de fonder un empire grec sur la ruine de celui des Osmans. Son alliance avec la Prusse, ouvrage de Panin, et qui lui fut si utile pour les affaires de Pologne, perdit presque toute son importance lorsque Catherine tourna ses vues sur l'empire turc. Pour parvenir à l'exécution de ce hardi dessein, le consentement de l'Angleterre, la coopération de l'Autriche étaient indispensables ; Potemkin conçut le projet de les gagner. C'est alors que Panin, pour conserver un pouvoir près de lui échapper, réussit à conclure le nouveau traité de la *neutralité armée*, dans lequel l'intervention de la Prusse était nécessaire ; mais Potemkin persévéra dans ses premiers desseins.

Une entrevue entre Catherine et Joseph II avait été d'abord ménagée à Mohilow, l'empereur se rendit ensuite à Pétersbourg en 1780 ; là fut conclue l'alliance de ces deux puissances contre la Turquie, et les projets sur la Crimée furent repris et mis à exécution. — La Crimée et la Petite-Tartarie, restes de ce fameux empire fondé par Gengis-Khan, étaient depuis 1441 sous l'autorité d'un khan successeur et descendant de ce conquérant. Mahomet II, en 1474, conclut une alliance avec le prince de cette nation, et la Porte, dès cette époque, désigna toujours les succes-



seurs au trône dans la même famille. Lorsque dans le traité de 1774 la Russie stipula l'indépendance des Tartares, il devint facile de voir qu'elle établissait les premiers fondemens de son autorité, et en effet, au mois d'avril 1783, une armée russe occupa définitivement la Crimée et les vastes plaines du Cuban; mais les Tartares irrités émigrèrent en grand nombre.

Potemkin, créé en même temps feld-maréchal et gouverneur-général de la Tauride, devint le plus éminent personnage de l'empire russe, et se persuadant qu'il ne manquait plus que la présence même de l'impératrice au sein des pays nouvellement conquis par elle, pour donner à cette entreprise une solennité qui en relevât l'éclat, il obtint encore cette démarche de sa souveraine. Au mois de janvier 1787, Catherine se mit en voyage pour visiter la Tauride, et reçut, sur toute sa route, les hommages de ses nouveaux vassaux. L'empereur Joseph alla également à sa rencontre, et cette nouvelle entrevue resserra encore leur alliance.

L'empire turc semblait alors menacé d'une ruine certaine; mais les combinaisons d'une politique astucieuse furent bientôt déjouées par des événemens depuis longtemps imminens qui éclatèrent enfin à l'occident de l'Europe.

---



## TROISIÈME PÉRIODE.

DEPUIS LA MORT DE FRÉDÉRIC-LE-GRAND ET LE COMMENCEMENT DE L'ÂGE RÉVOLUTIONNAIRE, JUSQU'À LA CHUTE DU TRÔNE IMPÉRIAL DE FRANCE, ET À LA RESTAURATION DE LA LIBERTÉ DU SYSTÈME POLITIQUE DE L'EUROPE. (1786 — 1815.)

Le temps était venu où le système politique de l'indépendance des états de l'Europe, exposé à de terribles orages, devait enfin s'écrouler. Les constitutions de la plupart des grands états se survivaient à elles-mêmes. Celle d'Espagne n'avait d'autres soutiens, depuis la suppression des Cortès, que le catholicisme et l'inquisition. Celle de France portait en elle-même le principe de sa destruction. L'empire d'Allemagne avait peine à se mouvoir. La Prusse d'alors, machine artificielle, venait de perdre son principal ressort. L'Autriche était occupée de projets qui devaient bientôt échouer, et l'anarchie régnait en Pologne et dans l'empire ottoman. La tendance constante des souverains vers le pouvoir arbitraire, avait, dans presque tous les états du continent, anéanti la liberté publique. Les assemblées des états étaient ou abolies ou réduites à une vaine formalité, et cependant l'idée en vivait partout, l'expérience de l'Angleterre en faisait sentir tout le prix.

Combien peu d'ailleurs ressemblaient à leurs ancêtres et les bourgeois et les nobles actuels ! Plus le fardeau des charges publiques était pesant, plus on prétendait qu'il fût également supporté par tous, et cependant les privilèges de castes étaient l'une des bases des anciennes constitutions. On ne connaissait de mesure de la force des états, que celle des armées permanentes ; que restait-il aux peuples qu'à se soumettre, quand l'armée était battue et dispersée ? Et com-



bien devait-on craindre de si tristes résultats, si l'on comparait ces forces militaires avec les forces pécuniaires, sans lesquelles les premières ne sauraient exister ! Ce principe de vie manquait partout ; il n'y avait pas sur le continent, une seule puissance en état de soutenir par ses propres moyens, une guerre de quelque durée.

Les soutiens moraux n'étaient pas moins ébranlés. La base de tout gouvernement, le respect pour les droits de la possession légitime, ce principe sans lequel il n'y a que guerre de tous contre tous, était anéanti. Le système de l'arrondissement des grands états aux dépens des faibles avait prévalu. L'égoïsme était devenu le principe dominant dans la vie publique, comme il l'était dans la vie privée ; les nations elles-mêmes avaient adopté de nouvelles maximes ; le paradoxe de la souveraineté du peuple, proclamé par quelques écrivains, avait obtenu une apparente sanction par l'indépendance de l'Amérique. D'autres enfin avaient, dès long-temps, pris soin d'atténuer dans le peuple le pouvoir des sentimens religieux.

Sur l'influence de l'esprit du temps, par *Brandes*. Amère, mais fidèle peinture du mauvais côté du siècle.

Et cependant personne ne prévît la prochaine catastrophe, et c'est en cela précisément que consista le danger.

La période se divise d'elle-même en trois époques : les deux premières, séparées par la paix de Campo-Formio, temps d'où date, après la mort de Catherine, l'intervention active du Nord dans les affaires du continent, laquelle a depuis étroitement lié l'Europe entière au même système politique ; la troisième commençant à l'érection du trône impérial en France.

Recueil de *Martens*.

---



## PREMIÈRE ÉPOQUE.

DE 1786, A LA PAIX DE CAMPO-FORMIO EN 1797.

## PREMIÈRE PARTIE.

HISTOIRE DES ÉTATS DU MIDI DE L'EUROPE.

## I. AFFAIRES GÉNÉRALES JUSQU'EN 1797.

Histoire par *L. P. Ségur*. — Minerve d'*Archenholz*.

Les troubles intérieurs des états annonçaient tous une tendance à des constitutions libres. Régis en général par des coutumes plutôt que par des actes écrits, cela même devait rendre d'autant plus violentes les secousses occasionnées par leur changement; car il n'y a que ce qui est passé en coutume, même dans les constitutions écrites, qui soit solide.

La mort de Frédéric-le-Grand avait laissé un vide immense en Europe, dont les principaux intérêts étaient combinés par la force de tête et soutenus par le caractère de ce grand homme. L'intervention de son successeur dans les troubles de la Hollande ouvrit une scène nouvelle. — Les troubles de la Hollande étaient le développement du germe de destruction que renfermait la constitution. Le parti patriote l'ayant emporté sur le parti d'Orange, un traité d'alliance offensive et défensive fut conclu le 10 novembre 1785, entre la France et la république. Attaque contre les prérogatives du stadhouder; il s'éloigne de La Haye en 1786. Voyage de la princesse d'Orange à Berlin. Invasion de la Hollande, sans obstacle de la part de la France, par un corps prussien, sous les ordres du duc de Brunswick (septembre 1787).

Introduction par *J. Harris*. — Mémoire par *Caillard*.

Rétablissement du stadhouder dans ses anciens droits que la Grande-Bretagne et la Prusse garantirent par le traité de Loo, du 15 avril 1788.

Un semblable esprit d'agitation s'était manifesté dans les Pays-Bas autrichiens; les projets de réforme de Joseph II



l'avaient excité; ses inconséquences le fortifièrent.— Commencement des troubles en 1787, à cause des atteintes portées aux privilèges des états. Rétractation des ordres donnés le 2 septembre; la querelle continue avec le clergé et les états. Insurrection des privilégiés du Brabant, 18 juin 1789; expulsion des troupes autrichiennes, de juillet en novembre. Réunion d'un congrès de toutes les provinces, et déclaration de l'indépendance, 4 janvier 1790; mais bientôt développement des factions intestines, et après l'avènement de Léopold II, accommodement avec les mécontents par la confirmation des anciens privilèges, au congrès de Reichenbach, 10 décembre.

*Journal politique.*

Mouvements révolutionnaires à la même époque à Liège, Aix-la-Chapelle, Genève; partout le parti démocratique voulut renverser l'ordre établi. Les dissensions de Genève (1788—1789) sont une excellente étude préliminaire pour l'histoire des grandes révolutions.

Tableau par d'Ivernois. — Lettres sur la Suisse, par Meiner.

Qu'étaient ces petites secousses auprès de l'éruption du volcan dévastateur qui venait de s'ouvrir au sein du premier des états de l'Europe occidentale? Pour apprécier son influence au-dehors, il est indispensable de déterminer préalablement quel fut au-dedans le caractère de ce grand événement. Un trait distinctif de cette époque, c'est que les rapports extérieurs des états sont nés de leurs circonstances internes.

Dès la convocation des états-généraux dont l'embarras des finances fut le motif, l'esprit du temps se manifesta hautement: on ne voulait pas, comme ailleurs, seulement des réformes partielles ou le rétablissement d'anciens droits, on aspirait, au contraire, à un état de choses entièrement nouveau.— Ce projet était si bien formé à l'ouverture des états-généraux, que, dès le 17 juin, le tiers-état se déclara assemblée nationale. Il ne resta plus de la monarchie que le nom; et l'abolition des droits féodaux, dans la nuit du 4 août (spectacle unique dans l'histoire du monde), fonda



par avance le gouvernement populaire sur les débris de l'ancienne constitution.

L'effet de cette grande catastrophe devint soudainement funeste, parce qu'elle répandit en tous lieux la haine des institutions sociales existantes, dont à peine un petit nombre d'écrivains osa prendre encore la défense.

Dans ce petit nombre, *Edmond Burke's* Réflexions sur la révolution française, écrites avec toute l'énergie que pouvait donner au Démosthène de l'Angleterre, la conviction des dangers de sa patrie. — En français, à la tête d'une multitude innombrable d'écrits, il faut placer ceux de M. *Necker*, et le livre de sa spirituelle fille : *Considérations sur la révolution française*.

Les nombreuses émigrations de Français menacèrent bientôt le repos de l'Europe; la soulever en faveur de leurs desseins, tel était le but de leurs efforts. Tout se borna cependant à une conférence sur la défense commune, tenue à Pilnitz (27 août 1791), entre Léopold II, Frédéric-Guillaume II et l'électeur de Saxe.

L'acceptation de la constitution par Louis XVI (13 septembre 1791) parut éloigner le danger d'une guerre; mais pendant la session de l'assemblée législative, réunie après la dissolution de l'assemblée constituante (30 novembre 1791 jusqu'au 21 septembre 1792), les jacobins s'emparèrent de la domination, avec le dessein de renverser le trône. Pour l'accomplir, la guerre extérieure leur parut nécessaire, et à la mort inopinée de Léopold (1<sup>er</sup> mars 1792), à qui François II succéda, Louis XVI fut contraint de déclarer la guerre à l'Autriche (20 avril 1792).

Peut-être la marche des cabinets ne fut-elle par tout-à-fait exempte de reproche. Les redoutables scènes de la France étaient si nouvelles, qu'elles se trouvaient hors de la sphère ordinaire de la politique. Kaunitz lui-même, le Nestor des ministres, prouva par sa conduite combien peu il avait su apprécier les forces d'un grand peuple en insurrection. Cependant la cause de Louis XVI sembla devenir celle de tous les rois; l'un d'eux, Gustave III de Suède, voulait se mettre à leur tête, mais il succomba sous les coups d'un assassin.



Alliance de l'Autriche et de la Prusse, et malheureuse expédition en Champagne, entreprise en commun sous le commandement du duc de Brunswick (juillet 1792). Son manifeste (25 juillet), et renversement du trône français (10 août). Convention nationale (21 septembre 1792 jusqu'au 27 octobre 1795), et déclaration de la République en même temps que l'armée des alliés déjà avancée jusqu'à Valmy, repoussée par Dumouriez, ou plutôt vaincue par les maladies, fut obligée à la retraite.

La conquête des Pays-Bas autrichiens fut la conséquence immédiate de cet événement. Une seule bataille, celle de Jemmapes (5 novembre), décida du sort de la Belgique; tandis que déjà (21 octobre) Custine s'était ouvert le cœur de l'Allemagne par la prise de Mayence, et que la Savoie et le comté de Nice (septembre) étaient conquis sans déclaration de guerre, et étaient réunis à la France.

Mais la sanglante tragédie qui se préparait à Paris fixait plus l'attention que toutes ces conquêtes; la tête innocente de Louis XVI tomba sous la hache le 21 janvier 1793. La juste horreur d'un si grand crime fit cesser toute négociation; tout se disposa en Europe à une grande coalition contre la République.

*Mémoires de Bertrand de Molleville.*

Mais, comme toutes les grandes coalitions, celle-ci portait en soi les germes de sa propre destruction : 1<sup>o</sup> Le défaut d'argent. L'Angleterre seule pouvait fournir des secours pécuniaires; elle eut ainsi nécessairement la direction de la guerre, quoique son but ne pût pas être le même que celui de ses alliés. 2<sup>o</sup> L'égoïsme général, qui n'aspirait qu'à des accroissemens de territoire. Chaque lueur d'espoir d'acquisition aux dépens soit de ses voisins, soit même de ses alliés, était une amorce pour la défection. Au jour du malheur, personne ne trouva plus un ami auquel il pût se fier. 3<sup>o</sup> Disette d'hommes capables de maintenir la coalition. Point d'Eugène, point de Marlborough; en France, au contraire, les hommes supérieurs portés aux premières places.

L'histoire n'a à désigner pour moteur et pour chef de la coalition que W. Pitt. Son nom vit dans les annales de



l'Angleterre et dans l'histoire de l'Europe. Il jugea mieux du danger que tout autre; et, non moins grand par son caractère que par ses talens, il n'a jamais transigé avec les principes politiques; mais il se trompa souvent dans le choix des hommes et des moyens.

Discours de *W. Pitt* et de *Fox*.

Ce fut néanmoins la France qui déclara la guerre à l'Angleterre, sur son refus de reconnaître la république (1<sup>er</sup> février 1793), et bientôt, excepté quelques états du second ordre et la Porte, il ne restait plus un neutre en Europe.

Sur les causes de la guerre, par *Fr. Gentz*. — *Herbert Marsh*, Aperçu historique.

Dans cette guerre il n'y allait pas moins que de la conservation ou de la destruction des états subsistans. Partout où pénétrait l'armée de la république, un décret de la convention (17 décembre 1793) établissait aussitôt le gouvernement populaire. — Revers des Français dans la première campagne; victoire des Autrichiens sous Cobourg, à Aldenhoven (1<sup>er</sup> mars 1793), à Nervinde (18 mars). — Reprise des Pays-Bas; fuite de Dumouriez (4 avril). Victoire de Famars (23 avril). Prise de Mayence par les Prussiens (22 juillet). Invasion en Alsace et combat de Kaiserslautern (28 novembre).

Mémoires de *Dumouriez*.

Le bonheur même des vainqueurs leur fut fatal; leurs idées de conquêtes excitèrent la résistance du désespoir. Appelant à son aide un gouvernement de terreur avec toutes ses horreurs et toutes ses forces, la convention proclama ce principe fondamental, plus fécond que la plus éclatante victoire : *Tout citoyen est soldat* (16 août). Il détruisit d'un seul coup, dans le principal état de l'Europe, le système adopté des armées de ligne.

Création du comité de salut public (13 août 1793 jusqu'au 27 juillet 1794), composé de onze membres, dont les principaux furent Robespierre, Barrère, Saint-Just, Carnot, et revêtu d'une puissance dictatoriale sur les biens et sur les personnes.

L'art de la guerre prit aussitôt une forme nouvelle; des



derniers grades s'élevèrent rapidement une foule de guerriers au rang des plus habiles chefs ; et dès la campagne suivante, victoire de Pichegru à Tournai (8 mai 1794), et de Jourdan à Fleurus (26 juin). Reprise de tous les Pays-Bas. Passage de l'Y par Pichegru (24 décembre), et conquête de toute la Hollande (janvier 1795). — Les Sept-Provinces furent alors constituées en une république une et indivisible, sous le nom de *République batave*. Traité d'amitié entre la France et elle (16 mai 1795). Conditions : 1<sup>o</sup> Paiement de 100 millions de florins ; 2<sup>o</sup> cession de la Flandre hollandaise ; 3<sup>o</sup> usage en commun du port de Flessingue.

La conséquence la plus importante de la conquête de la Hollande fut le changement de rapports de l'Angleterre. Cet événement ferma le continent à ses armées, mais lui livra le commerce de la Hollande et toutes ses colonies.

Cependant les germes de division entre les alliés du continent n'avaient pas tardé à se développer. La méfiance réciproque de l'Autriche et de la Prusse, nourrie par Frédéric durant cinquante ans, n'avait que trop fait sentir ses effets. La Prusse en outre était tombée dans un épuisement aussi prompt qu'inexplicable. A peine le quart de l'armée avait été employé, et déjà, en moins de deux ans, des dettes avaient remplacé un riche trésor. Telles furent les causes de la paix de Bâle (5 avril 1795), par laquelle 1<sup>o</sup> la France entre en possession des provinces prussiennes sur la rive gauche du Rhin ; 2<sup>o</sup> la France et la Prusse conviennent d'une ligne de démarcation pour la neutralité de l'Allemagne septentrionale, et par un traité secret (5 août 1796) de la sécularisation, au profit de la Prusse, de l'évêché de Munster, et en faveur du prince d'Orange, de ceux de Würzbourg et de Bamberg.

Une autre puissance alliée, l'Espagne, abandonne aussi la coalition. — Paix de Bâle entre la France et l'Espagne (22 juillet 1795). Conditions : 1<sup>o</sup> Restitution de toutes les conquêtes faites en Espagne ; 2<sup>o</sup> en échange, cession par l'Espagne de sa portion de l'île de Saint-Domingue.

Toutefois l'Angleterre faisait de grands efforts pour soutenir la coalition. Partout la guerre se faisait à ses frais,



à l'aide d'emprunts inouïs, et tels qu'en peu d'années la dette publique fut élevée de 257 à 567 millions sterling, c'est-à-dire, plus que doublée. Comment aurait-elle pu supporter ce fardeau, si elle n'avait en même temps doublé ses revenus?

La source de sa richesse était dans le commerce extérieur; l'augmenter et en exclure tous les autres peuples fut le but de tous ses efforts. Ainsi Pitt changea le fondement de la puissance britannique. Au lieu de reposer comme autrefois sur la culture de son sol et sur un système colonial modéré, la prospérité de l'Angleterre n'avait maintenant pour appui que le commerce extérieur qui embrassait l'univers. Anéantissement de celui des ennemis, oppression de celui des neutres, telles furent ses maximes. Ainsi la guerre de la révolution fut presque autant une guerre commerciale qu'une guerre contre les gouvernemens.

La dissolution du corps de la marine française, opérée par la révolution, rendit plus facile la victoire des Anglais. Prise de Toulon (28 août au 21 décembre 1793) et destruction de la flotte. Nombreuses victoires navales sur les Français. Conquêtes aux Indes occidentales : de Tabago, de la Martinique, de la Guadeloupe. Aux Indes orientales : Pondichéry; sur les Hollandais : Ceylan, Malaca, les forts du Malabar, le cap de Bonne-Espérance, Demerari et Essequibo, les Moluques (1793-1796).

Le cours des événemens intérieurs avait amené, en France, une nouvelle constitution. Après la dissolution de la convention nationale, 28 octobre 1795, la puissance exécutive fut confiée à un directoire de cinq membres, et la puissance législative à une assemblée divisée en deux conseils, l'un appelé des *anciens* et l'autre des *cinq cents*. C'est l'époque où une trêve fut conclue avec les états de l'empire (31 décembre), et alors la paix du continent ne dépendait plus que de la paix avec l'Autriche, la France résolut de l'attaquer à la fois avec trois armées, sur le haut Rhin, sur le bas Rhin et en Italie.

Les progrès du général Jourdan, du bas Rhin jusque dans le haut Palatinat, et du général Moreau, du haut



Rhin jusqu'en Bavière, arrêtés par les victoires de l'archiduc Charles sur Jourdan, à Amberg (24 août), et à Würzburg (3 septembre); retraite de Moreau jusqu'à Huningue, en livrant continuellement des combats (octobre).

Mais c'était en Italie que le sort de l'Autriche devait être décidé par le génie d'un jeune général. Bonaparte prend le commandement de l'armée à Nice (30 mars 1796). — Victoire de Montenotte (12 avril), de Millesimo (15 avril), de Mondovi sur les Piémontais (22 avril). De là armistice forcé (28 avril) et paix séparée avec le roi de Sardaigne (15 mai), qui cède la Savoie et le comté de Nice. Poursuite des Autrichiens. Passage du pont de Lodi (10 mai). Conquête de toute la Lombardie jusqu'à Mantoue.

Ces victoires décidèrent aussi de la destinée de l'Italie. Armistice avec Parme, avec Modène, puis avec le pape (23 juin), à prix d'argent et de monumens des arts, suivi du traité de paix à Tolentino (19 février 1797). Cession par le pape des légations de Bologne et de Ferrare. — Paix avec Naples (10 octobre). Gênes se place sous la protection de la France (19 octobre); la Corse est enlevée aux Anglais. Mantoue seule arrêta l'armée française. Quatre fois l'Autriche entreprit d'en faire lever le siège (juin 1796 à février 1797); quatre fois ses armées furent battues, deux fois sous Wurmser et deux fois sous Alvinzy. Bataille de trois jours à Arcole (15 novembre). Bataille de Rivoli (14 janvier 1797). — Capitulation de Mantoue (2 février), et le chemin de l'Autriche est ouvert.

L'armée française pénètre, à travers les Alpes italiennes, dans l'intérieur de l'Autriche, jusqu'à la Muhr (mars 1797). Le destin de la capitale de l'empire semblait ne dépendre que d'une bataille; mais la politique trouva une autre issue. Venise fut la victime immolée; tombée depuis un siècle en oubli, elle s'était survécue à elle-même, et son gouvernement, plus qu'aucun autre, se trouvait en opposition avec les principes dominans du siècle?

Les préliminaires de la paix, par laquelle Venise était sacrifice, furent conclus à Léoben, sur la Muhr (18 avril 1797), et quinze jours après, la France déclara la guerre



à Venise, à cause du soulèvement de Vérone (3 mai). — Abolition de l'aristocratie et établissement du gouvernement populaire (12 mai). Occupation de la capitale et des îles gréco-vénitiennes, Corfou, Céphalonie, etc., par les troupes françaises (16 mai).

Comme autrefois Pompée, après la guerre contre Mithridate, eut à régler les affaires de l'Asie, Bonaparte eut alors à ordonner celles de l'Italie. — Proclamation de la *République cisalpine*, composée de Milan, Modène, Ferrare, Bologne et de la Romagne; de Brescia et de Mantoue (29 juin). — Transformation de la république de Gênes en *République ligurienne*.

A l'occident de l'Europe, l'Espagne, sous le gouvernement presque absolu du duc d'Alacudia (prince de la Paix), dévoué aux intérêts de la France, avait renoué avec elle ses anciennes relations, et enfin signait (19 août 1796) une alliance offensive et défensive dans toutes les guerres, et l'Angleterre elle-même, désormais sans alliés sur le continent, croyait alors aussi devoir traiter. Mais les négociations ouvertes à Lille, en juillet 1797, sont rompues après la révolution du 4 septembre (18 fructidor), par laquelle la minorité du directoire et du corps législatif fut expulsée et en partie déportée.

Les négociations pour la paix définitive avec l'Autriche eurent une autre issue; la paix se fit parce que Bonaparte la voulut et comme il la voulut; elle fut signée à Campo-Formio près d'Udine (17 octobre 1797). Conditions: 1<sup>o</sup> l'Autriche renonce, en faveur de la France, à tous ses droits sur les Pays-Bas; 2<sup>o</sup> l'Autriche acquiert le territoire de Venise, depuis le lac de Garda, la ville de Venise, l'Istrie, la Dalmatie et les bouches du Cattaro; 3<sup>o</sup> la France garde les îles gréco-vénitiennes, et les possessions en Albanie; 4<sup>o</sup> l'Autriche reconnaît la république cisalpine. — Articles secrets: 1<sup>o</sup> l'Autriche consent à la cession de la rive gauche du Rhin, de Bâle au confluent de la Nèthe près d'Andernach, et à celle de la ville et de la citadelle de Mayence; 2<sup>o</sup> la navigation sur le Rhin est déclarée commune aux deux pays; 3<sup>o</sup> la France emploiera sa médiation pour faire obtenir à



l'Autriche, Salzbourg et la portion de la Bavière située entre cet évêché, le Tyrol, l'Inn et la Salza; 4<sup>o</sup> mutuelle garantie qu'en cédant ses possessions sur la rive gauche du Rhin, la Prusse ne pourra faire aucune acquisition.

Par l'effet de cette paix, la république de Venise fut entièrement effacée de la liste des états. L'empire d'Allemagne, secrètement abandonné par l'Autriche, comme il l'avait été déjà par la Prusse, vit bientôt avec inquiétude et avec douleur, le triste sort qui lui était réservé.

### HISTOIRE DES COLONIES 1786 A 1804.

Pour présenter l'histoire des colonies sous un seul point de vue, on l'a conduite ici jusqu'à la fin de la seconde époque.

Au premier rang des colonies se place, et par sa propre importance et à cause de son influence en Europe, l'Amérique indépendante; le nombre de ses provinces s'était élevé de treize à dix-sept; son commerce, étendu sur toutes les mers, était à peine surpassé par celui de l'Angleterre.

Outre les avantages naturels de sa situation, l'Amérique dut la prospérité de son commerce 1<sup>o</sup> à l'absolue exemption de droits pour l'exportation de ses produits; 2<sup>o</sup> à des traités de commerce avantageux avec les puissances européennes. Cependant, en compensation des avantages que l'Angleterre lui accorde aux Indes orientales et occidentales par le traité du 19 novembre 1794, elle reconnaît les principes de l'Angleterre sur la limite des droits de pavillons neutres, sur la contrebande, et sur le droit de blocus.

Cependant ce traité ayant indisposé le directoire français et l'Angleterre elle-même, qui voyait dans l'Amérique une rivale de plus en plus redoutable, et ayant élevé des difficultés, les Etats-Unis, pour éviter la guerre, se déterminèrent à l'inouïe résolution de suspendre volontairement leur propre navigation.

L'acquisition de la Louisiane que la France lui vendit le 30 mars 1803 pour 60 millions de francs, changea considérablement la position des Etats-Unis d'Amérique. Non-seulement l'étendue de son territoire, près d'atteindre au grand Océan, fut presque doublée, mais il eut encore en



partage tout le cours du Mississippi et de ses affluens, et particulièrement de l'immense Missouri.

Les colonies des Indes occidentales, fondées sur l'esclavage, devaient commencer à décliner par le seul effet de la culture de leurs produits par des mains libres. La voix de l'humanité s'éleva contre la barbarie du commerce des esclaves et en triompha. Déjà, en 1754, ce commerce avait été aboli parmi les Quakers; mais le grand coup fut porté par l'indépendance de l'Amérique, et par la défense d'y introduire des nègres, excepté dans la Caroline et en Géorgie. L'honneur de la première abolition en Europe appartient au Danemarck; ordonnance du roi du 16 mai 1792. En Angleterre, pendant dix-huit ans M. Wilberforce, soutenu par Fox et par Pitt lui-même, renouvela le combat; enfin il l'emporta, le bill pour l'abolition du commerce des esclaves passa le 10 juin 1806.

Essais par *Ramsay* et *Clarkson*. — Précis des débats sur la motion de M. Wilberforce, par *Clarendon*. — Histoire de l'abolition, par *Clarkson*; ouvrage essentiel.

Cette affaire prit un tout autre cours en France et dans les îles françaises. Suivant son usage, l'assemblée nationale statua d'après des principes généraux, et, en proclamant les droits de l'homme dans les îles, son décret du 15 mai y donna le signal des scènes d'horreur dont elle-même fut bientôt, mais trop tard, épouvantée. Le soulèvement commença non par les nègres, mais par les hommes de couleur qui réclamaient des droits égaux à ceux des blancs, et qui séduisirent les noirs. Toutefois les mouvemens furent apaisés sans peine dans les petites îles; Saint-Domingue, au contraire, en devint la victime, et avec elle la métropole perdit la plus riche source de son commerce extérieur.

Durant la guerre, l'Angleterre envahit Saint-Domingue et y prit plusieurs places (1793 à 1797); mais le climat, plus destructeur que l'épée, l'obligea à évacuer l'île (1798); alors eut lieu l'expulsion des blancs et l'établissement de la domination des noirs sous Toussaint-Louverture, et après son enlèvement, sous Dessalines, Christophe et autres.

Histoire par *Bryan Edward*. — Histoire des désastres de Saint-Domingue. — Ouvrages du général Pamphile *La Croix*.



La désastreuse tentative pour le recouvrement de l'île, après la paix d'Amiens (1802), affermit la domination des nègres. Ils s'érigèrent en état indépendant sous le nom d'Haïti (29 octobre 1803).

Les colonies anglaises elles-mêmes n'étaient plus ce qu'elles avaient été. La Jamaïque était ravagée; on ne maintenait qu'avec peine la tranquillité dans les autres, le bon temps de ces colonies était aussi pour jamais évanoui.

Les grandes colonies espagnoles se trouvaient dans une situation toute différente. L'esclavage y subsistait; mais les esclaves n'y avaient nulle part la supériorité du nombre, et l'on y signalait des progrès intérieurs, effet silencieux de la liberté de commerce.

*Humboldt*, Essai politique.— *De Pons*.— *Skinner*.— *D. Felix Azara*.— *Fischer*.

Le Brésil se trouvait dans des conjectures pareilles à celles de l'Amérique espagnole. Le monopole subsistait, mais la métropole étant restée attachée à l'Angleterre, la colonie avait gagné à la guerre maritime.

*Lobo de Silveira*.

Aux Indes orientales, depuis la conquête des îles hollandaises par les Anglais, il n'y eut plus d'autre domination étrangère que la leur. Mais la guerre avec les naturels du pays n'en fut pas moins active, et la chute de l'empire de Mysore (1799) est un événement qui fait époque.

Tant que régna Tippo-Saïb, il fut l'ennemi le plus redoutable des Anglais, et ce nouveau Jugurtha les obligea de concentrer leurs forces militaires dans le midi. Sa première guerre contre les Anglais et leurs alliés (1790-1792) fut d'abord heureuse, mais se termina par une paix signée sous les murs de Seringapatam (17 mars). Conditions : 1<sup>o</sup> Tippo cède la moitié de ses états au choix des alliés; 2<sup>o</sup> il paie trois Crores de roupies (soixante-douze millions de francs); 3<sup>o</sup> il donne jusqu'au paiement, ses fils en ôtage.

Lors de l'expédition d'Égypte, Tippo-Saïb se prépare à reprendre les armes. Son ambassade à l'île de France et au schah de Perse (1798) donne l'alarme aux Anglais. Marche



de leur armée sous le général Harris (février 1799). Siège et prise d'assaut de Seringapatam (4 mai). Mort du sultan et partage de son empire.

Coup d'œil par *Sprengel*. — *Michaud*.

Depuis la chute du Mysore, la politique anglaise changea tout à fait. N'ayant plus besoin de ses alliés, elle les abandonna et les dépouilla; le rajah de Tanjaour et le nabab d'Oude et d'Allahabad mis à la pension (1799). Confiscation de tout le Carnatic après la mort du nabab (1800).

Les princes Marattes restèrent ainsi les seuls adversaires puissans des Anglais. Guerre avec les rajahs alliés de Berar et de Scinde dont le dernier avait fait discipliner ses troupes à l'européenne par Perron (septembre à décembre 1803). Victoire des Anglais; prise de Dehli, résidence du grand-mogol. Paix (31 décembre 1803). Conditions : Cession du Doab, du Kuttac et de Balasore; le grand-mogol reste dans la dépendance des Anglais.

Ces guerres et ces conquêtes étendirent, sans intermédiaires, le territoire de la compagnie sur toute la côte orientale, sur la majeure partie de la côte occidentale, et sur le Gange et le Jumna jusqu'à Dehli; mais elles changèrent aussi totalement la situation militaire des Anglais dans l'Inde. Au lieu du sud de cette contrée, c'étaient le nord et le pays sur le haut Gange qui étaient devenus le siège principal de leurs forces.

Cet immense agrandissement du territoire eut pour résultat une augmentation considérable de revenu, mais aussi un accroissement au moins égal de la dépense, et une extension nécessaire du pouvoir des vice-rois. Les gouverneurs-généraux anglais, dans l'Inde, furent, après Hastings, lord Cornwallis à trois reprises, J. Shore, le marquis de Wellesley, lord Minto, le comte Moira.

La compagnie des Indes hollandaise qui, dès long-temps accablée de dettes, luttait contre sa propre destruction, expira immédiatement après la révolution de sa métropole (15 décembre 1795).

*Ed. Groot. — Thiery van Hoogendorp. — Adrien Huysers.*



Les possessions françaises aux Indes orientales se réduisirent dès le principe de la révolution, aux îles de France et de Bourbon; fidèles à leur métropole, ces îles se défendirent avec succès, non-seulement contre les attaques des Anglais, mais aussi contre des orages révolutionnaires.

Dans la Nouvelle-Hollande, deux colonies furent fondées par les Anglais dans l'île de Norfolk et dans la terre de Diemen. On essaya des missions à Othaïti, et la partie des côtes du nord-ouest de l'Amérique, dans la baie de Nootka, acquit une grande importance par le commerce des pelleteries.

---

## TROISIÈME ÉPOQUE.

DE 1786 A 1797.

---

### SECONDE PARTIE.

HISTOIRE DES ÉTATS DU NORD DE L'EUROPE.

Les rapports entre les états du nord changèrent totalement, pendant cette époque, par l'alliance de l'Autriche avec la Russie, et par la rupture de cette dernière puissance avec la Prusse.

La guerre avait été résolue par la Russie et l'Autriche contre les Turcs; ce fut la Porte qui la déclara formellement (16 août 1787). Son théâtre fut partie en Crimée et en Bessarabie pour les Russes seuls, et partie dans la Bosnie et le long du Danube jusqu'à la Moldavie, pour les Russes et les Autrichiens réunis. Les Russes, jusqu'alors accoutumés, comme autrefois les Romains, à n'agir qu'avec des armées nombreuses, ne déployèrent pas cette fois de très grandes forces. En 1788, affaires navales aux bouches du Dniéper, funestes aux Turcs (28 juin et 12 juillet). Siège d'Oczakow par Potemkin, généralissime russe (juin-décembre). Commencement de la guerre avec les Autrichiens sous le commandement de l'empereur lui-même et de Lascy. Système particulier de guerre défensive par une chaîne de



postes sur la frontière, forcés par les Turcs dans le Bannat (août). La nuit du 22 septembre, à Lugosch, coûte à Joseph II sa réputation militaire et sa santé. Rongé de chagrins, il abandonne bientôt l'armée. La campagne de 1789 plus heureuse sous Laudon; prise de Belgrade, victoire de Cobourg et de Souwarow, à Fockiani (31 juillet), et à Martinesti sur le Rimnick (22 septembre). Effroyable prise d'assaut d'Ismail par Souwarow (22 décembre).

Considérations par *Volney*; ouvrage capital pour la critique, mais pénible à lire. — Examen par *Peyssonel*.

Pendant cette guerre, le roi de Suède, Gustave III, croyant voir arrivé le moment de s'affranchir, par un coup hardi, de la prépondérance de son voisin, rompit avec la Russie et entra en Finlande (23 juin 1788). Sédition dans l'armée suédoise (août), parce qu'une guerre d'agression est contraire à la constitution, et armistice avec la Russie. Convocation de la diète; par l'acte d'union et de sûreté (3 avril 1789), le droit de faire la paix et la guerre est accordé au monarque, non sans une vive opposition de la part de la noblesse. Ensuite renouvellement de la guerre; combats de mer en 1789 et 1790 avec des succès balancés. La paix se conclut à Werela (14 août). Conditions : 1° Rétablissement du *statu quo* avant la guerre; 2° la Russie reconnaît la constitution suédoise actuelle.

Cependant la Prusse, inquiète des revers de la Porte, avait conclu avec elle un traité d'alliance, et une armée prussienne se rassemblait en Silésie, lorsque la mort de Joseph changea la situation des affaires. Ouverture d'un congrès à Reichenbach (juin 1790), où l'on convient des bases de la paix future entre l'Autriche et la Porte. L'Autriche consent au *statu quo ante bellum*, et la Prusse et les puissances maritimes promettent leurs secours pour réduire les Pays-Bas révoltés.

*Herzberg*, Recueil.

Le premier effet de ces transactions fut une trêve entre l'Autriche et la Porte (19 septembre). Mais la conclusion de la paix définitive à Sistove traîna jusqu'au 4 août 1791.



La négociation avec la Russie était plus difficile. L'Angleterre et la Prusse prétendirent aussi prescrire la condition du *statu quo*. Mais Catherine déclara qu'elle entendait traiter sans intermédiaires. Paix de Jassy, entre la Russie et la Porte (9 janvier 1792), par laquelle la Russie conserve Oczakow, avec le pays entre le Dniéper et le Niester. Tel fut le résultat de quatre ans de guerre et de torrens de sang versé; Potemkin, le promoteur de la guerre, était mort (15 octobre 1791) au pied d'un arbre, non loin de Jassy.

Cette seconde guerre contre les Turcs eut pour les deux états les plus voisins de la Russie, pour la Suède et la Pologne, des effets tout opposés. — La paix de Werela fut promptement suivie d'une alliance défensive entre la Suède et la Russie (19 octobre 1791), fondée sur l'accord de leurs sentimens à l'égard de la France. Gustave se plaça à la tête de la coalition contre cet état. Fermentation parmi la noblesse, et assassinat du roi après la diète, à Gefle (15 mars 1792). Le maintien de la neutralité sous la régence du duc Charles de Sudermanie, jusqu'en 1796, fut la suite de ce funeste événement.

La guerre influa d'une tout autre manière sur les destinées de la Pologne. La Russie ayant proposé à la diète une alliance contre la Turquie, la Prusse déclara (12 octobre 1788) qu'elle prendrait un semblable traité pour un acte hostile contre elle de la part des Polonais. Dès lors un parti anti-russe prit de la consistance sous la protection de la cour de Berlin; les Polonais s'allient à elle (29 mars 1790), et refusent le passage aux troupes russes. Ignace Potocky et ses amis préparaient en même temps, de l'aveu de la Prusse et dans le plus profond silence, une nouvelle constitution, dont, grâce à la tenacité des vieux préjugés, l'acceptation ne put avoir lieu que par une sorte de surprise (3 mai 1791). Dispositions principales : 1<sup>o</sup> Conversion du royaume électif en royaume héréditaire; 2<sup>o</sup> succession perpétuelle dévolue à la maison électorale de Saxe; 3<sup>o</sup> diète divisée en deux chambres, et suppression du *liberum veto*; 4<sup>o</sup> quelques concessions en faveur des paysans et des bourgeois.

*Jeckel.*



Peu de constitutions ont été reçues avec plus d'enthousiasme. Catherine garda un silence redoutable tant qu'elle eut à soutenir la guerre contre les Turcs ; mais ensuite, après la paix de Jassy, une poignée de mécontents, tels que Félix Potocky et ses compagnons, soutenus par la czarine, se formèrent en confédération à Targowitz, et Catherine saisit ce prétexte de faire entrer une armée russe en Pologne (mai 1792) ; courageuse mais inutile résistance sous Poniatousky, Kosciusko. Renversement de la nouvelle constitution.

Du côté de la Prusse, les choses avaient bien changé de face depuis l'expédition de Champagne ; une rupture avec la Russie était devenu impossible, et l'entrée des Prussiens en Pologne (janvier 1793) fut suivie du deuxième partage entre la Russie et la Prusse, qui laisse encore à la Pologne le tiers de son ancien territoire, et pour lequel on arracha à la diète le consentement de la nation (17 août et 3 septembre 1793). On n'avait encore vu rien de semblable en Europe.

Il va sans dire que la portion de la Pologne encore épargnée ne resta pas moins sous la puissance de la Russie. — Tout espoir d'affranchissement semblait anéanti. Cependant, sur la foi des dispositions de la nation, une révolution, fomentée par Kosciusko, éclata dans Cracovie (24 mars 1794), et bientôt aussi dans Varsovie (17 août), et l'on plaça le général à la tête de la nation. Mais Kosciusko est défait et pris par les Russes, sous le commandement de Fersen (10 octobre). Arrivée de Souwarow, et assaut et carnage de Praga (4 novembre).

Troisième et total partage de la Pologne, avec la participation de l'Autriche, d'après un simple accord des trois cours. Réunion de la Courlande à l'empire de Russie.

Tel fut le dénouement de ce grand drame ; il fut uniquement l'ouvrage de Catherine, qui seule le préparait depuis trente ans, et ce qu'elle avait donné à ses deux alliés n'eût peut-être été qu'un prêt, si la mort ne l'eût prévenue (17 novembre 1796). Le fils unique de cette princesse, Paul I, monta sur le trône.

---



## DEUXIÈME ÉPOQUE.

DE LA PAIX DE CAMPO-FORMIO A L'ÉRECTION DE L'EMPIRE FRANÇAIS; 1797 A 1804.

---

Manuel par *Schütz*. Annotation chronologique, 1769-1810.

Frédéric-Guillaume mourut le 16 novembre 1797, avant l'ouverture du congrès de Rastadt. Prompte réforme à la cour sous son successeur.

Mémoires de *Massenbach*.

Le congrès s'ouvrit bientôt (9 décembre 1797 au 8 avril 1799) sous les plus fâcheux auspices pour l'empire. Une bonne intelligence entre l'Autriche et la Prusse pouvait seule le soutenir : reddition de Mayence (30 décembre 1797); prise d'Ehrenbreitstein pendant la négociation (24 janvier 1799).

Pendant ces négociations, l'esprit révolutionnaire se propageait de toutes parts. Occupation de Rome par les troupes françaises, à l'occasion d'une émeute populaire (10 février 1798). — Déclaration de la république romaine (15 février). Mauvais traitement envers l'octogénaire Pie VI; son enlèvement (20 février). Il meurt dans l'exil, à Valence (29 août 1799).

La violente révolution de la Suisse suivit de près celle de Rome. Cet état, étranger depuis trois siècles aux agitations du monde, jouissait d'une neutralité reconnue et respectée comme sacrée; mais qu'importait au directoire, attiré par l'espoir d'un riche butin, et aux yeux duquel l'importance militaire du pays était un appât non moins puissant pour l'invasion. Commencement de la révolution dans le pays de Vaud (décembre 1797); défaut d'union dans la confédération; le fardeau tomba tout entier sur Berne. Là il ne manquait ni de conseils, ni de forces, mais la majorité n'adopta que des demi-mesures. Entrée des Français par deux points et combats sanglans. Prise de Berne (2-5 mars 1798). Résistance opiniâtre et capitulation honorable des trois petits cantons (1-4 mai). Proclamation de la Ré-



*publique helvétique* (12 avril). Depuis lors, cinq années malheureuses par la guerre et par les factions, jusqu'à l'acte de médiation (19 février 1803).

Essai par *Mallet-Dupan*.

La continuation de la guerre avec l'Angleterre fit mûrir une entreprise extraordinaire, conduite par le héros du temps. Disposée sous l'apparence d'une descente en Angleterre, l'exécution en fut encore plus merveilleuse que la préparation. Armement considérable à Toulon. La flotte appareilla le 18 mai 1798. Occupation de Malte (10-12 juin). Débarquement des troupes en Egypte (1<sup>er</sup> juillet). Prise d'Alexandrie (2 juillet). Occupation du Caire (22 juillet). Progrès dans la Haute-Egypte sous Desaix, et entière occupation, après la bataille de Sédiman (7 octobre). Expédition de la Syrie manquée à Saint-Jean-d'Acre (décembre à juin 1799).

La victoire de Nelson à Aboukir où il détruisit la flotte française (1 août) eut trois résultats importants : 1<sup>o</sup> Elle assura aux Anglais la domination de la Méditerranée ; 2<sup>o</sup> elle décida la déclaration de guerre de la Porte contre la France, et 3<sup>o</sup> une seconde coalition entre l'Angleterre et la Russie (24 septembre), à laquelle se joignirent Naples, le Portugal et la Porte.

Toutefois l'accession des deux puissances germaniques pouvait seule imprimer le mouvement à cette vaste coalition. La marche des négociations à Rastadt rendaient presque indubitable l'adhésion de l'Autriche. La Prusse, au contraire, se flattant toujours d'éviter également Charibde et Scylla, s'en tenait opiniâtement à la neutralité.

La rupture anticipée de la cour de Naples fut funeste à elle-même et au roi de Sardaigne. La guerre éclate à Naples (novembre 1798). Le directoire la déclare au roi des Deux-Siciles et au roi de Sardaigne (6 décembre), et contraint Charles-Emmanuel IV à la cession de toutes ses possessions sur le continent. Malheureuse issue de la guerre de Naples, sous le général Mack. Prise de Naples par Championnet (23 janvier), et érection de la *République parthénopéenne*.



Ces accidens n'arrêtaient cependant pas l'élan des coalisés ; l'archiduc Charles et le redoutable Souwarow étaient placés à la tête des armées alliées, et leur seule présence présageait la victoire.

Dissolution du congrès de Rastadt (8 avril 1799), et massacre des envoyés français, à leur départ (28 avril). Victoire de l'archiduc à Stockach (25 mars) sur Jourdan. Marche en Suisse, jusqu'à Zurich. Commencement de la guerre en Italie ; victoires remportées par Kray sur Scherer, à Vérone (26 mars), à Magnano (5 avril). Arrivée de Souwarow ; il prend le commandement de l'armée austro-russe (16 avril). Victoire de Cassano (27 avril), et prise de Milan et de Turin. Retraite de Naples, sous Macdonald, battu par Souwarow, à la Trebia (17-19 juin). Reprise de Naples par les Calabrais et Ruffo, accompagnée d'effroyables cruautés ; rétablissement du trône par les Russes, les Turcs et les Anglais (quel bizarre assemblage !) ainsi que de la puissance papale, sous Pie VII. Rassemblement d'une nouvelle armée française, aux ordres de Joubert. Elle est battue par Souwarow, à Novi (15 août). Gênes et Ancône restent seules au pouvoir des Français.

Précis par *Mathieu-Dumas*.

La mésintelligence se met entre les Autrichiens et les Russes, à l'occasion d'Ancône et du Piémont. Les Russes marchent sur la Suisse, pour se joindre à Korsakow ; mais deux jours avant leur arrivée (25-27 septembre) il avait été battu à Zurich par Masséna, et Souwarow fut contraint de se retirer dans la haute Souabe, par des chemins impraticables, à travers les Alpes, le dernier et le plus grand de ses exploits. D'un autre côté, l'Angleterre et la Russie se brouillent au sujet de l'inutile débarquement de leurs armées combinées, dans la Nord-Hollande, sous les ordres du duc d'York (août-octobre).

Tandis que les alliés perdaient ainsi tous leurs avantages, une révolution beaucoup plus importante s'opérait en France. Retour d'Egypte du général Bonaparte (9 octobre 1799). Révolution accomplie (18 brumaire, 9 novembre). Bonaparte gouverne sous le titre de premier consul.



Double campagne de 1800, en Italie, sous le premier consul, en Allemagne, sous le général Moreau. En Italie, héroïque défense de Gênes, par Masséna, jusqu'au 4 juin. Bonaparte passe le Saint-Bernard; prise de Milan. Bataille de Marengo, perdue par Melas (4 juin); le lendemain, capitulation pour l'évacuation de la Lombardie. Ainsi, un seul jour enleva le fruit d'une année de victoires. — En Allemagne, Moreau passe le Rhin, entre en Bavière et dans les Grisons. Grande victoire de Hohenlinden (3 décembre), et progrès jusqu'à Lintz.

Alors l'Autriche humiliée consent à la rupture de son alliance avec l'Angleterre, le dernier jour du siècle (31 décembre). Négociation à Lunéville (1<sup>er</sup> janvier à 9 février 1801) sur la base du traité de Campo-Formio, on ajouta quelques autres conditions : En échange de la Toscane, érigée en royaume d'Etrurie, pour le duc de Parme, cession de ce duché à la France, et par l'Espagne, de la Louisiane (21 mars), qui depuis a été vendue aux Etats-Unis de l'Amérique.

Depuis l'expédition d'Egypte, la Méditerranée était devenue le principal théâtre de la guerre maritime. Minorque était tombé au pouvoir des Anglais le 15 octobre 1799, et Malte affamée, le 5 septembre 1800. Prise de Corfou par la flotte turco-russe (1<sup>er</sup> mars 1799). Erection de la *République des Sept-Iles*, sous la protection des Turcs et sous la garantie des Russes (21 mars 1800) qui y restent jusqu'en 1809.

Paul I<sup>er</sup> s'était retiré de la coalition, séduit par les flatteries et par l'adroite politique du nouveau maître de la France, et il renouvela le projet de neutralité armée conçu par Catherine. La Suède, la Prusse et le Danemarck y accédèrent. Un embargo fut mis sur les navires anglais en Russie. Le Hanovre occupé par les Prussiens, et une nouvelle guerre dans le Nord allait éclater lorsque l'empereur Paul cessa de vivre (24 mars). Changement de système sous Alexandre I<sup>er</sup>; il se raccommode avec l'Angleterre, fait la paix avec la France et avec l'Espagne (4 et 8 octobre 1801). L'Angleterre isolée, désirait aussi la paix, mais elle



était résolue à ne pas laisser l'Égypte au pouvoir de la France.

En quittant l'Égypte, Bonaparte avait laissé le commandement à Kleber (22 août 1799) qui défait le grand-visir à Héliopolis (20 mars) et est assassiné au Caire (14 juin). Menou lui succède. — Une armée anglaise sous les ordres d'Abercrombie débarque à Aboukir (8 mars 1801). Il en arrive une autre des Indes orientales par la mer Rouge, sous le général Baird (avril). Victoire des Français à Ramanié (21 mars). Mort d'Abercrombie. Convention du Caire, avec lord Hutschinson, son successeur, pour l'évacuation de l'Égypte (27 juin); l'Égypte est rendue à la Porte.

*Wilson. — Reynier.*

Cet événement faisait disparaître le plus grand obstacle à un rapprochement; les préliminaires furent conclus à Londres (1<sup>er</sup> octobre), et le traité définitif à Amiens le printemps suivant. Restitution par l'Angleterre, de toutes ses conquêtes, excepté la Trinité et Ceylan. L'île de Malte doit être rendue à l'ordre de Saint-Jean, dans le délai de trois mois.

Les conditions de la paix d'Amiens doivent causer la plus grande surprise. L'Angleterre sacrifie la liberté de l'Europe pour laquelle elle avait combattu, et elle ne stipula pas même l'évacuation de la Hollande. La renommée du premier consul fut, au contraire, portée au plus haut degré, par ce traité, et par la restauration des autels; sa puissance fondée sur la force des armes, se trouve étayée de la force encore plus grande, de l'opinion publique. Sa nomination au consulat à vie (4 août 1802). Il avait déjà été reconnu (26 janvier) pour président de la république italienne. — Médiation de la Suisse (19 février 1803). — Concordat avec le pape (15 juillet 1801), sanctionné par le corps législatif (8 avril 1802).

La première transaction politique de quelque importance, fut celle des indemnités en Allemagne, réservée par le traité de Lunéville: elle fut dirigée à Ratisbonne, par la médiation de la France et de la Russie, mais sous l'influence prépondérante de la France, et les princes sécu-



liers se partagèrent les dépouilles des états ecclésiastiques. On créa quatre nouveaux électors : Wurtemberg, Bade, Hesse et Salzbourg.

Mais la paix n'avait pas détruit la méfiance, ni les sujets de graves querelles. Le refus de l'Angleterre de rendre Malte qui lui assurait l'empire de la Méditerranée, et l'incorporation du Piémont à la France (20 août 1801), prouvaient aux peuples que la paix d'Amiens n'était qu'une trêve, et que les prétendues limites naturelles n'étaient plus des limites.

Déclaration de guerre de l'Angleterre contre la France (18 mai 1803). Occupation du Hanovre (juin) par les Français, et grandes, mais vaines démonstrations dans les ports de la Manche, d'une descente en Angleterre. Ces préparatifs ne servirent, au contraire, qu'à faire prendre les armes à tout le peuple anglais.

Cette guerre eut pour principal effet le rétablissement d'un trône héréditaire en France; un heureux guerrier y monta après avoir trempé ses mains dans le sang d'un des rejetons de la maison royale, le duc d'Enghien (20 mars).

Senatus-consulte organique (18 mai 1804), par lequel le premier consul est proclamé empereur, et cette dignité déclarée héréditaire dans sa famille. Cet acte est soumis à l'approbation du peuple. Le silence est pris pour consentement. Déclaration du résultat (6 novembre). Couronnement et sacre de Napoléon I<sup>er</sup> comme empereur des Français par Pie VII (2 décembre).

---



## TROISIÈME ÉPOQUE.

DEPUIS L'ÉRECTION DU TRÔNE IMPÉRIAL EN FRANCE JUSQU'AU RÉTABLISSEMENT, PAR SA CHUTE, DU SYSTÈME POLITIQUE DE L'EUROPE ; ET A LA FONDATION DE LA LIBERTÉ DE L'AMÉRIQUE, 1804 A 1815.

---

## PREMIÈRE SECTION.

HISTOIRE DU SYSTÈME POLITIQUE DE L'EUROPE.

Histoire des traités par *Koch*. — Recueil par *Schœll*. — Histoire de Napoléon, par *Fr. Saalfeld*.

Jamais souverain en Europe n'avait eu autant de moyens à sa disposition que l'empereur Napoléon. Son pouvoir dans l'intérieur était sans bornes ; le despotisme y avait intimidé, détruit ou asservi tous les organes de la liberté. Et au-dehors quelle puissance ! La France étendue jusqu'au Rhin et au-delà des Alpes ; la république italienne bientôt transformée en royaume (17 mars 1805) était sous sa domination immédiate ; l'Espagne, la Hollande, la Suisse, le reste de l'Italie et les états germaniques du Rhin dans sa dépendance. Déclaration que les limites de la France resteraient invariablement fixées (27 décembre 1804) ; presque aussitôt violée par l'incorporation de la république ligurienne (4 juin 1805). Déjà on affectait de regarder le trône nouvellement élevé, comme le rétablissement de celui de Charlemagne (août 1804).

Dans ces entrefaites le timon de l'état en Angleterre avait été de nouveau confié aux mains de Pitt (15 mai 1804). Plus la France devenait redoutable, plus il jugea nécessaire de l'arrêter ; troisième coalition formée dans les premiers mois de 1805. Suivant le plan de Pitt, un soulèvement général de l'Europe devait repousser la France dans ses anciennes limites ; la Suède, la Russie et l'Autriche se rallient à ce plan, la Prusse s'obstinait au contraire dans une neutralité dont elle eut bientôt une cruelle occasion de se repentir.

Fragmens de *Gentz*.



La guerre éclate ; le plan des coalisés est entièrement déconcerté par l'attaque de l'armée autrichienne sur l'Iller, où l'on avait opposé un Mack à Napoléon. — Capitulation d'Ulm (17 octobre) ; les corps de l'armée dispersés se rendirent prisonniers. Entrée des Français à Vienne (13 novembre).

Les Russes, survenus dans ce moment, ne trouvèrent plus que les débris de l'armée autrichienne. Sanglante journée d'Austerlitz, après laquelle ils sont forcés aussi de se retirer. Alors la France dicte à l'Autriche accablée et abandonnée la paix de Presbourg (26 décembre) : L'Autriche cède au royaume d'Italie tout ce qu'elle possède des états vénitiens, à la Bavière le Tyrol, à Bade et Wurtemberg le Brisgau et toute l'Autriche antérieure. La Bavière et Wurtemberg sont érigés en royaumes.

Bientôt Naples offre le spectacle du détronement d'une maison régnante par une simple proclamation (27 décembre), le décret de Schönbrunn portait que la dynastie de Naples a cessé de régner ; alors commença l'établissement des souverainetés de famille par l'élévation de Joseph, frère aîné de l'empereur, au trône de Naples. Ses sœurs pourvues des principautés de Lucques, de Piombino et de Guastalla.

Pendant ces triomphes sur le continent, la victoire de Trafalgar (21 octobre), où périt si glorieusement l'amiral Nelson, anéantit presque d'un seul coup toute la puissance maritime de la France et de l'Espagne et tous les projets fondés sur elle. — William Pitt mourut le 23 janvier 1806, pauvre, endetté et le cœur déchiré par le désastre de la troisième coalition ; cet homme était resté jusqu'à son dernier soupir l'appui de la liberté. Son antagoniste Fox, le constant défenseur des idées libérales, lui succéda immédiatement et mourut le 13 septembre. On dispute en Angleterre sur la question de savoir qui fut plus grand homme de Pitt ou de Fox. Que serait devenue l'Europe si Fox avait gouverné à la place de Pitt ?

La Prusse se trouvait maintenant directement sur le chemin de Bonaparte. Déjà, pendant la guerre, un corps de troupes françaises s'était joué de sa neutralité ; Berna-



dotte, se rendant du Hanovre sur le Danube, traversa la principauté d'Anspach (8 octobre 1805). La Prusse faisait ses préparatifs lorsque le sort de la guerre fut décidé à Austerlitz. Alors le ministre Haugwitz conclut une convention (15 décembre) dont les conditions étaient : 1<sup>o</sup> La cession à la France d'Anspach, Clèves et Neuchâtel; 2<sup>o</sup> l'occupation, par les Prussiens, de l'électorat de Hanovre. Le roi fut forcé de choisir entre ce traité et la guerre. Déclaration de guerre de la part de l'Angleterre (20 avril).

Les concessions arrachées à la Prusse servirent à l'établissement de la domination de famille. Murat, beau-frère de l'empereur, fut nommé grand-duc héréditaire de Berg, pour la garde des frontières de l'empire; Berthier, son ami de cœur, prince de Neuchâtel. Mais la famille acquit vers le même temps un surcroît de puissance bien plus important : la république batave fut transformée en royaume le 10 juin, et Louis Bonaparte roi héréditaire de Hollande.

Alors il fallut trouver un nom pour ce nouveau système de domination, et bientôt en effet on entendit parler du système fédératif; d'autres l'appelaient un système de gravitation, qu'il fallait substituer à celui de l'équilibre. On parla moins de la *grande nation*, mais beaucoup plus du *grand empire*; alors aussi commence la différence entre la *France* et l'*empire français*. Déjà le sénat avait donné à Napoléon le surnom de *Grand* (26 janvier 1806).

Une simple déclaration du dominateur, qu'il ne reconnaissait plus l'empire d'Allemagne (1<sup>er</sup> août 1806) renversa un édifice de mille ans. François renonça volontairement à la couronne élective impériale (6 août), et prit le titre d'empereur héréditaire d'Autriche. Le même acte qui informa la diète de l'anéantissement de l'ancienne union, lui apprit que les princes du midi de l'Allemagne en avaient formé une nouvelle sous le titre de confédération du Rhin, et que Napoléon en était le protecteur; et cette nouvelle confédération anéantit insolemment un grand nombre de petites principautés et de villes libres, dont les unes furent médiatisées et les autres absorbées. La dignité électorale fut abolie.



Cependant on ne tarda pas à s'apercevoir que cette prétendue confédération n'avait d'autre lien que la volonté de son protecteur, et d'autre but que son intérêt. Non-seulement toute coalition contre la France devenait impossible en Allemagne, mais des liens de fer en attachaient tous les états à l'empire français. C'est ainsi que fut préparée la ruine de la Prusse isolée.

Déclaration de guerre (8 octobre 1806); sans autre allié que la Russie, brouillée avec l'Angleterre, la Prusse se trouvait réduite à elle-même, au jour décisif, contre des forces presque doubles des siennes. Rassemblement de l'armée prussienne dans la Thuringe, sous le duc de Brunswick (septembre). Bataille et défaite totale à Jéna et à Auerstädt (14 octobre). Dispersion de l'armée dont la majeure partie fut faite prisonnière. Incroyable reddition des forteresses (excepté Colberg et Graudenz). Expulsion de l'électeur de Hesse pour prix de sa neutralité. Les maisons de Hesse-Cassel et de Brunswick ont cessé de régner.

Avec la Prusse tomba le rempart de la Russie. Le vainqueur annonça alors le dessein de rétablir la Pologne; mais la crainte d'une rupture avec l'Autriche le retint, et il se contenta d'une restauration partielle.

Une bataille prodigieuse avait tout à coup transporté le théâtre de la guerre des bords de la Saale sur ceux de la Vistule. Affaires sanglantes à Pultusk et ailleurs; bataille générale à Eylau (8 février 1807). Bataille décisive de Friedland (14 juin); retraite de l'armée russe et prussienne sur le Niémen. Paix conclue à Tilsitt, le 7 juillet, après une entrevue des deux empereurs, au milieu du Niémen, le 25 juin. Napoléon força la Russie à accepter une portion des dépouilles de la Prusse, savoir, une partie de la nouvelle Prusse orientale et le gouvernement de Byalystock. La Russie signe en même temps un armistice avec la Porte, et accepte la médiation de Napoléon, qui, de son côté, accepte celle de la Russie pour la paix avec l'Angleterre. Enfin, par un article secret, elle s'oblige à faire cause commune avec la France, si l'Angleterre ne consent pas à reconnaître la liberté des mers.



La paix avec la Prusse, conclue deux jours plus tard, lui laissa, comme par grâce, à peine la moitié de la monarchie. Abandon à l'empereur de toutes ses possessions entre l'Elbe et le Rhin, qui servent à fonder avec le Hanovre le royaume de Westphalie, en faveur de Jérôme Bonaparte, le 18 août 1807; à la Saxe, de toutes ses acquisitions en Pologne depuis 1772, pour en former le duché de Varsovie en faveur du roi de Saxe. Une convention à Königsberg (12 juillet) promet l'entière évacuation du territoire prussien avant le 1<sup>er</sup> octobre, à condition du paiement de toutes les contributions non encore acquittées, ascendant à 19 millions de francs, suivant le calcul de la Prusse, portées réellement à 140 millions par la France (8 septembre 1808).

Après ces divers traités de paix, la domination universelle sur le continent semblait entièrement établie. La stipulation, dans le traité de Tilsitt, de la médiation de la Russie, avait pour but de brouiller cette puissance avec l'Angleterre; l'article secret, dont la connaissance parvint au cabinet anglais, le décida à une mesure violente, le bombardement de Copenhague suivi de la capture de la flotte danoise. L'attaque de Copenhague, triomphe de l'adresse de la diplomatie française, fit éclater la guerre. Elle fut déclarée par la Russie à l'Angleterre (7 novembre 1808).

En même temps Napoléon poursuivit le plan qu'il avait formé pour forcer à la paix l'invulnérable Angleterre. — C'était le système continental, lequel consistait dans l'exclusion absolue de l'Angleterre et de son commerce de tout le continent. Le premier pas vers son exécution avait été le décret de Berlin (21 novembre 1806). Ce décret déclarait en état de blocus les îles britanniques, et prohibait tout commerce de marchandises anglaises. Par représaille, en Angleterre, ordres du conseil (7 janvier et 11 novembre 1807) qui déclarent bloqués tous les ports d'où le pavillon britannique est exclu, et ordonne de capturer tous les bâtimens qui tenteraient d'y entrer, s'ils n'avaient préalablement touché dans un port d'Angleterre et payé une taxe. Du côté de la France, décret de Milan (17 décembre 1807) qui déclare dénationalisé et de bonne prise tout navire qui



se serait soumis à cette loi. Ainsi aucune navigation neutre ne pouvait subsister. Enfin décret insensé de Fontainebleau (15 octobre 1810) qui prescrit de brûler toutes les marchandises anglaises de Naples en Hollande, et d'Espagne en Allemagne.

Après l'adhésion successive au système continental de la Russie, de la Prusse, du Danemarck, de la Hollande, de l'Italie, de l'Autriche, de l'Espagne, et de la Suède, il n'en restait affranchis aux deux extrémités de l'Europe que le Portugal et la Porte; les projets contre le Portugal commencèrent à éclater; le partage de ce royaume avait été convenu par un traité secret à Fontainebleau (27 octobre 1807). Une armée française de vingt-huit mille hommes réunis à onze mille Espagnols, marche à travers leur pays contre le Portugal.

Prise de Lisbonne par Junot (1<sup>er</sup> décembre), au moment où la cour venait de s'embarquer pour le Brésil (30 novembre) avec des troupes et avec ses trésors. Frauduleuse occupation des places fortes d'Espagne par l'armée française dans la marche à travers ce pays. L'élite des troupes espagnoles avait été envoyée en Danemarck.

Projets contre l'Espagne, favorisés par les dissensions domestiques de la maison royale. La brouillerie avait pour cause la haine du prince des Asturies pour Godoi, prince de la Paix, ministre favori, dévoué à Napoléon. Arrestation de Ferdinand (30 octobre 1807) pour avoir attenté aux jours de son père. Il obtient son pardon (3 novembre). Mécontentement de la nation contre le ministre. Soulèvement à Aranjuez (16 mars 1808) et à Madrid. Charles IV abdique (19 mars). Elévation de Ferdinand VII au trône. Arrivée de Napoléon à Bayonne (15 avril), où Ferdinand (20 avril) et ses parens (30 avril) furent attirés par Savary. Traité de Bayonne (5 mai) par lequel Charles IV abandonne à Napoléon la disposition de la monarchie espagnole. Sur la menace de Napoléon, l'*abdication ou la mort*, convention du 10 mai, par laquelle Ferdinand abandonne aussi les siens.

Mémoires de *Pédro Cevallos*. — Don *Juan Escoïquiz*.



Le trône d'Espagne et des Indes, donné (6 juin) à Joseph, jusqu'alors roi de Naples, où il eut pour successeur Murat. Le grand-duché de Berg passe au fils du roi de Hollande, âgé de quatorze ans; une instruction règle l'ordre de ses devoirs ainsi qu'il suit : « Le premier envers l'empereur, le second envers la France, le troisième envers ses sujets. »

L'usurpation de l'Espagne ouvrit le gouffre où s'engloutirent l'armée et les finances françaises, et apprit à l'Europe que les peuples sont plus forts que les armées mercenaires. Soulèvement, d'abord à Madrid (2 mai), et presque en même temps sur tous les points de l'Espagne. Formation des juntas. Capitulation du général Dupont, avec Castanos en Andalousie (20 juillet), et héroïque défense de Saragosse par Palafox (15 août). En Portugal, après le combat de Vimeïre (21 août), Junot forcé à une capitulation dans Lisbonne.

La résolution de Napoléon de passer lui-même en Espagne lui rendait nécessaire des précautions pour assurer ses derrières, et pour affermir son union avec la Russie. Congrès d'Erfurt (octobre 1808), dans lequel, outre les deux empereurs, se réunissent les quatre rois de la confédération du Rhin. Abandon de la Moldavie et de la Valachie à la Russie, pour prix de la reconnaissance de l'usurpation de l'Espagne. Campagne de l'empereur en Espagne (novembre et décembre). Défaite de plusieurs corps espagnols, et retraite sur la Corogne de l'armée anglaise, commandée par John Moore. Mort de ce brave général sous les murs de cette ville (16 janvier 1809). Embarquement de l'armée britannique.

L'Autriche devait-elle tranquillement attendre un sort semblable à celui que la Prusse avait éprouvé par le traité de Tilsitt? Et pouvait-elle en entrevoir un autre, quand l'Espagne serait subjuguée? Quatrième lutte. Dès le mois de juin 1808, préparatifs en Autriche et organisation générale de la *Landwehr*. La guerre éclate au mois d'avril 1809; et en même temps, coup tenté par les Schill et Dornberg (10 avril 1809), et soulèvement des Tyroliens, sous Hofer.



Entrée de l'armée autrichienne en Bavière, sous les ordres de l'archiduc Charles; l'archiduc Jean se porte dans le Tyrol et en Italie, et l'archiduc Ferdinand marche sur Varsovie. Il n'y avait en opposition aux Autrichiens qu'un seul corps français; tout le reste se composait de Bava-rois, de Wurtembergeois, de Saxons, de Polonais, mais conduits par des généraux français. Après deux grands combats, à Landshut et à Abensberg (19-20 avril), bataille d'Eckmühl, à la suite de laquelle l'archiduc Charles se porte en Bohême, et de là sur Vienne. Napoléon parvient, toujours en se battant, sous les murs de Vienne. Seconde prise de la capitale (12 mai).

Les armées en présence ne se trouvaient séparées que par le Danube. Premier passage du Danube, et batailles d'Aspern et d'Essling (21 et 22 mai). Napoléon fut repoussé et enfermé dans l'île de Lobau, après la destruction des ponts; mais on lui laissa le temps de s'échapper et de réparer ses pertes. Deuxième passage du Danube et bataille meurtrière de Wagram (5 et 6 juillet). Retraite sur Znaim et armistice (12 juillet). Dans le même temps, entreprise de l'Angleterre mal conçue et plus mal exécutée sur l'île de Walcheren (juillet à septembre).

Après trois mois de négociations, conclusion de la paix de Vienne ou de Schönbrunn (10 octobre 1809). L'Autriche cède à la Bavière Salzbourg et l'Innviertel, à Napoléon l'Illyrie, au roi de Saxe toute la Gallicie occidentale, à la Russie un district de 400,000 âmes, dans la Gallicie orientale.

Le moment où la lutte contre l'Autriche attirait tous les regards, parut à Napoléon le plus favorable pour frapper un coup médité depuis long-temps. Napoléon ayant pour système de ne pas souffrir l'action de la puissance spirituelle dans les affaires temporelles, la mésintelligence entre le pape et l'empereur était inévitable. Occupation militaire de Rome par Miollis (2 février). Proposition d'une alliance offensive et défensive refusée par le pape, comme contraire aux devoirs du chef de l'église. Un an après, enlèvement et incarcération des cardinaux et des ministres du pape;



désarmement de ses troupes ; enfin décret de réunion à la France (17 mai 1809) de l'Etat de l'église et de la ville de Rome, en vertu des droits à la succession de Charlemagne (9 juin).

Bulle du pape (11 juin), déclarant excommunié Napoléon I<sup>er</sup>, empereur des Français. Le 5 juillet à minuit, irruption de gendarmes, commandés par Radet, dans la chambre même du pape. Il est saisi et amené à Savone, où, après son refus d'entendre à aucune proposition, il ne vécut guère pendant trois ans que d'aumônes, jusqu'à ce qu'enfin (juin 1813), on l'entraîne et on l'enferme au château de Fontainebleau. Bonaparte ne put cependant pas faire plier ce vieillard.

Mais la paix de Tilsitt avait apporté de grands changements dans l'état du nord de l'Europe. L'opiniâtre fermeté de Gustave IV et son étroite liaison avec l'Angleterre amena la guerre contre la Russie, fit perdre le trône de Suède à sa maison, et la Finlande à son royaume.

Invasion de la Finlande par les Russes (20 mars), et arrivée en Danemarck d'un corps d'armée composé de Français et d'Espagnols sous les ordres de Bernadotte, mais qui ne passe pas en Suède. Les Russes pénètrent dans la Finlande septentrionale. Armistice (19 novembre) ; la trêve étant rompue, ils marchent sous les ordres de Barclay de Tolly (fait d'armes inouï), à travers le golfe de Bothnie gelé, de Vasa à Uméo (mars 1809). La Suède se trouvait menacée jusqu'aux portes de la capitale, et sur le bord de l'abîme. Insurrection d'une partie de l'armée ; révolution du 13 mars 1809, arrestation du roi par Klingspor et Adlerkreutz, son abdication (29 mars), et expulsion hors du royaume du roi démis et de sa famille. Le sceptre est remis à Charles XIII, l'oncle du roi. Il adopte le prince Christian de Holstein-Augustenburg. Paix de Friderieksham (17 septembre 1809). La Suède cède à la Russie tout le grand-duché de Finlande, jusqu'au fleuve de Tornéo et les îles d'Åland, plus du tiers de son territoire et de sa population.

Ainsi fut rétablie la paix sur tout le continent, l'Espagne exceptée, à la fin de 1809. Mais quelle paix ! Le système



continental transformait l'Europe en une immense prison. C'est l'époque où fut contractée l'union de Napoléon avec la fille de l'empereur d'Allemagne (2 avril 1810), après la répudiation de sa première femme, et bientôt après, la naissance d'un fils, nommé le *roi de Rome* (20 mars 1811), étant survenue, bien des gens se persuadèrent que son ambition était satisfaite et sa puissance inébranlablement cimentée.

Vaines espérances. On méconnaissait également le caractère de l'homme et la nature de la domination qu'il avait fondée. La tendance à transformer de plus en plus, à l'exemple de l'ancienne Rome, le pouvoir médiat en puissance directe, en était inséparable; car la demi-servitude est plus difficile à supporter qu'un entier esclavage.

Réunion à la France de l'état de l'Eglise (17 février 1809), de la Toscane (5 mars), du Valais, ôté à la Suisse (10 décembre), le Tyrol italien, repris à la Bavière fut joint au royaume d'Italie (28 mai 1810). Menace d'incorporation (janvier 1810) de la Hollande, prévenue par la cession du Brabant hollandais et d'une partie de la Zélande (26 avril). Enfin le 13 décembre 1810, après la fuite du roi Louis, réunion à la France du royaume de Hollande comme une alluvion des fleuves français, et le même jour de la moitié du royaume de Westphalie, d'une grande partie du duché d'Oldenbourg et des trois villes anséatiques. La France s'étendit ainsi jusqu'à la mer Baltique, et fut en possession des côtes de la mer, depuis les Pyrénées jusqu'à l'embouchure de l'Elbe. Cependant aucun bâtiment français ne sortait impunément du port, et le reste des colonies dans les deux Indes tomba dans les mains des Anglais dans les années 1809, 1810 et 1811.

Mais ce n'était pas seulement sur la mer que se signalait l'assistance des Anglais; l'Espagne était devenue le théâtre de la grande lutte depuis que la paix de Vienne avait rendu disponibles toutes les forces de la France. La jonction des peuples de cette contrée avec l'armée anglaise rendait la balance égale.

Le duc de Wellington, auparavant sir Arthur Welles-



ley, prend, en Portugal (22 avril 1809), le commandement suprême de l'armée anglaise. Innombrables combats en 1809, entre autres bataille de Talavera (27 et 28 juillet); siège et défense héroïques de Saragosse (novembre 1808 à février 1809), qui rappellent les souvenirs de Numance et de Sagonte. En 1810, déploiement de toute la puissance de Napoléon; la péninsule est inondée de troupes françaises, italiennes, polonaises et de la confédération du Rhin. Malgré d'incroyables efforts, Cadix est assiégée sans succès. — Dans le même temps, campagne en Portugal. Masséna, vaincu par Wellington, sans combattre (mars 1811), y perd sa réputation militaire. Progrès de Wellington en Espagne (1812). Prise de Ciudad-Rodrigo et de Badajoz. Bataille de Salamanque (22 juillet). Le siège de Cadix est levé, l'Espagne méridionale évacuée.

Quoique la guerre d'Espagne absorbât la plus grande partie des forces de l'empire français; l'ambition de la monarchie universelle poussa l'empereur à une nouvelle guerre contre la Russie. La Russie éprouvait de son côté que le système continental était funeste à ses finances. Le désir de s'y soustraire occasiona un refroidissement, la froideur est bientôt suivie de rupture. Le prince Kourakin quitta Paris (avril 1812). La guerre devint indubitable.

La lutte qui se préparait semblait devoir décider du destin de l'Europe. La politique habile de Bonaparte avait préparé contre la Russie une agression d'autant plus formidable que la guerre qu'il avait eu l'art d'allumer entre elle et la Porte, la privait d'une partie considérable de ses forces; mais la Russie sut à temps enlever à la France cette assistance.

La guerre avec la Porte avait éclaté peu après l'entrevue d'Erfurt. La Moldavie et la Valachie furent promptement envahies, mais la position inexpugnable du grand-visir à Schiumla (1810) arrêta les Russes. L'année suivante (1811) une grande partie de l'armée turque ayant passé le Danube fut détruite par Kutusow, et la Russie profita habilement de ces avantages pour signer la paix à Bucharest (28 mai) à des conditions modérées, sans que la France pût l'em-



pêcher; le Pruth, et ensuite le Danube, limite des deux empires.

Les deux grandes puissances allemandes se trouvaient dans une situation bien différente l'une de l'autre; l'Autriche, placée hors du théâtre de la guerre, était sûre d'être ménagée. La situation de la Prusse, au contraire, devenait désespérante; la grande route de l'armée était à travers ses provinces; sa ruine paraissait inévitable. La neutralité et la résistance la perdaient également. Aussi dut-elle souscrire à Paris, le 24 février, une alliance offensive et défensive contre la Russie, tandis que l'alliance de l'Autriche, signée à Paris (14 mars 1812), ne fut que défensive.

Quant aux deux puissances du nord, elles profitèrent l'une et l'autre de leur position géographique; le Danemarck pour conserver sa neutralité avec la Russie, la Suède, au contraire, pour se délivrer de la dépendance de la France. A la mort subite de l'héritier adoptif du trône (28 mai 1810), le maréchal Bernadotte avait été choisi par les états (21 août), et adopté par le roi, pour succéder à la couronne; Napoléon le haïssait dès long-temps et maintenant doublement, parce qu'il s'élevait sans son concours. Après de nombreux reproches sur l'inexécution du système continental, la Poméranie suédoise et l'île de Rügen furent occupées (janvier 1812) et traitées en ennemies. Cet acte hostile amena le rapprochement de la Suède et de la Russie, et le traité de Pétersbourg (8 avril) : 1<sup>o</sup> la Russie promet la réunion de la Norwège à la Suède; 2<sup>o</sup> la Suède s'oblige à une diversion dans le nord de l'Allemagne. Le 12 juillet, la paix de l'Angleterre avec la Russie et la Suède fut signée à Orebro.

La Russie n'en était pas moins seule pour soutenir le choc, tandis que de l'autre côté se rassemblaient sous les enseignes de Napoléon une multitude de peuples, telle que n'en rappelle point l'histoire depuis les expéditions de Xerxès et d'Attila. 500,000 soldats, la fleur des peuples de l'Europe, Français, Italiens, Napolitains, Suisses, Belges, Autrichiens, Hongrois, Bavares, Wurtembergeois, Badois, Saxons, Westphaliens, Prussiens, Polonais, Illyriens, arrachés de



leurs demeures pour être conduits à leur perte. Les Autrichiens et les Prussiens formaient des corps d'armées séparés, à l'aile droite, en Volhynie, à l'aile gauche, en Courlande. Les troupes russes, divisées en trois armées, n'étaient pas à beaucoup près, aussi nombreuses.

La campagne s'ouvre par le passage du Niémen à Kowno (23-25 juin), et par la déclaration d'Alexandre, qu'il ne consentirait jamais à la paix, tant que l'ennemi aurait un pied dans ses états. Combats fréquents dans la marche sur Witepsk et Smolensko, où les deux armées russes font leur jonction (6 août). Assaut et destruction de Smolensko (18 août). Kutusow prend le commandement. Retraite des Russes. Bataille de Borodino et de Mosaïsk (7 septembre). Les Russes ne fuient pas, mais se retirent à travers Moskow. Occupation de la ville déserte (15 et 16 septembre). Le conquérant établit son quartier général dans le Kremlin, antique résidence des czars, dernière limite de son expédition, et tombeau de sa grandeur.

L'armée, fatiguée et affaiblie, espère trouver ici quelque soulagement et quelque repos; tout à coup des flammes s'élèvent de toutes parts, et annoncent un embrasement général. Incendie de Moskow par le gouverneur Rostopschin, d'après l'ordre de Kutusow. Napoléon demande un armistice (5 octobre). Réponse retardée à dessein et refus des Russes. « Que la campagne finisse maintenant, était la proposition de Napoléon. Elle commence en ce moment, répondit Kutusow. »

Départ des ruines de Moskow (le Kremlin avait sauté en l'air) 19 octobre. Retraite, suivie par l'armée principale de Kutusow, et d'innombrables hordes de Cosaques; tandis qu'arrivent, en grande hâte, au nord, Wittgenstein, de la Duina; au midi, Tschitschakow, de la Moldavie. — Défaite d'un corps d'armée isolé à Jaroslawez (24 octobre), à Wiasma (8 novembre). Commencement du froid (6 novembre). Défaite à Krasnoï (17 et 18 novembre). Après le combat de Borisow (25 novembre), et le passage de la Bérésina à Studzianka (26 et 28 novembre), scènes d'horreur. De là jusqu'à Wilna, fuite et débandade du reste de l'ar-



mée. Le 4 décembre Napoléon avait fui vers Paris, dans un simple traîneau. Avant la fin de 1812 la Russie fut entièrement délivrée. — Deux cent quarante mille cadavres furent brûlés en Russie.

Relation par *Labaume*.

La nouvelle de ces événements produisit d'abord en Europe, plutôt un morne étonnement qu'un grand éclat de joie. Les plaintes des pères, des mères, des épouses et des orphelins éclataient de toutes parts. — Alexandre donna le signal de la délivrance de l'Europe; l'armée russe en cinq colonnes, ayant Kutusow à sa tête, entre en Prusse.

Ainsi s'ouvrit l'année sanglante et mémorable où devait renaître la liberté des princes et des peuples. Le roi de Prusse, accompagné de Hardenberg, quitte Berlin, et se rend à Breslau (22 janvier). Traité entre la Russie et la Prusse, à Kalisch (28 février). Alliance offensive et défensive. Appel à toute la nation (17 mars), et levée de la *landwehr* et du *landsturm*. Déjà (30 décembre) le corps aux ordres du général York, cessant d'obéir à Macdonald, était entré en pourparlers avec les Russes. Grâce à l'activité silencieuse du zèle de Scharnhorst et de Gneisenau, une armée de cent mille hommes bien équipés, se trouva soudainement prête; le mouvement se propage jusque sur le Rhin.

Napoléon fait de son côté des préparatifs immenses. Sénatus-consulte (10 janvier 1813), qui met à sa disposition deux cent cinquante mille conscrits. L'Elbe, depuis son embouchure jusqu'aux frontières de la Bohême, formait la ligne de démarcation entre les puissances belligérantes.

Occupation de Dresde (27 mars) par les Russes et par les Prussiens, sous les ordres de Wittgenstein et de Blücher et marche sur Leipzig. La guerre de délivrance s'ouvre par la bataille de Lützen (2 mai). Les alliés battus se retirent en bon ordre sur l'Elbe. Bataille de Bautzen (21 mai), Barclay de Tolly, commandant les Russes après la mort de Kutusow, et Blücher les Prussiens. Retraite sur l'Oder. Armistice conclu à Poischwitz.

Jamais une trêve de deux mois n'avait été d'une plus haute importance. Il s'agissait de savoir quel parti pren-



draît l'empereur d'Autriche ; c'est à lui qu'il était réservé de décider du dénouement. D'abord l'Autriche intervint en qualité de médiatrice. Convocation d'un congrès à Prague, où l'empereur François se rendit (5 juillet), et qui ne s'ouvrit que le 28 ; rompu (11 août), et dès le lendemain, l'Autriche déclare la guerre à la France.

La politique ne devait pas seule former l'union des trois puissances. Elle fut principalement resserrée par l'amitié personnelle des trois souverains d'Autriche, de Prusse et de Russie ; désormais inséparables, ainsi que leurs armées, ils partagèrent toutes les fatigues, tous les dangers, et ensuite les honneurs de la victoire. Les armées se confondirent aussi ; seulement l'honneur du commandement suprême fut déferé aux Autrichiens.

Les trois grandes armées de Bohême, sous Schwarzenberg ; de Silésie, sous Blücher, et du nord, sous le prince royal de Suède, qui avait appelé d'Amérique son ami Moreau, les corps détachés et les armées anglaise, espagnole et portugaise, sous Wellington, dans la Péninsule, formaient, en totalité, près d'un million d'hommes. Les forces de Napoléon étaient de moitié moindres, mais plus concentrées, et il tenait de plus toutes les places fortes jusqu'à l'Oder et à Dantzig. Dresde était son quartier-général.

Attaque imprévue de Dresde, par la grande armée, tandis que Napoléon était attiré en Silésie. Des retards et le rapide retour de ce prince (26 et 27 août) firent manquer le coup. Cette entreprise coûta la vie à Moreau ; mais, en voulant couper à l'ennemi la retraite sur la Bohême, Vandamme fut battu et pris par Kleist, à l'affaire de Culm et de Nollendorf (29 et 30 août). Le héros de l'Allemagne, vieillard encore animé de tout le feu de la jeunesse, remportait le même jour une victoire sur Macdonald, dont il détruisit l'armée près de la Katzbach (29 août). Dans le nord le prince royal de Suède remporta à Gross-Beeren un avantage considérable sur Oudinot (23 août), et Ney fut entièrement défait par Bulow et le prince royal à la bataille de Dennewitz (6 septembre).

Enfin Napoléon quitte Dresde, et se porte sur Leipzig,



il rassemble ses forces, divisées en neuf corps d'armée, outre la garde et la cavalerie, et formant environ 170,000 hommes.

La bataille décisive de Leipzig dura trois jours (16, 18 et 19 octobre). Le 16, combat de Wachau sans résultat. Le 17, repos ; mais le soir réunion des quatre armées des alliés, compris l'armée de réserve de Benningsen, ensemble 300,000 hommes, disposés en un vaste demi-cercle autour de Leipzig. Le 18, attaque générale, et après neuf heures de combat, la journée devint enfin décisive. Le soir, retraite de l'armée française jusqu'aux portes de Leipzig, et défection du corps des Saxons. Le 19, Leipzig est emporté et le roi de Saxe est fait prisonnier, tandis que Napoléon se retire par Erfurt jusqu'au Rhin. Il avait été attaqué en chemin, près d'Hanau (30 octobre), par Wrède, à la tête d'une armée de Bava-rois et d'Autrichiens qu'il battit.

Après la victoire de Leipzig, les princes et les peuples se levèrent de toutes parts. La charrue, les ateliers, les auditoires et les écoles restèrent déserts. L'insurrection se propageait aussi en Hollande. Soulèvement à Amsterdam (15 novembre), création d'une commission de gouvernement, sur l'invitation de laquelle le prince d'Orange revient d'Angleterre (1<sup>er</sup> décembre). Entrée d'une partie de l'armée du nord, sous Bulow (décembre) ; avant la fin de l'année, la Hollande était entièrement délivrée.

La déclaration de guerre du Danemarck à la Russie, à la Prusse et à la Suède, en conséquence des engagements qu'il avait pris à Dresde avec Napoléon, le 10 juillet, facilita l'exécution du plan de conquête de la Norwège. Invasion de la Norwège et du Holstein par le prince royal de Suède, soutenu des Russes (décembre). Traité de paix, à Kiel (14 janvier 1814) : Le Danemarck renonce à la possession de la Norwège. Mais cette transaction s'étant faite sans l'aveu des Norwégiens, ils proclamèrent d'abord leur indépendance, et ce ne fut qu'après quelques combats que le *Storthing* (la diète) consentit à la réunion de la Norwège à la Suède, mais comme royaume indépendant, et que Charles XIII fut proclamé roi de Norwège, 4 nov. 1814.



En Italie, les affaires suivaient un autre cours. La défection de la Bavière avait forcé le prince Eugène à abandonner l'Illyrie et la moitié de la Lombardie. Mais, fidèle à son père adoptif, il conserva avec sa gloire militaire l'estime de l'Italie. Quant à Murat, sans égard pour de semblables liens de parenté, il traita avec les alliés, et perdit la confiance de tout le monde par sa conduite équivoque.

Dans le courant de la même année, la domination française déjà chancelante en Espagne, y fut totalement anéantie. La guerre était devenue de plus en plus nationale, des bandes de *guérillas* se montraient sur tous les points. Enfin profitant de l'affaiblissement des forces françaises par le départ de Soult, avec un grand nombre de troupes, pour l'Allemagne (février 1813), Wellington se porte sur l'Ebre, contre Joseph et Jourdan. Bataille décisive de Vitoria (21 juin). Défaite totale de l'armée française. Wellington passe la Bidassoa. A la fin de 1813, il ne restait plus au pouvoir des Français, dans la Péninsule, que Barcelonne et les forts de Figuière et de Rose. Alors (8 décembre), traité de Valençai avec Ferdinand, et fin de sa captivité. Les cortès ne le confirmèrent pas, « parce que Ferdinand n'avait pas été libre, et qu'on ne pouvait traiter de la paix sans le concours de l'Angleterre. »

La France restait encore intacte. Les armées alliées s'étaient arrêtées au Rhin, et s'étendaient sur le bord de ce fleuve, des frontières de la Suisse à son embouchure. — Déclaration des alliés à Francfort (1<sup>er</sup> décembre) : « Ils offrent la paix à l'empereur, à condition de l'indépendance de tous les états de l'Europe. Ils désirent voir la France grande, forte et heureuse. » Les frontières du Rhin, des Alpes et des Pyrénées, furent proposées dans les négociations comme bases de la paix. Refus de Napoléon.

Le sort en était jeté; la dernière catastrophe devait avoir lieu en France. Les armées alliées passaient le Rhin à la fois en Suisse, en Allemagne et dans les Pays-Bas, fortes de 400,000 hommes; la grande, sous Schwarzenberg (21-25 décembre); celle de Silésie, sous Blücher (1<sup>er</sup> janvier 1814), et celle des Pays-Bas, sous Bülow. Réunion des



A la nouvelle du retour de Bonaparte, le congrès, heureusement encore assemblé, prit des mesures promptes et décisives. Déclaration du 13 mars contre Napoléon. Il est déclaré l'ennemi des peuples, et mis hors de la loi des nations; 25 mars, confirmation de l'alliance de Chaumont : Le contingent de chaque puissance est fixé à 180,000 hommes. La totalité des contingens ne s'éleva pas à moins de 1,057,400 hommes.

On rassembla aussi promptement qu'il fut possible dans les Pays-Bas une armée anglo-allemande, commandée par Wellington, et une armée prussienne sous les ordres de Blücher. Leur adversaire ne se laissa pas long-temps attendre. Napoléon se porte sur les frontières à la tête de 170,000 hommes (15 juin). Bataille de Ligny, contre Blücher (16 juin). Malgré leur courageuse résistance (le valeureux vieillard lui-même foulé aux pieds des chevaux) les Prussiens sont repoussés jusqu'à Wavres. Le même jour, combat de Ney, aux Quatre-Bras. Réunion à Waterloo de l'armée de Wellington; Napoléon l'attaque (18 juin). Après un terrible combat, la victoire flottait, le soir, encore incertaine, lorsque Blücher arriva et décida l'affaire. Défaite et fuite de l'armée française, qui, poursuivie par Gneisenau, est mise dans une complète déroute.

Prise de Paris. Les restes de l'armée battue se retirèrent en vertu d'une capitulation au-delà de la Loire. Dans la crainte d'être destitué par les chambres, Napoléon abdique en faveur de son fils (22 juin). Il part pour Rochefort (28 juin) et après d'inutiles tentatives pour échapper à la croisière anglaise, il se rend à l'amiral Hotham (15 juillet), est conduit en Angleterre, et de là, sans avoir débarqué, déporté à Sainte-Hélène (8 août) d'après le vœu unanime des puissances alliées (31 juillet) comme prisonnier de guerre.

Retour du roi dans sa capitale (8 juillet) après une absence de cent jours. Second traité de Paris (20 novembre 1815). Cession sur les frontières d'Allemagne de quatre places fortes, Philippeville, Marienbourg, Saarlouis et Landau; Huningue démantelé. Occupation de dix-huit places fortes pendant cinq ans par 150,000 hommes. In-



démérité de 700 millions. Les monumens des arts conquis par les Français sont repris sans convention.

Murat reçut aussi le prix de la duplicité de sa conduite. Avant le débarquement de Napoléon il avait fait des préparatifs, et aussitôt qu'il connut cet événement, il jeta le masque; l'Autriche lui déclare la guerre. Combat sur le Pô contre Bianchi. Combat de Tolentino du Garigliano (mai). Prise de Naples et rétablissement de Ferdinand. Murat se sauve d'Ischia en France. Après la défaite de Napoléon, il se réfugie en Corse, passe en Calabre, y débarque à Pizzo, est fait prisonnier, et passé par les armes (13 octobre).

---

## DEUXIÈME SECTION.

### HISTOIRE DES COLONIES DE 1804 A 1815.

Les Etats-Unis d'Amérique n'éprouvèrent aucune modification dans la forme de leur gouvernement; mais l'étendue de leur territoire, leur population et leurs revenus furent doublés par l'acquisition de la Louisiane et de la Floride orientale. Le nombre des états de la confédération s'accrut de dix-sept à vingt-deux, la population de six à onze millions, les revenus de 12 à 24 millions de dollars, sans augmentation d'impôts.

Un pays commerçant comme l'Amérique, ne pouvait éviter d'être impliqué dans les débats qui faisaient de la guerre entre la France et l'Angleterre une guerre de commerce. Discussions toujours plus vives, provoquées par les ordres du cabinet britannique, et par les décrets français de 1806 et 1807, qui anéantissaient le commerce des neutres. *Embargo act* (22 décembre 1807), qui défend la sortie de leurs propres vaisseaux. Plus tard (1<sup>er</sup> mars 1809), *non intercourse act*, interdiction de toute relation avec l'Angleterre et avec la France et leurs colonies. Alors Napoléon rapporta une partie de ses décrets à l'égard de l'Amérique (28 avril 1811), et eut l'adresse de la pousser à déclarer la guerre à l'Angleterre (18 juin 1812). La déclaration de l'Angleterre (24 juin) annonçant la rétractation des ordres du cabinet, arriva trop tard.



Dans cette guerre la marine américaine naissante se couvrit de gloire. Sur terre les principaux événemens furent la prise de Washington, et l'incendie de tous les édifices publics par le général Ross (24 août 1814) (violence blâmée en Angleterre même), et l'attaque, mais sans succès, par le général Packenham de la Nouvelle-Orléans, vaillamment défendue par le général Jackson (8 janvier 1815). La paix avait été conclue à Gand peu de jours auparavant (24 décembre 1814).

Cette guerre augmenta la dette publique, augmentation compensée par l'affermissement de l'Union, l'établissement de manufactures et de fabriques, enfin la création d'une marine. La paix étendit sur toutes les mers la navigation et le commerce des Etats-Unis.

La fidélité des colonies anglaises du Canada et de la Nouvelle-Ecosse avait été éprouvée dans la dernière guerre, et en effet quels motifs auraient eu de s'agiter, pour se procurer l'indépendance, des colonies qui jouissaient déjà d'une constitution libre, n'éprouvaient aucune contrainte religieuse, ne payaient point d'impôts, et voyaient chaque année s'augmenter leur population et leur richesse?

Acte du parlement (1791) qui organise le régime des deux Canada; dans chacun un gouverneur et deux chambres, un conseil (chambre haute) de membres nommés à vie par le gouverneur; et une assemblée (chambre basse) de membres élus tous les quatre ans par les propriétaires. Le gouverneur du Bas-Canada est gouverneur général pour le militaire. Les bills des conseils et des assemblées n'ont besoin que de la sanction du gouverneur, et ont force de loi, lorsque le roi reste deux ans sans les désapprouver.

Lettres par *Hugue Gray*.

Un état indépendant s'éleva dans le sein de l'Amérique méridionale. Le Brésil, déclaré royaume par son souverain (décembre 1815), dut son existence aux bouleversemens de la métropole (1807), qui eurent aussi pour effet l'ouverture (mars 1808) de tous ses ports aux états neutres et amis. Mais jusqu'à présent le Brésil a plus le caractère d'une colonie de planteurs que d'une société agricole, la



terre n'est guère cultivée que par des nègres esclaves, chrétiens, il est vrai, traités avec douceur, et qui peuvent se racheter. Par le traité d'alliance avec l'Angleterre (19 février 1810) le Brésil s'est engagé à l'abolition de la traite des noirs.

Les agitations politiques de la mère-patrie amenaient aussi une ère nouvelle pour l'Amérique espagnole, celle de son indépendance et de sa liberté. La lutte fut engagée, non d'abord dans le dessein de se séparer de la couronne d'Espagne, mais seulement par opposition à l'usurpation de Bonaparte. A l'imitation des Espagnols, ils créèrent des juntas pendant la captivité de leur roi légitime. Après l'établissement de la régence dans la métropole et le rejet de leurs réclamations, savoir : Egalité de droits avec les habitants de la métropole, liberté entière de culture et de manufactures, de commerce et d'exploitation des mines d'argent, et rétablissement des jésuites pour l'instruction et la conversion des Indiens; ils refusent de la reconnaître, ainsi que l'autorité des cortès qu'elle avait assemblées, et ils sont déclarés rebelles (31 août 1810); c'est ainsi qu'on les contraignit à le devenir, et l'indépendance fut proclamée successivement par les juntas des diverses contrées de l'Amérique espagnole. A la restauration de Ferdinand VII, on était engagé trop avant pour revenir sur ses pas (1814). En 1815, la lutte subsistait encore, mais avec des succès divers, à Caracas, à la Nouvelle-Grenade, au Mexique, à La Plata, au Chili et au Pérou.

Aperçu de la révolution de l'Amérique espagnole. Londres 1817. Narration digne de foi.

L'insurrection américaine ne s'est pas étendue à Cuba et à Porto-Ricco. Saint-Domingue ou Haïti offrait un spectacle remarquable. Après la retraite des Français (déc. 1803), et la déclaration de l'indépendance (1<sup>er</sup> janvier 1804), le général nègre, Dessalines, se proclame empereur d'Haïti, sous le nom de Jacques I<sup>er</sup> (5 octobre); massacré (17 octobre 1806), il eut pour successeur le général Henri-Christophe, nommé par l'armée chef provisoire du gouvernement, puis proclamé roi d'Haïti par le conseil d'état,



qui publie en même temps une constitution (4 avril 1811) à l'eupéenne avec un grand-conseil, un conseil privé, des grands dignitaires et quatre ministres.

Dans le même temps le général mulâtre, Péthion, établissait une république dans une partie de l'île (Port-au-Prince), et ensuite le roi Henri ayant été massacré par ses propres sujets. Boyer, successeur de Péthion, est devenu chef des deux états confondus en un seul, sous le titre de république d'Haïti.

L'abolition de la traite des nègres est sans contredit l'événement le plus remarquable dans l'histoire des colonies. Non-seulement un acte du parlement d'Angleterre (1806) a déclaré crime capital toute participation au commerce des esclaves; mais la suppression de ce trafic est devenue une des clauses, en quelque sorte obligées, de tous les traités conclus par l'Angleterre qui, pour l'obtenir, a consenti à payer au Portugal 300,000 piastres, et à l'Espagne 400,000 piastres pour indemniser leurs sujets des pertes qu'ils pourront éprouver.

L'histoire des Indes orientales n'est guère, pendant cette époque, que celle de la domination britannique. Les guerres contre les princes indigènes finirent par étendre la puissance anglaise, d'un côté jusqu'à l'Indus, et de l'autre jusqu'aux montagnes inaccessibles du Thibet, et les Anglais sont devenus les voisins des Afghans et de la Chine. A peine terminée (30 décembre 1803) la guerre recommença (avril 1804) avec le prince Maratte Holcar. — Prise de Nampour par le général Wellesley (16 mai) et d'Indore (26 août); mais il éprouva une grande perte devant Burtpour (11 janvier 1805). Traité de paix (24 décembre) par lequel Holcar se soumet à ne prendre aucun Européen à son service. Le Scindiah avait aussi pris part à la querelle; il lui en coûta toutes ses possessions au nord du Tschumboul. Plus tard les succès du général Ochterlony procurent l'acquisition du Nepaul par le traité de paix (4 mai 1816). Enfin une guerre générale contre les Marattes décide du destin de ces peuples (1817). Ligue de leurs principaux chefs, le Peischwa à Poura, le Scindiah, le rajah de Nagpour,



Holcar, Amer-Khan de Malva, et les Pindaris, hordes à cheval du nord de la péninsule. Le gouverneur Hastings (lord Moira) les accable isolément. Les Pindaris exterminés. Le Peischwa pris et déposé, de même que le rajah de Nagpour, Holcar privé des deux tiers de son territoire, le Scindiah et Amer-Khan à la merci des Anglais.

Journal politique, 1819. — Relation du colonel *Kirkpatrick*. La meilleure description du pays.

La guerre d'Europe agrandit aussi les possessions des Anglais dans l'Inde. Ils se firent céder l'île de France, échangèrent avec la Hollande, Cochin contre l'île de Banca, et l'occupation des possessions hollandaises de Ceylan, leur facilita celle de toute l'île et le renversement du trône du rajah de Candy, fait prisonnier, transporté à Madras (24 janvier 1816).

L'agrandissement du territoire de la compagnie n'apporta aucun changement à sa constitution politique; mais au renouvellement de la charte pour vingt ans (10 avril 1814), le monopole de la compagnie fut restreint à la Chine, partout ailleurs la liberté de commerce accordée à tout vaisseau anglais.

Histoire du commerce, par *David Macpherson*.

Depuis la suppression de la compagnie hollandaise les colonies appartenaient à l'état. Lorsqu'il fut érigé en monarchie, le roi envoya à Batavia le général Dændels comme gouverneur général. Mais Batavia n'en tomba pas moins bientôt au pouvoir des Anglais, qui la possédèrent vingt ans, et y établirent une administration sage et douce.

*Stamford Raffles*, le meilleur des ouvrages sur Java, riche en vues nouvelles sur l'antiquité de l'Inde.

Continent austral. Les établissemens anglais prospérèrent rapidement. On franchit les montagnes situées derrière la colonie, et la ville de Bathurst devint le point de départ pour les découvertes dans ce pays merveilleux. Le christianisme s'était établi dans les îles de la Société, et les habitans de la nouvelle Zelande commençaient à manger des patates au lieu de chair humaine.

---



## TROISIÈME SECTION.

## RÉTABLISSEMENT DU SYSTÈME POLITIQUE DE L'EUROPE.

Actes du congrès de Vienne, par *Kluber*, excellent recueil. — *Schœl*, histoire abrégée.

La politique ne pouvait tenter une entreprise, ni plus grande ni plus glorieuse que celle du rétablissement du système politique de l'Europe. Le succès en fut assuré par la propre volonté des souverains, puisée dans leurs sentimens personnels et dans les grandes épreuves par lesquelles ils avaient passé.

Jamais il ne fut mieux prouvé que les puissances, et même les plus grandes de la terre, sont soumises à l'influence de l'esprit de leur siècle. Ici ces puissances ont ou tacitement ou formellement reconnu comme principes fondamentaux, qu'une indispensable nécessité peut seule justifier les princes et les peuples de faire la guerre, que les états doivent réciproquement respecter leur indépendance; que les formes des gouvernemens ont besoin d'être réglées par des lois précises; que les souverains doivent concéder à leurs peuples le droit de participer à la législation, particulièrement en matière d'impôts; que l'esclavage et la servitude sont des maux qu'il faut détruire; que la manifestation de la pensée par des écrits et par la voie de la presse doit être libre; enfin et avant tout, qu'il doit y avoir un lien commun entre la religion, la politique et la morale.

L'opinion, fondée sur l'exemple de l'Angleterre, s'était si hautement prononcée pour la monarchie constitutionnelle, que cette forme de gouvernement devint, sinon générale, du moins prédominante en Europe. La disparition de toutes les grandes républiques, la Suisse exceptée, et l'abolition du régime électif dans les états qui y étaient soumis, sont deux faits marquans de l'époque.

Personne ne crut possible le rétablissement de l'état territorial antérieur à la révolution; on ne put pas même déterminer une année normale. On remonta, à l'égard de la France, à 1792; pour l'Autriche, à 1805; pour la Prusse,



à 1806. L'état central, l'Allemagne, avait, depuis dix ans, presque cessé d'être un état.

La nécessité de le reconstituer se fit d'abord sentir. La voix publique réclamait hautement la réunion des états allemands en une unité politique. Mais il ne pouvait être question que de l'association des états conservant leur existence propre. Cette idée avait déjà été admise lors de la première paix de Paris. Le traité portait art. 6 : Les états d'Allemagne seront indépendans et liés par un pacte fédératif (ainsi point d'empire d'Allemagne ayant pour chef un empereur), et l'on délibéra au congrès de Vienne, sur les moyens de réaliser ce projet. On en avait presque abandonné l'espérance ensuite de l'opposition de la Bavière et du Wurtemberg, et d'une coalition des autres états et des villes libres, quand la force des circonstances, le retour de Napoléon, fit souscrire l'acte de la confédération germanique.

Le but de la confédération est la sûreté intérieure et extérieure de l'Allemagne, l'indépendance et l'intégralité de chacun de ses états. Dispositions principales : La majorité même des deux tiers dans l'assemblée plénière ne peut produire aucune résolution obligatoire, en ce qui concerne l'adoption et le changement des lois constitutives de l'association. En cas de guerre fédérale, il ne peut y avoir ni négociations, ni trêve, ni paix séparées ; les confédérés prennent l'engagement de ne pas se faire la guerre les uns aux autres, sous aucun prétexte, et de porter leurs démêlés devant la diète. Conditions particulières : Institutions d'une haute cour de justice ; établissement dans chaque état de la confédération, d'un gouvernement représentatif ; égalité de droits politiques et civils pour toutes les communions chrétiennes ; droits généraux des sujets des états de la confédération germanique ; faculté de posséder des biens dans les autres états sans payer de taxe particulière ; liberté de se retirer, de prendre ailleurs du service, et exemption de tout impôt supplémentaire ; prochaine rédaction de dispositions uniformes sur la liberté de la presse et les contrefaçons.



Les démarcations territoriales en Allemagne étaient étroitement liées avec le rétablissement des deux grandes monarchies de cette contrée. Recomposition facile de la monarchie autrichienne en un tout contigu avec vingt-huit millions d'habitans. L'Autriche obtint en Italie toutes les contrées entre le Tessin, le Pô et la mer Adriatique, érigées en royaume Lombardo-Vénitien, et de plus l'Illyrie, la Dalmatie-Vénitienne, le Tyrol, Salzbourg, et les portions cédées de la Gallicie. On donna en outre, à des princes de la même maison, la Toscane, Modène, Parme et Plaisance.

La recomposition de la monarchie prussienne éprouva, au contraire, les plus grands obstacles qui tenaient aux prétentions de la Russie sur le duché de Varsovie. Il y eut des momens où l'on aurait pu craindre de voir se porter aux dernières extrémités des princes moins amis de la paix. Enfin la diplomatie trouva un terme moyen. La Saxe fut partagée, et une portion du duché de Varsovie revint à la Prusse. Celle-ci reçut en outre : 1<sup>o</sup> le duché de Posen ; 2<sup>o</sup> la Poméranie suédoise ; 3<sup>o</sup> Clèves et Berg ; 4<sup>o</sup> la majeure partie de la rive gauche du Rhin jusqu'à la Sarre.

La Bavière obtint en indemnité de ses rétrocessions à l'Autriche, une petite partie de la rive gauche du Rhin, Wurtzbourg, Aschaffembourg. — Hanovre fut élevé à la dignité de royaume. — La réunion des Pays-Bas en un seul état fut arrêtée à Vienne, sous la souveraineté de la maison d'Orange, comme autrefois sous la maison de Habsbourg. Restitution des colonies, Surinam, Curaçao, Saint-Eustache, Saint-Martin, Batavia, Banca et les Moluques.

La Grande-Bretagne, sortie intacte de la tourmente, n'avait besoin de restauration ni dans son territoire, ni dans son gouvernement. Les principes de Pitt avaient triomphé, et le pouvoir se perpétua dans les mains de ses amis ou de ses élèves, Liverpool, Hawkesbury, Caning, Parceval, Castlereagh. Influence de l'Angleterre sur la civilisation : L'esprit des constitutions libres émanait d'elle : Son exemple et la constance de sa volonté ont aboli le commerce des esclaves, ses institutions ont étendu à toutes les parties du



monde, la lumière du christianisme; les grands progrès dans l'art de la fabrication, finiront par tourner à l'avantage universel.

La France restait encore par sa situation, son étendue, sa population et le génie de ses habitants, l'état le plus considérable de l'Europe. Ses frontières furent déterminées par les traités; le choix de sa constitution fut abandonné à elle-même. Elle recouvre de ses colonies : dans les Indes occidentales, la Martinique, la Guadeloupe; en Afrique, le Sénégal et Gorée, et dans l'Inde, l'île de Bourbon, Pondichéry, Mahé et Chandernagor.

La confédération helvétique obtient du congrès de Vienne la reconnaissance de la neutralité de la Suisse. Par la déclaration des puissances (20 mars 1815) à laquelle adhéra la confédération, le Valais, Neuchâtel et Genève, érigés en nouveaux cantons, furent ajoutés aux dix-neuf qui subsistaient déjà. Le nouveau pacte fédératif porte entre autres : Garantie réciproque par tous les cantons, de leur territoire et de leur constitution; la diète, dans laquelle chaque canton a une voix égale, délibère sur les intérêts communs de la confédération, déclare la guerre et fait la paix, et traite seule au dehors.

Restauration du royaume de Sardaigne, augmenté par la réunion de la république de Gênes. — L'état de l'Eglise recouvre le même territoire dont il se composait avant la révolution. — Les Deux-Siciles réunis en un seul royaume.

La république des Sept-Iles fut placée sous la protection de l'Angleterre : Corfou, Céphalonie, Xante, Saint-Maure, Ithaque, Paxos et Cérigo. Constitution (29 décembre 1817) : un lord commissaire représente le roi d'Angleterre. Il nomme le président du sénat; toute proposition de loi et toute ordonnance est soumise à son approbation.

En Espagne les cortès, assemblés pendant la guerre, avaient décrété une constitution qui réduisait le roi à n'être que leur sujet. Non-seulement il refusa de l'accepter, mais la puissance royale absolue soutenue par l'inquisition, et les jésuites, furent rétablis.



Grands changemens opérés dans la monarchie portugaise, où une colonie est devenue la capitale et le siège du gouvernement.

Le Danemarck, forcé de renoncer à la Norwège, reçut le duché de Lauenbourg jusqu'à l'Elbe.

La Péninsule scandinave est maintenant, par la réunion de la Norwège à la Suède, tout entière sous la domination d'un seul souverain ; mais chaque royaume est régi par sa constitution.

Aucun état n'est sorti de ces tempêtes plus puissant et plus agrandi que la Russie. Elle a acquis au nord toute la Finlande ; au sud, la Bessarabie et une partie de la Moldavie. La paix avec la Perse lui a valu plusieurs provinces à l'est, et le traité de Vienne lui a procuré une portion de la Pologne, à laquelle on a donné le nom de royaume de Pologne.

Cracovie déclarée ville libre et neutre à cause de l'importance de sa position militaire ; phénomène politique de l'Europe slave, comme Saint-Marin au milieu de l'état de l'église.

Les restaurateurs du système politique de l'Europe ont eux-mêmes, hautement, et à plusieurs reprises, déclaré qu'ils n'avaient en vue que sa liberté et que le rétablissement de l'équilibre. Toutefois il s'est formé dans cette restauration une aristocratie avouée des grandes puissances, qui n'existait pas, du moins ostensiblement, sous l'ancien régime. Cette aristocratie née des circonstances fut diplomatiquement fondée à Chaumont entre l'Autriche, la Russie, l'Angleterre et la Prusse, et complétée par l'accession de la France au congrès d'Aix-la-Chapelle.

Mais un traité d'un genre inconnu dans la diplomatie parut à cette époque. C'est la sainte alliance, conçue par l'empereur Alexandre, conclue à Paris, le 26 septembre 1815, entre ce prince et les souverains d'Autriche et de Prusse, et acceptée successivement par tous les états chrétiens de l'Europe, excepté l'Angleterre. Les trois monarques s'y engagent « conformément aux préceptes de l'Evangile, qui commandent à tous les hommes de s'aimer



en frères, à rester liés par l'indissoluble nœud d'une amitié fraternelle; à se prêter mutuellement assistance; à gouverner leurs sujets en pères; à maintenir sincèrement la religion, la paix et la justice.»

C'est sur ces principes et avec le concours de l'Angleterre, que furent rédigés et signés par les cinq puissances le protocole et la déclaration d'Aix-la-Chapelle le 15 novembre 1818, dont les dispositions principales ne doivent pas être omises à la fin de l'histoire du système politique de l'Europe.

Les cinq puissances déclarèrent que leur union n'a pour but que le maintien de la paix et la garantie des transactions qui l'ont fondée et consolidée. Sa base fondamentale est leur invariable résolution de ne jamais s'écarter ni entre elles, ni dans leurs relations avec d'autres états, de l'observation la plus stricte des principes du droit des gens.

Fidèles à ces principes, les souverains les maintiendront également dans les réunions auxquelles ils assisteront en personne, ou qui auraient lieu entre leurs ministres, et dans le cas où ces réunions auraient pour objet des affaires spécialement liées aux intérêts des autres états de l'Europe, elles n'auront lieu qu'à la suite d'une invitation formelle de la part de ces états que lesdites affaires concerneraient, et sous la réserve expresse de leur droit d'y participer directement ou par leurs plénipotentiaires.

Enfin ils reconnaissent formellement que leurs devoirs envers Dieu et envers les peuples qu'ils gouvernent, leur prescrivent de donner au monde, autant qu'il est en eux, l'exemple de la justice, de la concorde, de la modération, heureux de pouvoir consacrer désormais tous leurs efforts à protéger les arts de la paix, à accroître la prospérité intérieure de leurs états, et à réveiller ces sentimens de la religion et de la morale, dont le malheur des temps n'a que trop affaibli l'empire.

---



# LISTE CHRONOLOGIQUE DES SOUVERAINS,

DEPUIS 1500 JUSQU'A 1789, AVEC LA DATE DE LEUR MORT,  
OU DE LEUR ABDICATION.

## I. PAPES.

|                                                   |                |                |
|---------------------------------------------------|----------------|----------------|
| Alexandre VI. ( <i>Borgia</i> )                   | 1491 . . . . . | 18 août 1503   |
| Pie III. ( <i>Todeschini</i> ) . . . . .          |                | 18 oct. 1503   |
| Jules II. ( <i>La Rovere</i> ) . . . . .          |                | 21 fév. 1513   |
| Léon X. ( <i>Médicis</i> ) . . . . .              |                | 1 déc. 1521    |
| Adrien VI. ( <i>Florent d'Utrecht</i> ) . . . . . |                | 14 sept. 1523  |
| Clément VII. ( <i>Médicis</i> ) . . . . .         |                | 26 nov. 1534   |
| Paul III. ( <i>Farnèse</i> ) . . . . .            |                | 10 nov. 1549   |
| Jules III. ( <i>Del Monte</i> ) . . . . .         |                | 22 mars 1555   |
| Marcel II. ( <i>Cervasio</i> ) . . . . .          |                | 1 juin 1555    |
| Paul IV. ( <i>Caraffa</i> ) . . . . .             |                | 17 août 1559   |
| Pie IV. ( <i>Médicis</i> ) . . . . .              |                | 9 déc. 1565    |
| Pie V. ( <i>Ghisleri</i> ) . . . . .              |                | 1 mai 1572     |
| Grégoire XIII. ( <i>Buoncompagno</i> ) . . . . .  |                | 10 avril 1585  |
| Sixte-Quint. ( <i>Peretti</i> ) . . . . .         |                | 26 août 1590   |
| Urbain VII. ( <i>Castagna</i> ) . . . . .         |                | 28 sept. 1590  |
| Grégoire XIV. ( <i>Sfondrato</i> ) . . . . .      |                | 15 oct. 1591   |
| Innocent IX. ( <i>Facchinetti</i> ) . . . . .     |                | 29 déc. 1591   |
| Clément VIII. ( <i>Aldobrandini</i> ) . . . . .   |                | 3 mars 1605    |
| Léon XI. ( <i>Médicis</i> ) . . . . .             |                | 27 avril 1605  |
| Paul V. ( <i>Borghèse</i> ) . . . . .             |                | 27 janv. 1621  |
| Grégoire XV. ( <i>Ludovisio</i> ) . . . . .       |                | 8 juill. 1623  |
| Urbain VIII. ( <i>Barberini</i> ) . . . . .       |                | 29 juill. 1644 |
| Innocent X. ( <i>Pamphili</i> ) . . . . .         |                | 5 janv. 1655   |
| Alexandre VII. ( <i>Chigi</i> ) . . . . .         |                | 21 mai 1667    |
| Clément IX. ( <i>Rospigliosi</i> ) . . . . .      |                | 9 déc. 1669    |
| Clément X. ( <i>Altieri</i> ) . . . . .           |                | 21 juill. 1676 |
| Innocent XI. ( <i>Odescalchi</i> ) . . . . .      |                | 12 août 1689   |
| Alexandre VIII. ( <i>Ottoboni</i> ) . . . . .     |                | 1 fév. 1691    |
| Innocent XII. ( <i>Pignatelli</i> ) . . . . .     |                | 27 nov. 1700   |
| Clément XI. ( <i>Albani</i> ) . . . . .           |                | 18 mars 1721   |
| Innocent XIII. ( <i>Conti</i> ) . . . . .         |                | 7 mars 1724    |



|                                                                       |               |
|-----------------------------------------------------------------------|---------------|
| Benoît XIII. ( <i>Des Ursins</i> ) . . . . .                          | 20 fév. 1730  |
| Clément XII. ( <i>Corsini</i> ) . . . . .                             | 5 fév. 1740   |
| Benoît XIV. ( <i>Lambertini</i> ) . . . . .                           | 2 mai 1758    |
| Clément XIII. ( <i>Rezzonico</i> ) . . . . .                          | 2 fév. 1769   |
| Clément XIV. ( <i>Ganganelli</i> ) . . . . .                          | 22 sept. 1774 |
| Pie VI. ( <i>Braschi</i> ), dép. 15 fév. 1798 . . . . .               | 29 août 1799  |
| (République romaine jusqu'au mois de juillet 1799.)                   |               |
| Pie VII. ( <i>Chiaramonti</i> ), élu 13 fév. 1800. . dép. 17 mai 1809 |               |
| (Réunion à la France.)                                                |               |
| Pie VII rétabli, 24 mai 1814.                                         |               |

## II. EMPEREURS D'ALLEMAGNE.

*Maison d'Autriche.*

|                                  |                |
|----------------------------------|----------------|
| Maximilien I. 1493. . . . .      | 12 janv. 1519  |
| Charles-Quint, abdique . . . . . | 17 sept. 1556  |
| Ferdinand I. . . . .             | 25 juill. 1564 |
| Maximilien II . . . . .          | 12 oct. 1576   |
| Rodolphe II . . . . .            | 10 janv. 1612  |
| Mathias . . . . .                | 10 mars 1619   |
| Ferdinand II. . . . .            | 15 fév. 1637   |
| Ferdinand III . . . . .          | 23 mars 1657   |
| (Interrègne de quinze mois.)     |                |
| Léopold I. . . . .               | 5 mai 1705     |
| (Interrègne de six mois.)        |                |
| Joseph I . . . . .               | 17 avril 1711  |
| Charles VI . . . . .             | 20 oct. 1740   |

*Maison de Bavière.*

|                       |               |
|-----------------------|---------------|
| Charles VII . . . . . | 20 janv. 1745 |
|-----------------------|---------------|

*Maison de Lorraine.*

|                                                 |              |
|-------------------------------------------------|--------------|
| { François I . . . . .                          | 18 août 1765 |
| { Marie-Thérèse . . . . .                       | 29 nov. 1780 |
| Joseph II . . . . .                             | 20 fév. 1790 |
| Léopold II . . . . .                            | 1 mars 1792  |
| François II, empereur d'Autriche, 11 août 1804. |              |

## III. RUSSIE.

*Grands-ducs de Moscovie.*

|                                           |              |
|-------------------------------------------|--------------|
| Ivan Basilowitz I, dit le Grand . . . . . | 27 oct. 1505 |
| Basile Ivanowitz . . . . .                | 3 déc. 1533  |



*Czars.*

|                                              |                |
|----------------------------------------------|----------------|
| Ivan Basilowitz II . . . . .                 | 28 mars 1584   |
| Fœdor I . . . . .                            | 7 janv. 1598   |
| Boris-Godonow, usurpateur . . . . .          | 13 avril 1605  |
| Fœdor-Borisowitz . . . . .                   | 1605           |
| Démétrius, imposteur, assassiné . . . . .    | 17 mai 1606    |
| Basile Zwinskoi, élu et déposé . . . . .     | 27 juill. 1610 |
| (Deux faux Démétrius, en 1610.)              |                |
| Ladislav de Pologne, élu et rejeté . . . . . | 1611           |
| (Quatrième faux Démétrius, en 1613.)         |                |

*Maison de Romanow.*

|                                                               |                |
|---------------------------------------------------------------|----------------|
| Michel Fœderowitz, élu en 1613 . . . . .                      | 21 juill. 1645 |
| Alexis Michaëlowitz . . . . .                                 | 8 fév. 1676    |
| Fœdor II. . . . .                                             | 27 avril 1682  |
| { Sophie, enfermée dans un couvent . . . . .                  | 1689           |
| { Ivan . . . . .                                              | 11 sept. 1696  |
| { Pierre I le Grand, seul depuis 1696, emp. en 1721 . . . . . | 8 fév. 1725    |
| Catherine I . . . . .                                         | 17 mai 1727    |
| Pierre II . . . . .                                           | 29 janv. 1730  |
| Anne . . . . .                                                | 28 oct. 1740   |
| Ivan III, détrôné . . . . .                                   | 6 déc. 1741    |
| Elisabeth . . . . .                                           | 5 janv. 1762   |

*Maison de Holstein-Gottorp.*

|                        |               |
|------------------------|---------------|
| Pierre III. . . . .    | 9 juill. 1762 |
| Catherine II . . . . . | 17 nov. 1796  |
| Paul I. . . . .        | 25 mars 1801  |
| Alexandre I. . . . .   |               |

## IV. TURQUIE.

|                                                                             |               |
|-----------------------------------------------------------------------------|---------------|
| Bajazet II. 1481. Déposé et empoisonné . . . . .                            | août 1512     |
| Sélim I . . . . .                                                           | 22 sept. 1520 |
| Soliman II . . . . .                                                        | 4 sept. 1566  |
| Sélim II . . . . .                                                          | 13 déc. 1574  |
| Amurat III . . . . .                                                        | 18 janv. 1595 |
| Mahomet III. . . . .                                                        | 21 déc. 1603  |
| Achmet I. . . . .                                                           | 15 nov. 1617  |
| Mustapha I, déposé . . . . .                                                | 1618          |
| Osman II, déposé et étranglé . . . . .                                      | 1622          |
| Mustapha I, rétabli, et déposé pour la deuxième fois, et étranglé . . . . . | 16 août 1623  |



|                               |                |
|-------------------------------|----------------|
| Amurat IV . . . . .           | 8 fév. 1640    |
| Ibrahim, étranglé . . . . .   | 17 août 1648   |
| Mahomet IV, déposé . . . . .  | 28 oct. 1687   |
| Soliman III . . . . .         | 22 juin 1691   |
| Achmet II . . . . .           | 6 fév. 1695    |
| Mustapha II, déposé . . . . . | 30 sept. 1703  |
| Achmet, déposé . . . . .      | 2 oct. 1730    |
| Mahomet V . . . . .           | 13 sept. 1754  |
| Osman III . . . . .           | 28 oct. 1757   |
| Mustapha III . . . . .        | 21 janv. 1774  |
| Abdul-Hamet . . . . .         | 7 avril 1789   |
| Sélim III, déposé . . . . .   | 29 mai 1807    |
| Mustapha IV, déposé . . . . . | 28 juill. 1808 |
| Mahmoud III.                  |                |

## V. PORTUGAL.

*Maison de Bourgogne.*

|                                   |               |
|-----------------------------------|---------------|
| Emmanuel-le-Grand, 1495 . . . . . | 13 déc. 1521  |
| Jean III . . . . .                | 10 juin 1557  |
| Sébastien . . . . .               | 4 août 1578   |
| Henri . . . . .                   | 31 janv. 1580 |

(Sous la domination de l'Espagne jusqu'en 1640.)

*Maison de Bragance.*

|                                                                                                |                |
|------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------|
| Jean IV . . . . .                                                                              | 28 fév. 1656   |
| Alphonse VI, déposé . . . . .                                                                  | 23 nov. 1667   |
| Pierre II . . . . .                                                                            | 9 déc. 1706    |
| Jean V . . . . .                                                                               | 31 juill. 1750 |
| Joseph-Emmanuel . . . . .                                                                      | 25 fév. 1777   |
| Marie I . . . . .                                                                              | 20 mars 1816   |
| Jean VI (régent 1799, transporte sa résidence au Brésil qu'il érige en royaume, 30 nov. 1807). |                |

## VI. ESPAGNE.

|                                           |              |
|-------------------------------------------|--------------|
| { Isabelle, 1474 . . . . .                | 26 nov. 1504 |
| { Ferdinand-le-Catholique, 1479 . . . . . | 1 janv. 1516 |

*Maison d'Autriche.*

|                                                                                                   |               |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------|
| Philippe d'Autriche, en Castille, 1504 . . . . .                                                  | 25 sept. 1506 |
| Charles I. (Charles-Quint) sur toute l'Espagne en 1516, mort le 21 sept. 1558, avait abdiqué le . | 25 oct. 1555  |



|                        |               |
|------------------------|---------------|
| Philippe II . . . . .  | 13 sept. 1598 |
| Philippe III . . . . . | 28 fév. 1621  |
| Philippe IV . . . . .  | 17 sept. 1665 |
| Charles II . . . . .   | 1 nov. 1700   |

*Maison de Bourbon*

|                                                    |               |
|----------------------------------------------------|---------------|
| Philippe V, abdique le 15 janvier 1724.            |               |
| Louis . . . . .                                    | 1 août 1724   |
| Philippe V reprend le sceptre en 1724 . . . . .    | 9 juill. 1746 |
| Ferdinand VI . . . . .                             | 10 août 1759  |
| Charles III . . . . .                              | 13 août 1788  |
| Charles IV abdique . . . . .                       | 19 mars 1808  |
| Ferdinand VII, dépossédé . . . . .                 | 10 mai 1808   |
| Joseph Bonaparte, 6 juin 1808, dépossédé . . . . . | 8 déc. 1813   |
| Ferdinand VII, rétabli, 8 déc. 1813.               |               |

## VII. FRANCE.

*Maison de Valois.*

|                             |                |
|-----------------------------|----------------|
| Charles VIII, 1483. . . . . | 7 avril 1498   |
| Louis XII . . . . .         | 1 janv. 1515   |
| François I . . . . .        | 31 mars 1547   |
| Henri II . . . . .          | 10 juill. 1559 |
| François II . . . . .       | 15 déc. 1560   |
| Charles IX . . . . .        | 30 mai 1574    |
| Henri III. . . . .          | 1 août 1589    |

*Maison de Bourbon.*

|                              |               |
|------------------------------|---------------|
| Henri IV . . . . .           | 14 mai 1610   |
| Louis XIII . . . . .         | 14 mai 1643   |
| Louis XIV . . . . .          | 1 sept. 1715  |
| Louis XV. . . . .            | 10 mai 1774   |
| Louis XVI . . . . .          | 21 janv. 1793 |
| Louis XVII, détenu . . . . . | 8 juin 1795   |

(République depuis le 22 septemb<sup>re</sup> 1792, sous la convention, jusqu'au 20 oct. 1795; sous le directoire, jusqu'au 9 nov. 1799; sous le consulat, jusqu'au 6 nov. 1804).

Napoléon Bonaparte, empereur, abdique . . . . . 10 avril 1814  
(Revenu 20 mars 1815, il abdique une seconde fois, 22 juin.)

Louis XVIII. (absent jusqu'au 4 avril 1814, et du 20 mars au 8 juillet 1815.)



## VIII. ANGLETERRE.

*Maison de Tudor.*

|                           |               |
|---------------------------|---------------|
| Henri VII, 1485 . . . . . | 21 avril 1509 |
| Henri VIII . . . . .      | 28 janv. 1547 |
| Edouard VI . . . . .      | 6 juill. 1553 |
| Marie . . . . .           | 17 nov. 1558  |
| Elisabeth . . . . .       | 3 avril 1603  |

*Maison de Stuart.*

|                     |               |
|---------------------|---------------|
| Jacques I . . . . . | 6 avril 1625  |
| Charles I . . . . . | 30 janv. 1649 |

*Protectorat.*

|                            |               |
|----------------------------|---------------|
| Cromwell . . . . .         | 3 sept. 1658  |
| Richard se démet . . . . . | 22 avril 1659 |

*Rétablissement de la maison de Stuart.*

|                               |              |
|-------------------------------|--------------|
| Charles II . . . . .          | 5 fév. 1685  |
| Jacques II, expulsé . . . . . | 24 déc. 1688 |
| { Marie . . . . .             | 6 janv. 1695 |
| { Guillaume III . . . . .     | 8 mars 1702  |
| Anne . . . . .                | 12 août 1714 |

*Maison de Hanovre.*

|                      |               |
|----------------------|---------------|
| George I . . . . .   | 11 juin 1727  |
| George II . . . . .  | 25 oct. 1760  |
| George III . . . . . | 29 janv. 1820 |

## IX. ECOSSE avant la réunion.

*Maison de Stuart.*

|                                        |              |
|----------------------------------------|--------------|
| Jacques IV, 1488 . . . . .             | 9 sept. 1513 |
| Jacques V . . . . .                    | 8 déc. 1542  |
| Marie . . . . .                        | 8 fév. 1547  |
| Jacques VI, roi d'Angleterre . . . . . | 3 avril 1603 |

## X NAPLES.

*Maison d'Aragon.*

|                                                                         |           |
|-------------------------------------------------------------------------|-----------|
| Frédéric III, détrôné par Louis XII et par Ferdinand d'Aragon . . . . . | août 1501 |
| (Domination espagnole jusqu'en 1713, et autrichienne jusqu'en 1735.)    |           |



*Maison de Bourbon.*

Charles III, 1735 . . . . . 5 oct. 1759  
 Ferdinand IV.

## XI. SAVOIE.

*Ducs.*

Philibert II, 1497 . . . . . 10 sept. 1504  
 Charles III . . . . . 16 sept. 1553  
 Emmanuel-Philibert . . . . . 15 août 1580  
 Charles-Emmanuel-le-Grand . . . . . 26 juill. 1630  
 Victor-Amédée . . . . . 7 oct. 1637  
 Charles-Emmanuel II . . . . . 12 juin 1675

*Rois de Sardaigne.*

Victor-Amédée II, roi de Sicile depuis 1713,  
 échange la Sicile contre la Sardaigne en 1718,  
 abdique . . . . . 2 sept. 1730  
 Charles-Emmanuel III . . . . . 20 fév. 1773  
 Victor-Amédée III . . . . . 16 oct. 1792  
 Charles-Emmanuel, dépossédé du Piémont, 9 dé-  
 cembre, 1798, abdique . . . . . 4 juin 1802  
 Victor-Emmanuel, rétabli en Piémont, 30 mai 1814.

## XII. POLOGNE.

Sigismond I, 1506 . . . . . 1 avril 1548  
 Sigismond II, Auguste . . . . . 1 juin 1572  
 Henri de Valois, s'enfuit . . . . . 18 juin 1574  
 Etienne Bathori . . . . . 12 déc. 1586  
 Sigismond III . . . . . 30 avril 1632  
 Ladislas IV . . . . . 20 mars 1648  
 Jean-Casimir, abdique . . . . . 17 sept. 1668  
 Michel Wisnowicky . . . . . 10 nov. 1673  
 Jean Sobiesky . . . . . 17 juin 1696  
 Auguste II de Saxe, expulsé en 1704.  
 Stanislas Leszinsky, expulsé . . . . . 2 oct. 1709  
 Auguste II, rétabli . . . . . 1 fév. 1733  
 Auguste III . . . . . 5 oct. 1763  
 Stanislas Poniatowsky, abdique . . . . . 25 nov. 1795  
 (Troisième partage entre la Russie, l'Autriche  
 et la Prusse.)



Frédéric-Auguste (V. Saxe), grand-duc de Varso-  
vie, 9 juillet 1806, déposé . . . . . 3 mai 1815  
Alexandre I (V. Russie), roi de Pologne, 3 mai 1815.

## XIII. DANEMARCK.

*Maison d'Oldenbourg.*

|                                |               |
|--------------------------------|---------------|
| Jean, 1481 . . . . .           | 20 fév. 1513  |
| Christian II, déposé . . . . . | 20 janv. 1523 |
| Frédéric I . . . . .           | 10 avril 1533 |
| Christian III . . . . .        | 1 janv. 1559  |
| Frédéric II . . . . .          | 4 avril 1588  |
| Christian IV . . . . .         | 28 fév. 1648  |
| Frédéric III . . . . .         | 9 fév. 1670   |
| Christian V . . . . .          | 25 août 1699  |
| Frédéric IV . . . . .          | 12 oct. 1730  |
| Christian VI . . . . .         | 15 sept. 1746 |
| Frédéric V . . . . .           | 14 janv. 1766 |
| Christian VII . . . . .        | 13 mars 1808  |
| Frédéric VI.                   |               |

## XIV. SUÈDE.

*Maison de Wasa.*

|                                             |               |
|---------------------------------------------|---------------|
| Gustave Wasa, 1524 . . . . .                | 29 sept. 1560 |
| Eric XIV. déposé . . . . .                  | 25 fév. 1568  |
| Jean . . . . .                              | 17 nov. 1592  |
| Sigismond, roi de Pologne, déposé . . . . . | 6 fév. 1604   |
| Charles IX . . . . .                        | 30 oct. 1611  |
| Gustave-Adolphe . . . . .                   | 6 nov. 1632   |
| Christine, abdique . . . . .                | 16 juin 1654  |

*Maison de Deux-Ponts.*

|                                 |               |
|---------------------------------|---------------|
| Charles X, Gustave . . . . .    | 23 fév. 1660  |
| Charles XI . . . . .            | 15 avril 1697 |
| Charles XII . . . . .           | 11 déc. 1718  |
| { Ulrique-Eléonore . . . . .    | 5 déc. 1741   |
| { Frédéric I de Hesse . . . . . | 6 avril 1751  |

*Maison de Holstein-Gottorp.*

|                                    |              |
|------------------------------------|--------------|
| Adolphe-Frédéric . . . . .         | 12 fév. 1771 |
| Gustave III . . . . .              | 29 mars 1792 |
| Gustave-Adolphe, abdique . . . . . | 29 mars 1809 |



Charles XIII . . . . . 5 fév. 1818  
Charles-Jean (Bernadotte).

## XV. PALATINAT.

*Electeurs : Branche aînée.*

Philippe-Ingennuus, 1476 . . . . . 28 fév. 1508  
Louis V . . . . . 16 mars 1544  
Frédéric II . . . . . 26 fév. 1556  
Otton-Henri . . . . . 12 fév. 1559

*Branche de Simmern.*

Frédéric III . . . . . 26 oct. 1576  
Louis VI . . . . . 12 oct. 1583  
Frédéric IV . . . . . 9 sept. 1610  
Frédéric V, déposé à Ratisbonne . . . . . 1623  
Charles-Louis, son fils, rétabli en 1648 dans le Pa-  
latinat du Rhin . . . . . 28 août 1680  
Charles . . . . . 16 mai 1685

*Branche de Neubourg.*

Philippe-Guillaume . . . . . 2 sept. 1690  
Charles-Philippe . . . . . 31 déc. 1742

*Branche de Sulzbach.*

Charles-Théodore. Voyez Bavière . . . . . 16 fév. 1799

## XVI. BAVIÈRE.

*Ducs.*

Albert IV, 1473 . . . . . 17 mars 1508  
Guillaume IV . . . . . 6 mars 1550  
Albert V . . . . . 24 oct. 1579  
Guillaume V, abdique . . . . . 1596

*Electeurs.*

Maximilien I, 1623 . . . . . 17 sept. 1651  
Ferdinand-Marie . . . . . 26 mai 1679  
Maximilien II, Emmanuel . . . . . 27 fév. 1726  
Charles-Albert (empereur Charles VII) . . . . . 20 janv. 1745  
Maximilien III, Joseph . . . . . 30 déc. 1777  
Charles-Théodore (électeur palatin) . . . . . 16 fév. 1799  
Maximilien-Joseph, de Deux-Ponts, roi le 1<sup>er</sup> jan-  
vier 1806.



## XVII. SAXE.

*Branche Ernestine.*

|                                                    |               |
|----------------------------------------------------|---------------|
| Frédéric III, le Sage. Electeur, 1500 . . . . .    | 5 mai 1525    |
| Jean-Constant . . . . .                            | 16 avril 1532 |
| Jean-Frédéric perd la dignité électorale . . . . . | 4 juin 1547   |

*Branche Albertine.*

|                                                  |                |
|--------------------------------------------------|----------------|
| Maurice, électeur en 1548 . . . . .              | 11 juill. 1553 |
| Auguste . . . . .                                | 11 fév. 1586   |
| Christian I. . . . .                             | 25 sept. 1591  |
| Christian II . . . . .                           | 23 juin 1611   |
| Jean-George I. . . . .                           | 8 oct. 1656    |
| Jean-George II . . . . .                         | 22 avril 1680  |
| Jean-George III . . . . .                        | 12 sept. 1691  |
| Frédéric-Auguste I (roi de Pologne) . . . . .    | 1 fév. 1733    |
| Frédéric-Auguste II (roi de Pologne) . . . . .   | 5 oct. 1763    |
| Frédéric-Christian . . . . .                     | 17 déc. 1763   |
| Frédéric-Auguste III, roi de Saxe, 11 déc. 1806. |                |

## XVIII. BRANDEBOURG.

*Maison de Hohenzollern. Electeurs.*

|                                                     |                |
|-----------------------------------------------------|----------------|
| Joachim, 1493 . . . . .                             | 11 juill. 1535 |
| Joachim II. . . . .                                 | 3 janv. 1571   |
| Jean-George . . . . .                               | 8 janv. 1598   |
| Joachim-Frédéric . . . . .                          | 18 juill. 1608 |
| Joachim-Sigismond (duc de Prusse en 1618) . . . . . | 23 déc. 1619   |
| George-Guillaume . . . . .                          | 21 nov. 1640   |
| Frédéric-Guillaume-le-Grand . . . . .               | 29 avril 1688  |

*Rois de Prusse.*

|                                 |              |
|---------------------------------|--------------|
| Frédéric I . . . . .            | 25 fév. 1713 |
| Frédéric-Guillaume I . . . . .  | 31 mai 1740  |
| Frédéric II. . . . .            | 17 août 1786 |
| Frédéric-Guillaume II . . . . . | 17 nov. 1797 |
| Frédéric-Guillaume III.         |              |

## XIX. HANOVRE.

|                                                     |               |
|-----------------------------------------------------|---------------|
| Ernest-Auguste, électeur en 1692 . . . . .          | 28 janv. 1698 |
| George I, et ses successeurs les rois d'Angleterre. |               |



## XX. HOLLANDE.

*Stathouders. Maison de Nassau-Orange : branche aînée.*

|                             |                |
|-----------------------------|----------------|
| Guillaume I, 1572 . . . . . | 10 juill. 1584 |
| Maurice . . . . .           | 23 avril 1625  |
| Henri-Frédéric . . . . .    | 14 mai 1647    |
| Guillaume II . . . . .      | 6 nov. 1650    |

(Suppression du stathoudérat jusqu'en 1672.)

|                         |             |
|-------------------------|-------------|
| Guillaume III . . . . . | 8 mars 1702 |
|-------------------------|-------------|

(Nouvelle suppression du stathoudérat jusqu'en 1747.)

*Branche cadette.*

|                                   |              |
|-----------------------------------|--------------|
| Guillaume IV . . . . .            | 22 oct. 1751 |
| Guillaume V, démiss. le . . . . . | janv. 1795   |

(République, 6 février 1795.)

|                                                      |               |
|------------------------------------------------------|---------------|
| Louis Bonaparte, roi, 5 juin 1806, abdique . . . . . | 9 juill. 1810 |
|------------------------------------------------------|---------------|

(Réunion à la France.)

|                                                                            |  |
|----------------------------------------------------------------------------|--|
| Guillaume V, rétabli, 20 décembre 1813, roi des Pays-Bas, 17 janvier 1815. |  |
|----------------------------------------------------------------------------|--|

## XXI. TOSCANE.

*Médicis.*

|                                          |               |
|------------------------------------------|---------------|
| Alexandre, premier duc en 1531 . . . . . | 7 janv. 1537  |
| Cosme I, grand-duc en 1569 . . . . .     | 21 avril 1574 |
| François . . . . .                       | 19 oct. 1587  |
| Ferdinand I . . . . .                    | 7 oct. 1609   |
| Cosme II . . . . .                       | 28 fév. 1621  |
| Ferdinand II . . . . .                   | 24 mars 1670  |
| Cosme III . . . . .                      | 21 oct. 1723  |
| Jean-Gaston . . . . .                    | 9 juill. 1737 |

*Maison de Lorraine.*

|                                             |              |
|---------------------------------------------|--------------|
| François-Etienne . . . . .                  | 18 août 1765 |
| Léopold, empereur . . . . .                 | 20 fév. 1790 |
| Ferdinand III, dépossédé . . . . .          | 1798         |
| Louis, roi d'Etrurie, 4 août 1801 . . . . . | 27 mai 1803  |
| Charles-Louis, abdique . . . . .            | 10 déc. 1807 |

(Réunion à la France, 24 avril 1808.)

|                                       |  |
|---------------------------------------|--|
| Ferdinand III rétabli, 11 avril 1814. |  |
|---------------------------------------|--|



## XXII. ETATS-UNIS DE L'AMÉRIQUE.

*Présidens du Congrès.*

|                                 |             |
|---------------------------------|-------------|
| George Washington . . . . .     | 1787 à 1797 |
| John Adam . . . . .             | 1797 à 1801 |
| Th. Jefferson . . . . .         | 1801 à 1805 |
| Th. Jefferson, réélu . . . . .  | 1805 à 1809 |
| James Madisson . . . . .        | 1809 à 1813 |
| James Medisson, réélu . . . . . | 1813 à 1817 |
| James Monroë . . . . .          | 1817        |

---



---

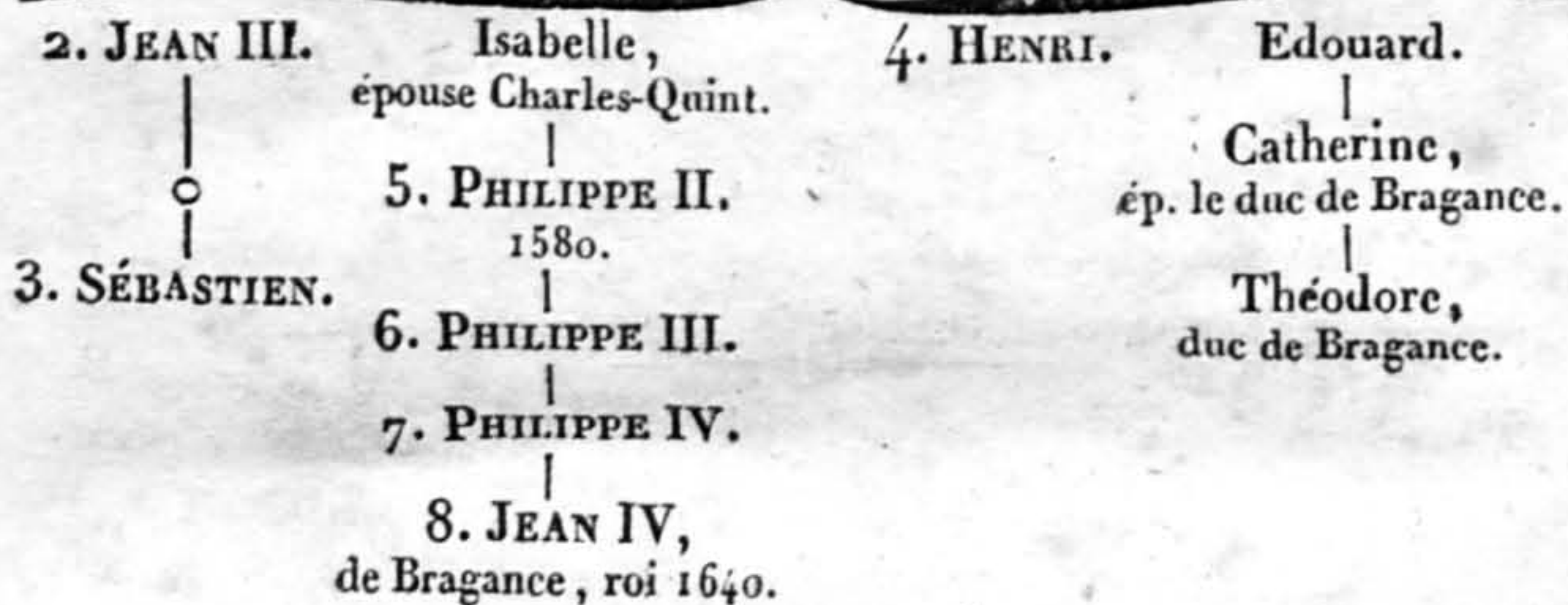
# TABLES GÉNÉALOGIQUES.

~~~~~

PORTUGAL.

Maisons de Bourgogne, d'Autriche et de Bragance.

1. EMMANUEL-LE-GRAND, 1495-1521.

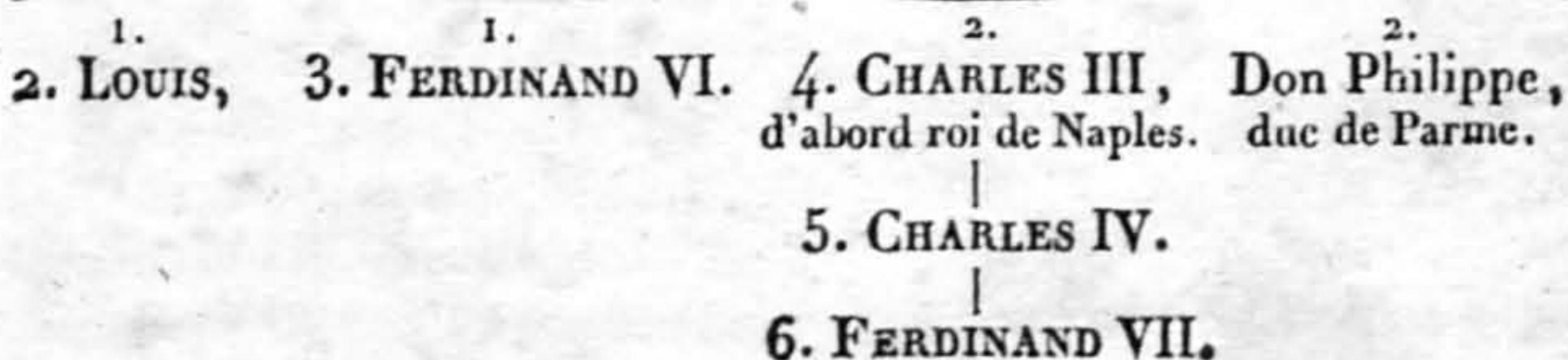


ESPAGNE.

Maison de Bourbon.

1. PHILIPPE V.

épouse : 1. Marie de Savoie 2. Elisabeth Farnèse.



ANGLETERRE.

I. *Maison de Tudor*, 1485.

1. HENRI VII.

2. HENRI VIII.

3. EDOUARD VI. 4. MARIE. 5. ELISABETH.

Marguerite,
ép. Jacques IV, roi d'Ecosse.

JACQUES V.

MARIE.

6. JACQUES VI,
en Angleterre Jacques I.II. *Maison de Stuart*, 1603.

1. JACQUES I.

2. CHARLES I.

3. CHARLES II. 4. JACQUES II.

5. MARIE. 6. ANNE.

Elisabeth,
palatine.Sophie,
d'Hanovre.

7. GEORGE I.

III. *Maison de Brunswick-Hanovre*, 1714.

GEORGE I.

GEORGE II.

GEORGE III.

GEORGE IV.

GUILLAUME IV.

HOLLANDE.

Maison d'Orange.

GUILLAUME le Taciturne.

MAURICE.

HENRI-FRÉDÉRIC.

GUILLAUME II.

GUILLAUME III.

Louise,
ép. le grand électeur.Frédéric I,
roi de Prusse.

ALLEMAGNE.

Maison d'Autriche.

1. FERDINAND I. épouse Anne,
sœur et héritière de Louis II, roi de Hongrie et de Bohême, tué à Mohacz.

2. MAXIMILIEN II.

Charles de Styrie.

3. RODOLPHE II.

4. MATHIAS.

5. FERDINAND II.

6. FERDINAND III.

7. LÉOPOLD I.

8. JOSEPH I.

9. CHARLES VI.

10. MARIE-THÉRÈSE.

RUSSIE.

Maisons de Romanow et de Holstein.

1. MICHEL ROMANOW, 1613.

2. ALEXIS.

3. FÉDOR.

4. IVAN.

Sophie.

5. PIERRE-LE-GRAND.

8. ANNE,
de Courlande.

6. CATHERINE I.

9. IVAN,
de Brunsvic.

(Alexis)

(Anne)

10. ELISABETH.

7. PIERRE II.

11. PIERRE III.

de la maison de Holstein, 1762.

12. CATHERINE II.

13. PAUL I.

14. ALEXANDRE.

15. NICOLAS.

SUÈDE.

Maison de Wasa, 1521.

1. GUSTAVE-WASA.

2. ERIC XIV. 3. JEAN.

4. SIGISMOND,
roi de Pologne.

5. CHARLES IX.

6. GUSTAVE-ADOLPHE.

Catherine,
ép. le comte-palatin de Deux-Ponts.

7. CHRISTINE.

Maison de Deux-Ponts, 161.

8. CHARLES X.

9. CHARLES XI.

10. CHARLES XII.

11. ULRIQUE-ÉLÉONORE.

Maison de Holstein, 1743.

12. ADOLPHE-FRÉDÉRIC.

13. GUSTAVE III.

15. CHARLES XIII.

14. GUSTAVE IV.

ERRATA.

Page 1, l. 10 : 1497, lisez : 1498.

• 5, " 2 du bas : 1483, lisez : 1485.

• 8, " 7 : l'empêche, lisez : *empêche Charles*.

• 15, " 3 : Horue, lisez : *Horuc*.

• 24, " 10 : 1507, lisez : 1607.

• 32, " 26 : 1581 " " 1580.

• 41, " 28 : 1655 " " 1651.

• 56, " 13 : 1622 " " 1682.

• 58, " 25 : à à biffer.

• 74, " 29 : user la sienne, lisez : user *de* la sienne.

• 75, " 9 : entretenus, lisez : *entretenu*s.

• 106, " 13 : Gyllenborg, lisez : *Gyllenborg*.

• 123, " 28 : mettre la *virgule* après le mot *français*.

• —, " 29 : biffez la particule *et*.

• 125, " 16 : conjectures, lisez : *conjonctures*.

• 127, " 12 : TROISIÈME ÉPOQUE, lisez : *PREMIÈRE ÉPOQUE*.

• 134, " 5 : 4 juin, lisez : 14 juin.

• 136, " 7 : 1801, lisez : 1802.

• —, " 17 : après le mot *sui*vant, ajoutez : (25 mars 1802.)

• 157, " 7 : après *Tolentino*, ajoutez : *et*.

• 161, " 27 : vingt, lisez : *six*.

• 64, " 30 : cadette, lisez : *aînée*.

